

DCB 21

Mémoire d'études / 2012

Les bibliothèques présidentielles américaines.

François MICHEL

Sous la direction de Dominique Varry
Professeur des universités – ENSSIB

Remerciements

Je tiens tout d'abord à remercier M. Dominique Varry, pour m'avoir proposé ce sujet, et pour m'avoir ainsi permis de découvrir un univers dont j'ignorais tout.

Mes remerciements vont ensuite au personnel des bibliothèques Kennedy, à Boston, et Roosevelt, à Hyde Park, pour leur accueil, leur aide et leurs conseils, et tout particulièrement Mme Stacey Chandler (bibliothèque Kennedy) et Mme Kirsten Carter (bibliothèque Roosevelt).

Pour les conseils et encouragements qu'ils m'ont prodigués, je tiens à remercier Mme Heather Moulaison et M. Terry Weech.

Merci ensuite à mes amis pour leur soutien dans les moments de doute. Merci aux coloc' de la place des frères Mérieux, et aux autres, pour leur présence.

Et Julia, pour avoir été là.

Résumé :

Les bibliothèques présidentielles américaines, dont le modèle actuel date de 1941, constituent un système original et assez méconnu hors des Etats-Unis. Financées par des capitaux privés, mais gérées par l'Etat fédéral, elles sont conçues et consacrées par les présidents eux-mêmes, lorsqu'ils quittent la Maison-Blanche. A bien des égards, elles ne sont d'ailleurs même pas des bibliothèques, puisqu'elles contiennent avant tout des archives et des objets divers, accumulés par le président sortant. Notre étude se propose de faire un bref historique du réseau des bibliothèques présidentielles, avant d'en analyser le fonctionnement d'ensemble. Nous nous penchons ensuite sur un certain nombre de points problématiques et sujets à controverse – le rapport à l'Histoire des bibliothèques présidentielles, leur poids symbolique ainsi que leurs coûts de gestion –, afin d'essayer de montrer que le système tel qu'il existe aujourd'hui relève davantage de la célébration que de l'approche historique.

*Descripteurs :**Archives - Etats-Unis**Bibliothèques - Etats-Unis**Présidents - Etats-Unis***Abstract :**

The American Presidential Libraries system, which appeared as it is today in 1941, is an original one, which is mostly unknown outside of the United States. The system is financed by private funds, but is run by public administration, and

the libraries are conceived and inaugurated by the presidents themselves when they leave the White House. In most aspects, they are not even libraries, as they mostly contain archives and objects accumulated by the presidents. This study gives a brief history of the Presidential Libraries network, and analyses how it works. Then, we focus on several problematic aspects and controversies – how the libraries deal with History, why they became symbols, and what they cost –, to show that the system as it exists today is more about celebration than about historical approach.

Keywords :

Archives - United States of America

Libraries – United States of America

Presidents – United States of America

Droits d'auteurs

Droits d'auteur réservés.

Toute reproduction sans accord exprès de l'auteur à des fins autres que strictement personnelles est prohibée.

OU



Cette création est mise à disposition selon le Contrat :

Paternité-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de Modification 2.0 France

disponible en ligne <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/2.0/fr/> ou par courrier postal à Creative Commons, 171 Second Street, Suite 300, San Francisco, California 94105, USA.

Sommaire

SIGLES, ABRÉVIATIONS ET CITATIONS.....	9
INTRODUCTION.....	11
SUBSTRAT HISTORIQUE.....	13
Avant-propos : la bibliothèque et le président.....	13
<i>La bibliothèque de recherche aux Etats-Unis.....</i>	<i>13</i>
<i>Le président des Etats-Unis, entre rôle institutionnel et poids mythologique.....</i>	<i>15</i>
Les bibliothèques présidentielles : Origine et évolution.....	18
<i>La pratique antérieure aux bibliothèques présidentielles.....</i>	<i>18</i>
<i>Une prise de conscience progressive.....</i>	<i>19</i>
<i>A l'origine d'un modèle nouveau.....</i>	<i>19</i>
<i>Consolidation du modèle.....</i>	<i>21</i>
<i>L'administration par la NARA.....</i>	<i>23</i>
« FROM CALIFORNIA TO THE NEW YORK ISLAND » : REGARD D'ENSEMBLE SUR UN MODÈLE ORIGINAL	27
Des collections variées.....	28
<i>Typologie des collections.....</i>	<i>28</i>
<i>Peut-on vraiment parler de « bibliothèques » ?.....</i>	<i>37</i>
Un étroit partenariat entre public et privé.....	38
<i>Un système à deux têtes.....</i>	<i>38</i>
<i>Des écarts considérables selon les bibliothèques.....</i>	<i>40</i>
Préservation et éducation	42
<i>Conservation et promotion patrimoniale.....</i>	<i>42</i>
<i>Une visée éducative prégnante.....</i>	<i>43</i>
Fréquentation et poids économique du réseau.....	45
<i>L'impact économique d'une bibliothèque présidentielle.....</i>	<i>45</i>
<i>Fréquentation : les chiffres d'ensemble.....</i>	<i>47</i>
<i>Les musées et les salles de recherche.....</i>	<i>47</i>
« I SHALL WRITE THAT HISTORY MYSELF » : UN MODÈLE PROBLÉMATIQUE	49
Une vision biaisée de l'histoire ?.....	49
<i>La tension entre public et privé.....</i>	<i>49</i>
<i>Des « temples » présidentiels ?.....</i>	<i>51</i>
La question de l'accès aux archives.....	54
<i>Un idéal de transparence.....</i>	<i>54</i>
<i>Limites à la transparence.....</i>	<i>55</i>
Gigantisme et viabilité du système.....	57
<i>« Bigger than the biggest » : la course au gigantisme.....</i>	<i>57</i>
<i>Une croissance exponentielle des coûts.....</i>	<i>59</i>
« Mend it, don't end it ».....	61
<i>Des solutions alternatives ?.....</i>	<i>61</i>
<i>Corriger les excès.....</i>	<i>63</i>
CONCLUSION.....	67
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE.....	69
TABLE DES MATIÈRES.....	85

Sigles, abréviations et citations

Compte tenu de la nature de ce travail, nous serons amenés à utiliser des sigles et abréviations américains, ainsi que des citations en anglais.

Pour plus de commodité de lecture, nous avons choisi de traduire en français les citations anglo-saxonnes, mais de restituer le texte original en note de bas de page ; et ce uniquement pour les longues citations. Lorsque les citations sont plus courtes ou moins significatives, elles seront directement traduites en français dans le texte.

NARA : National Archives and Records Association

PL : Presidential Library

Nous serons amenés à utiliser de manière indifférenciée plusieurs expressions signifiant la même chose, ou renvoyant aux mêmes institutions. Ainsi, l'appellation officielle directement traduite de l'anglais est « bibliothèque et musée présidentiel », suivie du nom du président concerné. Nous utiliserons souvent dans ce travail l'appellation « bibliothèque présidentielle », qui renvoie donc à la fois à la bibliothèque et au musée. De même, il arrivera que, par commodité, nous utilisions le terme anglais non traduit de « Presidential Library », ou selon l'établissement concerné, les contractions « Roosevelt Library » ou « Carter Library ».

Introduction

Dans un entretien accordé au journal *L'Express* en août 2012, à l'occasion de la campagne pour l'élection présidentielle aux Etats-Unis, Stephen Hess, chercheur à la Brookings Institution et ancien conseiller de Gerald Ford et Jimmy Carter, estimait qu'à l'instar de nombreux personnages historiques, les présidents américains sont obsédés par la trace qu'ils laisseront dans l'histoire :

« La première chose qu'ils font lorsqu'ils ne sont plus au pouvoir est d'écrire leurs Mémoires. Ils essaient de réécrire l'histoire, d'arranger ce qui est flou à leur avantage (...) et manquent rarement une occasion de souligner l'importance pour l'avenir de leurs initiatives¹. »

Rien de fondamentalement différent de tous les autres chefs d'Etat de la planète, serait-on tenté de répondre. Oui, mais à ceci près que les présidents américains disposent d'un atout institutionnel et mémoriel de poids pour assurer leur postérité : les bibliothèques présidentielles.

De fait, si un pays peut se reconnaître au sort qu'il réserve à ses bibliothèques à vocation « mémorielle », alors les Etats-Unis d'Amérique mériteraient qu'on s'attarde sur le modèle qu'ils proposent. Nation composite aux disparités régionales fortes – quoi de plus normal lorsqu'un pays affiche la superficie d'un continent –, ils ne possèdent pas à proprement parler de bibliothèque nationale centralisatrice qui mêlerait, à l'instar du modèle français, volonté universaliste de regroupement du savoir humain et mission de conservation du patrimoine national. Si la bibliothèque du Congrès apparaît à bien des égards comme la bibliothèque qui se rapprocherait le plus de ce modèle, elle reste cependant unique en son genre et ne saurait être considérée comme une bibliothèque nationale stricto sensu. Si l'on considère le reste du paysage américain, les grandes bibliothèques ne manquent pas, en commençant par les bibliothèques universitaires, « cathédrales du savoir² » et dotées de collections remarquables. Nombre d'entre elles ont une vocation nationale voire internationale ; comme celle d'Harvard ou de Yale, pour n'en citer que deux. Mais contrairement aux exemples que nous venons de citer, c'est davantage dans le domaine de la construction d'une mémoire et d'un patrimoine national que s'inscrivent les bibliothèques présidentielles. Institutions originales, elles n'ont pas de réel équivalent dans le monde et méritent ne serait-ce que pour cela que l'on y prête attention.

Pour compléter le tableau, il faut également préciser qu'en plus d'une institution particulière leur permettant de jouir d'une place de choix dans le paysage culturel du pays, les présidents américains bénéficient également d'un statut central dans le système politique national et dans l'imagerie populaire, ce qui leur confère une visibilité extrêmement large. Pour s'en convaincre, laissons par exemple à Hollywood le soin de prouver la grande place occupée par les présidents américains dans la production cinématographique. Un film de Steven Spielberg sur Abraham Lincoln est prévu en 2013, et bien d'autres anciens locataires de la Maison blanche ont fait l'objet de l'attention des cinéastes avant lui : Nixon et George W. Bush ont ainsi vu leur héritage revisité par Oliver Stone, par exemple. D'autres productions peuvent encore être citées, comme par exemple *Thirteen Days*, de Roger Donaldson, en 2000, qui mettait en scène la crise des missiles de Cuba et le rôle joué par Kennedy à cette occasion ; ou *The American President*, de Rob Reiner, en 1995, qui s'attardait sur un président imaginaire confronté au poids des lobbys et aux enjeux liés à sa possible réélection. Ces exemples

¹ *L'Express*, n°3188, août 2012.

² L'expression est de Jacqueline Reboul, qui l'utilisa comme titre de son ouvrage *Les cathédrales du savoir, ou les bibliothèques universitaires de recherche aux Etats-Unis, étude d'organisation*. Paris, 1982.

ne sont pas exhaustifs, mais rappelle à quel point le système politique américain est incarné par la figure présidentielle, qui joua un rôle et incarna les changements majeurs de l'histoire américaine à bien des occasions : il n'est pas rare de trouver mention de la guerre de Sécession comme du moment de l'affirmation de Lincoln, et de la deuxième guerre mondiale comme la guerre de Roosevelt et Truman.

C'est avec ces éléments en tête qu'il faut se lancer dans l'étude des bibliothèques présidentielles américaines. Assez largement méconnues hors des frontières américaines, elles ont pourtant le mérite de soulever nombre de questions intéressantes. Leur apparition, assez récente, a d'abord été le résultat d'une prise de conscience progressive d'une nécessité de conservation des archives présidentielles, qui échappaient jusque là assez largement au contrôle étatique et se trouvaient bien souvent perdues pour la recherche. L'instauration d'un système cohérent et national a établi un modèle original, où le terme « bibliothèque » même pose clairement question, tant les documents qui y sont conservés relèvent plus des archives ou des musées que de la bibliotéconomie. Face à ces institutions assez uniques en leur genre, toutes tournées vers la figure d'un président et la conservation de son « héritage » – il est d'ailleurs intéressant de jouer sur les mots en rappelant qu'en anglais, « heritage » signifie « patrimoine » – on se trouve d'autre part très vite confronté à un autre problème d'approche : l'aspect hagiographique n'est en effet jamais très loin, et une certaine gêne se manifeste pour le visiteur extérieur, qui n'est jamais certain de savoir à quoi il a affaire. Gérées par une institution publique, la National Archives and Records Administration (NARA), mais fondées et soutenues très largement par des fondations privées directement liées aux familles et aux intérêts des présidents eux-mêmes, les bibliothèques présidentielles sont donc le lieu d'un certain paradoxe, où les anciens présidents ou ses proches ont une prise sur l'image qu'il va laisser dans l'histoire. C'est essentiellement sur de ce problème – qui, nous le verront, peut se poser de manière plus ou moins évidente selon les cas – que se concentrera cette étude.

Nous reviendrons dans un premier temps sur l'apparition du système des bibliothèques présidentielles et son évolution dans la seconde moitié du XX^e siècle. Un deuxième temps de la réflexion portera plus précisément sur le fonctionnement dudit système, et sur ses caractéristiques les plus remarquables. Nous nous pencherons enfin en détail sur les nombreux paradoxes et problèmes soulevés par la situation que nous venons d'évoquer, qui voit les bibliothèques hésiter entre volonté « scientifique » et volonté « hagiographique », afin de déterminer si les bibliothèques présidentielles constituent réellement un modèle, ou bien s'il est heureux que ce système n'ait pas fait d'émules hors des frontières américaines.

SUBSTRAT HISTORIQUE

AVANT-PROPOS : LA BIBLIOTHÈQUE ET LE PRÉSIDENT

La bibliothèque de recherche aux Etats-Unis

Avant de se pencher en détail sur l'origine des bibliothèques présidentielles américaines, il paraît indispensable de revenir un instant sur ce que sont, dans leur ensemble, les bibliothèques aux Etats-Unis, et plus particulièrement, puisque c'est le cas qui nous intéresse au premier chef, les bibliothèques de recherche. Nation relativement jeune, les Etats-Unis ont pourtant joué à plusieurs reprises un rôle pilote dans l'histoire des bibliothèques. Les exemples de grands noms de l'histoire ou de la bibliothéconomie ne manquent pas : Andrew Carnegie ou Melvil Dewey sont de ceux-là, pour n'en citer que deux exemples. Il en est de même pour les bibliothèques de recherche, dont les plus fameuses ont un rayonnement international.

Des bibliothèques universitaires à vocation internationale

Nous avons déjà cité des exemples de bibliothèques universitaires en introduction de ce travail. De fait, elles concentrent souvent des caractéristiques remarquables. Il ne s'agit pas ici de procéder à un inventaire complet, mais plutôt de rappeler dans quel contexte s'inscrivent les bibliothèques présidentielles, qui constituent le coeur de ce travail. Les bibliothèques universitaires, de par leur taille ou histoire respective, ont de fait une aura et un rôle symbolique très fort dans le monde de la recherche et de l'éducation aux Etats-Unis. De fait, les bibliothèques universitaires se veulent le symbole de toute une série de valeurs toutes représentatives du système éducatif américain – réussite personnelle fondée sur l'excellence, universalisme, pluridisciplinarité, etc. Sans aller jusqu'à dire qu'elles ont été « copiées » par les bibliothèques présidentielles – ces dernières, nous le verrons, possèdent des caractéristiques propres – elles ont sans aucun doute constitué un modèle prégnant pour les présidents désireux de construire eux aussi leur propre « cathédrale du savoir », pour reprendre à nouveau l'expression de Jacqueline Reboul³.

Quelques exemples de bibliothèques comptant parmi les plus remarquables permettent de se faire une idée du modèle. La bibliothèque de l'Université de l'Illinois, à Urbana-Champaign, revendique le plus grand nombre d'ouvrages au monde pour une bibliothèque universitaire, avec quelques vingt-deux millions de volumes. Elle est suivie de près par des bibliothèques d'université prestigieuses telles que celles d'Harvard, dont la fondation remonte au XVII^e siècle, et possédant près de quinze millions d'ouvrages, de Yale (douze millions d'ouvrages) ou encore de Stanford et de Columbia, à New York (respectivement quatorze et huit millions de volumes)⁴.

La Library of Congress, une bibliothèque nationale de facto

Encore plus que les bibliothèques universitaires, la Bibliothèque du Congrès apparaît comme *le* modèle aux Etats-Unis. Etablie suite à une loi du Congrès de 1800, moment où le président John Adams décida le transfert du siège du gouvernement de Philadelphie à Washington D.C., elle était au départ réservée aux membres du Congrès.

³ Jacqueline Reboul, *op. cit.*

⁴ Chiffres tirés de l'encyclopédie en ligne Wikipédia.

Installée au Capitole jusqu'en 1814, date où elle fut détruite par les troupes britanniques, elle bénéficia dès 1815 d'un apport important, avec le don de l'ancien président Thomas Jefferson de sa bibliothèque personnelle, tout à fait considérable, pour compenser la perte des collections. Au contraire de la bibliothèque originelle, la nouvelle contenait, en plus des très nombreux ouvrages concernant le pays, un certain nombre de volumes en langue étrangère, ou consacrés à des sujets n'intéressant pas directement le travail des congressistes. Jefferson déclara à cette occasion qu'il n'existait « aucun sujet auquel un membre du Congrès n'aurait jamais l'occasion de se référer⁵. » De fait, la vocation « universelle » de la bibliothèque était déjà actée. Tout au long du XIX^e siècle, les bibliothécaires, dont certains, comme Ainsworth Rand Spofford (en poste de 1864 à 1897), ont laissé leur empreinte, s'efforcèrent de défendre la vision « jeffersonienne » de la bibliothèque à vocation universelle. Spofford fut à l'origine de la loi de 1870 dite du « copyright », qui réclamait pour la bibliothèque deux exemplaires des ouvrages soumis au régime du droit d'auteur. C'est la version du dépôt légal à l'américaine, qui eut pour résultat de faire gonfler les collections de la bibliothèque de manière spectaculaire. Cet état de fait impliqua un agrandissement sensible du bâtiment. Les travaux furent achevés en 1897, laissant le site principal de la bibliothèque tel qu'il existe à l'heure actuelle.

Aujourd'hui, ses collections sont les plus importantes au monde. Avec plus de 144 millions de documents, dont 33 millions d'imprimés et 63 millions de manuscrits, ainsi qu'une collection de documents audiovisuels très importante⁶, elle dépasse la British Library et la Bibliothèque nationale de France en terme de contenu. Devenue au fil des années une bibliothèque nationale qui n'en porte pas le nom, la Library of Congress occupe une place centrale dans le paysage américain. Elle apparaît, nous l'avons dit, comme le modèle ultime de la grande bibliothèque au service du rayonnement culturel de la nation. C'est cette dimension qui a notamment influencé Franklin D. Roosevelt lorsqu'il consacra, avec l'ouverture de sa bibliothèque, le modèle qui devait s'imposer à toutes les autres bibliothèques présidentielles. Comme nous le verrons plus loin dans cette étude, il voyait la Bibliothèque du Congrès comme un exemple à suivre sur le plan de la dimension symbolique à donner à son institution. Cela étant, au delà de cet aspect abstrait, aucun lien véritable ne semble exister entre la Library of Congress et les bibliothèques présidentielles. Ces dernières revendiquent la conservation d'une part non négligeable de la mémoire nationale, mais fonctionnent de manière relativement autonome.

Une forte place accordée aux bibliothèques « privées »

Deux exemples peuvent ici permettre de montrer la place occupée par les bibliothèques privées, liées depuis leur fondation à des personnalités fortes. Il s'agit des bibliothèques Newberry, à Chicago, et Huntington, à San Marino en Californie.

La Newberry fut fondée en 1887 et nommée d'après son bienfaiteur Walter L. Newberry, homme d'affaires de Chicago qui investit sa fortune dans la fondation d'une bibliothèque qu'il souhaitait « gratuite et publique »⁷. Le premier bibliothécaire, William Frederick Poole, augmenta considérablement les collections, avec une politique d'acquisition très active, qui cibra aussi bien des ouvrages américains qu'européens, et notamment un grand nombre de livres anciens. C'est au début du XX^e siècle, peu après l'inauguration d'un nouveau bâtiment construit par l'architecte Henry Ives Cobb, que la bibliothèque

⁵ "I do not know that it contains any branch of science which Congress would wish to exclude from their collection; there is, in fact, no subject to which a Member of Congress may not have occasion to refer." Cité dans l'historique de la bibliothèque, <http://www.loc.gov/about/history.html> (page consultée le 30 septembre 2012). a

⁶<http://www.loc.gov/about/history.html> (page consultée le 30 septembre 2012).

⁷ <http://www.newberry.org/history> (page consultée le 10 décembre 2012).

commença à s'orienter vers des achats groupés d'importantes collections essentiellement dans le domaine des « humanités ». Le terme renvoie à des ouvrages latins et grecs, ainsi qu'aux sciences humaines. Le terme français d'« humanités » ne rend pas complètement le sens. La bibliothèque est en outre très impliquée dans la coopération avec les universités, avec l'existence depuis les années 1970 de quatre centres de recherche affiliés, et un programme spécifique de séminaires semestriels avec l'université de Chicago⁸.

L'autre exemple le plus fameux est celui de la bibliothèque Huntington. Les collections initiales étaient celles d'Henry E. Huntington, et revendiquaient un idéal interdisciplinaire, avec une attention particulière accordée aux collections en art, « humanités » ou botanique⁹. Une place conséquente est accordée aux livres rares, manuscrits et documents liés à la science et à la botanique – un « Botanic garden » est situé à proximité de la bibliothèque, et les deux sont considérés comme deux parties d'un tout. Comme la Newberry, elle propose également une série de partenariats avec des universités. D'autre part, ces deux bibliothèques fonctionnent en étroite collaboration avec des fondations ayant pour objectif de défendre les valeurs et idéaux de leurs bienfaiteurs originels. Du point de vue qui nous intéresse, c'est cette forte place accordée aux capitaux et fondations privées qui nous semble être une idée centrale. Les bibliothèques présidentielles, liées depuis leur origine à des capitaux privés et à des fondations créées par les présidents, semblent à cet égard se placer dans la lignée des ces établissements.

De la même manière que les autres bibliothèques présentées plus haut, les bibliothèques privées illustrent à quel point les Etats-Unis sont marqués par l'existence de bibliothèques prestigieuses, de taille très importante, avec des collections de nature variée et souvent à vocation pluridisciplinaire. A bien des égards, comme nous aurons l'occasion de le constater, le modèle des bibliothèques présidentielles paraît se poser dans la continuité de cette tradition séculaire.

Le président des Etats-Unis, entre rôle institutionnel et poids mythologique

La place des bibliothèques présidentielles ne peut être réellement comprise qu'à partir du moment où l'on a pris en compte celle des présidents dans la société américaine. Il n'est pas question de s'adonner à une analyse sociologique détaillée, mais bien de présenter les éléments pouvant permettre d'éclairer le pourquoi de l'existence de ces institutions étranges que sont les bibliothèques présidentielles. Exemple purement américain, n'ayant pas d'équivalent dans le monde, elles traduisent nécessairement un rapport particulier d'un peuple avec son représentant.

Au centre de la vie politique

Le président, dépositaire du pouvoir exécutif, est la clef de voûte du système politique américain. Il ne s'agit pas ici de procéder à une description de l'ensemble dudit système, mais plutôt de rappeler le rôle central du président dans la vie politique américaine, et, par lien de cause à effet, sa place prépondérante aux yeux des citoyens.

Le président est de fait un symbole, celui de l'unité, de la continuité de la nation et de l'Etat. Dans une nation relativement jeune – l'indépendance fut proclamée en 1776 – et

⁸ *Ibidem*.

⁹ <http://www.huntington.org/mission.aspx> (page consultée le 10 décembre 2012).

extrêmement composite – le gouvernement est « fédéral », et chaque Etat jouit d'un certain nombre de prérogatives, ce rôle est capital pour cimenter un sentiment commun d'appartenance. Elu pour un mandat de quatre ans, le président ne peut, selon la Constitution, amendée en 1947, se présenter au delà de deux mandats. Cette tradition fut d'abord héritée de la pratique des « pères fondateurs » de la nation, dont Thomas Jefferson, et fut traduite dans la Constitution en 1947 suite à la mort de Franklin D. Roosevelt au cours de son quatrième mandat¹⁰. Afin d'assurer une continuité symbolique de la fonction, le système américain prévoit une période « tampon » entre l'élection d'un nouveau président et le départ de son prédécesseur, appelée « lame duck period », ou en français la « période des canards boiteux », où le sortant – le canard boiteux – continue à occuper son poste tandis que le vainqueur organise sa prise de fonction¹¹.

En plus de l'évident rôle de garant de l'unité nationale à l'intérieur des frontières du pays, le président en est également le représentant à l'extérieur. Il a le pouvoir de négocier et de conclure des traités, sous réserve de ratification par le Sénat, et est d'ailleurs qualifié de « Chief Diplomat » dans la Constitution¹². Le poids des présidents américains dans la diplomatie mondiale fut d'ailleurs considérable dans la deuxième moitié du XX^e siècle. On a par exemple longtemps glosé sur un supposé « partage du monde » entre Churchill, Roosevelt et Staline à la conférence de Yalta en février 1945. Moins fantasmé fut le rôle réel des présidents dans certaines luttes d'influence ou crises ouvertes, rôle traduit tantôt par des soutiens officieux à des coups d'Etat, tantôt à des conflits armés, parmi lesquels la guerre de Corée (1950-1953), la guerre du Vietnam (1964-1975), ou la première guerre du Golfe (1990-1991). Dans chacun de ces conflits ou crises, la figure du président apparut souvent centrale, dans la mesure où chaque président entendait incarner la puissance américaine face à la menace extérieure : le président porte d'ailleurs le titre de « commandant en chef des forces armées¹³ ». Le pouvoir d'envoyer des troupes en opération revient donc directement au président, même si c'est formellement au Congrès de déclarer l'état de guerre¹⁴.

La personnalisation du pouvoir et de la conduite de la politique extérieure, déjà existante dans les textes, fut du reste favorisée par la permanence des tensions entre Etats-Unis et Union soviétique pendant la période dite de Guerre froide. Les relations internationales furent ainsi souvent présentées comme un affrontement entre deux pays, deux modèles, deux mondes, et finalement, deux hommes. A Staline s'opposèrent Truman et Eisenhower, à Khrouchtchev s'opposa Kennedy, à Gorbatchev s'opposa Reagan. Si les choses ne sont évidemment pas si simples, force est de constater que c'est souvent en ces termes que l'on présente les crises de la Guerre froide. De fait, le symbole incarné par la figure du président est très fort, puisque cela lui permit d'assumer un rôle de médiateur dans de nombreuses crises ne regardant pas directement les Etats-Unis. Jimmy Carter assura ainsi la médiation entre le président égyptien Anouar el-Sadate et le Premier ministre israélien Menahem Begin lors de la signature des accords de Camp David en 1978. C'est sur ce modèle que souhaita agir Bill Clinton avec le sommet pour la paix, toujours à Camp David, en juillet 2000, pour tenter de parvenir à un accord israélo-palestinien. Le symbole survit d'ailleurs à la fonction, puisque plusieurs présidents continuèrent à jouer un rôle sur la scène internationale après la fin de leur mandat : Jimmy Carter reçut ainsi le prix Nobel de la paix en 2002, et Bill Clinton fut nommé émissaire de l'ONU pour Haïti en 2009¹⁵.

¹⁰ Bernard Vincent (dir.), *Histoire des États-Unis*, Paris, 1997.

¹¹ Encyclopédie en ligne Wikipédia, article « lame duck ».

¹² Constitution des Etats-Unis d'Amérique, article 2, section 2.

¹³ Constitution des Etats-Unis d'Amérique, article 2, section 2.

¹⁴ Constitution des Etats-Unis d'Amérique, article 1, section 8.

¹⁵ <http://www.lefigaro.fr/international/2009/05/20/01003-20090520ARTFIG00301-bill-clinton-emissaire-special-des-nations-unies-a-haiti-.php> (page consultée le 25 octobre 2012).

Sans donner trop de détails, précisons que le pouvoir du président est cependant encadré par une série de contre-pouvoirs. Les américains appellent le système de régulation entre les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire, le système de « *checks and balances* », ou en français quelque chose comme « système de poids et d'équilibres ». Le président choisit ainsi ses ministres, mais ces derniers sont nommés par le Sénat. Le même système préside à la nomination des juges de la Cour suprême, institution judiciaire majeure. Ladite Cour suprême peut d'ailleurs déclarer anticonstitutionnelle une loi proposée par le président. Quant au Congrès – constitué de la Chambre des représentants et du Sénat –, dépositaire du pouvoir législatif, il dispose d'un droit d'opposition et peut, dans certains cas exceptionnels, lancer la procédure dite de l'« impeachment », ou de destitution, du président.

Du l'homme politique au personnage historique

Au delà de ces prérogatives gravées dans le marbre de la loi, le président incarne également aux Etats-Unis une figure quasi héroïque dans l'inconscient populaire. Cela ne revient évidemment pas à dire que les présidents font en permanence l'unanimité autour d'eux. Il suffit pour éloigner cette idée de rappeler la haine que suscitérent en leur temps Lincoln, Wilson ou Roosevelt. En revanche, ce qui frappe l'observateur étranger, c'est plutôt de voir à quel point les présidents peuvent, de leur vivant autant qu'à titre posthume, susciter une adhésion à leur personne autant qu'à leur politique. La personnification de la vie politique prend de fait un sens très fort aux Etats-Unis. Comme l'a montré Christian Salmon, la technique du « storytelling », ou en d'autres termes la transposition de certaines règles du marketing au sein de la vie politique est un processus venu des Etats-Unis. Il date ce phénomène de l'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan notamment, dont les successeurs auraient repris la recette à leur compte. Salmon parle du storytelling comme d'« une machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits »¹⁶. Les « histoires » au sujet, entre autres, des présidents, ont selon lui pour but de focaliser l'attention des électeurs sur des problèmes accessoires, et à les détourner ainsi de l'élection et du processus démocratique. Dans le cas des présidents américains au XX^e siècle, ce phénomène a de fait trouvé une illustration spectaculaire, et pas seulement du vivant des premiers intéressés. C'est d'ailleurs précisément le « storytelling » à titre posthume qui nous intéresse au premier chef, puisque les bibliothèques présidentielles ont le privilège de raconter une certaine version de l'histoire d'une présidence, avec un certain recul. Nous reviendrons largement sur ce problème dans la troisième partie de ce travail.

Dès à présent, on peut cependant pointer du doigt un certain nombre de tendances au sein de la société américaine dans son rapport avec ses présidents. Il ne s'agit ici que de quelques observations, qui ne prétendent en aucun cas à l'exhaustivité ou à l'exactitude. Comme nous l'avons mentionné, le président incarne non seulement un référent politique, mais un référent sociétal, au moins pendant la durée son mandat. Les présidents, sans doute davantage encore qu'en France par exemple, sont en permanence scrutés dans leurs faits et gestes, leur vie de couple passée au crible médiatique, et leur parcours personnel disséqué. Incarnation de l'unité nationale, il est également en temps de crise la cible privilégiée des démonstrations d'hostilité. En revanche, une fois son mandat achevé, à l'exception de quelques figures historiques particulièrement controversées, un certain consensus semble s'opérer pour lui donner, sinon l'absolution, du moins l'honneur que l'on suppose dû à sa stature. Il est frappant de voir que les présidents figurent pour un grand nombre d'entre eux au panthéon de la nation, et, plus précisément, qu'ils sont avec le temps devenus des « personnages » quasi mythifiés. La

¹⁶ Christian Salmon, *Storytelling la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, Paris, 2007.

sculpture spectaculaire du Mount Rushmore, dans le Dakota du sud¹⁷, est la traduction dans la pierre de cette allégeance aux « grands » présidents de l'histoire, devenus dans la conscience populaire des figures renvoyant indifféremment aux idéaux de liberté, d'indépendance, d'unité ; ou aux épisodes glorieux de l'histoire de la nation. Les bibliothèques présidentielles, on s'en rend compte avec ces remarques d'ensemble, interviennent dans un contexte où la place du président et la tradition des bibliothèques au Etats-Unis leur permettent d'exister.

LES BIBLIOTHÈQUES PRÉSIDENTIELLES : ORIGINE ET ÉVOLUTION

L'apparition du réseau des bibliothèques présidentielles, même s'il est assez récent, ne se fit bien sûr pas en un jour. Une synthèse claire et efficace de l'histoire des bibliothèques présidentielles est donnée par Gernot U. Gabel dans l'article qu'il leur consacra dans un numéro de 2001 du *Bulletin des bibliothèques de France*¹⁸. De nombreux éléments historiques proviennent de cet article, à ce jour la meilleure synthèse disponible en français. Nous l'avons largement couplée à divers résumés tirés d'ouvrages américains, tant il est vrai que la quasi totalité des titres intéressants sur ce sujet sont anglo-saxons.

La pratique antérieure aux bibliothèques présidentielles

Une des premières origines des bibliothèques présidentielles américaines est à trouver dans les réactions aux pratiques des premiers présidents. Si l'on se penche par exemple sur les habitudes instaurées notamment par George Washington, on comprend mieux pourquoi une réaction fut progressivement jugée nécessaire. Le premier président de la jeune nation, ancien chef d'état-major de la l'armée continentale pendant la guerre d'indépendance, constitua à bien des égards un modèle à suivre pour ses concitoyens. Le traitement des archives ne fit pas exception à la règle... Or, en quittant le pouvoir, Washington emporta avec lui dans sa propriété personnelle de Mount Vernon, dans l'Iowa, ses papiers de travail ainsi que ses archives personnelles. Ses successeurs prirent donc tout naturellement l'habitude d'en faire autant, considérant les papiers de travail du temps de la présidence, documents d'Etat, comme leur propriété personnelle, même s'ils étaient conscients dans le même temps qu'il s'agissait là d'un important matériau historique. Tout dépendait en fait du bon vouloir du premier intéressé, qui pouvait en céder une partie à la Library of Congress, par exemple, tout en gardant d'autres archives jusqu'à sa mort.

Dans ces conditions, on comprend que tout pouvait alors arriver à ces archives. Si les présidents eux-mêmes y étaient légitimement attachés, il n'est en revanche pas rare que leurs veuves ou descendants en détruisent ou en vendent une partie, à moins qu'ils n'opèrent eux-mêmes une « sélection ». Robert Todd Lincoln, fils du vainqueur de la Guerre de Sécession, légua une grande partie des archives de son père à la Library of Congress, mais seulement après avoir lui-même détruit celles qu'ils jugeait d'intérêt secondaire, et la bibliothèque dut accepter ses exigences en matière d'accès aux archives, qui restèrent ainsi interdites au public jusqu'en 1947¹⁹... Ces freins mis à la libre consultation n'étaient d'ailleurs pas que le fait des familles des présidents : les archives du président Adams furent ainsi inaccessibles jusqu'à 1950, en raison de la volonté de la Massachusetts Historical Society, dépositaire des documents. Ulysse S. Grant (président

¹⁷ La sculpture regroupe les visages de George Washington et Thomas Jefferson, les plus fameux des « pères fondateurs » ; Abraham Lincoln et Theodore Roosevelt.

¹⁸ Gernot U. Gabel, « Les bibliothèques des présidents américains. » *BBF*, 2001, n°4, p. 98-102.

¹⁹ Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *Citizen-in-chief, The Second Lives of the American Presidents*. Harper Collins, 2009, p. 76.

de 1869 à 1877), brûla quant à lui personnellement une grande partie de ses archives, tandis que la veuve du président Warren Harding (1921-1923), cherchant à protéger la mémoire de son mari, n'hésita pas à se débarrasser d'une bonne partie des documents qu'elle trouvait compromettants²⁰.

Une prise de conscience progressive

Dès le XIX^e siècle, des voix s'élevèrent pour dénoncer cette situation, insistant sur le fait que cela représentait une perte sèche pour la recherche. Mais ce n'est que tardivement que l'avertissement fut suivi de conséquences. C'est la Library of Congress qui intervint alors, en négociant avec les descendants des présidents en vue de l'acquisition de certaines archives. Ce fut souvent fait avec succès, de telle sorte qu'il est possible de consulter aujourd'hui à la Library of Congress, à la section des manuscrits, les archives de vingt-trois présidents. Ces archives sont évidemment bien plus accessibles que celles ayant survécu à leur président et ayant été récupérées par des collectionneurs ou des bibliothèques, centres d'archives, fondations ou associations privées²¹. Cela étant, même à la Library of Congress, les collections léguées par les présidents et aujourd'hui accessibles varient assez largement en qualité et en quantité selon les cas. 65 000 documents légués par Washington, 25 000 par Jefferson, 12 500 par Madison et 4 000 seulement par Monroe, pour ne citer que quelques exemples des premiers présidents²².

On le voit, la prise de conscience face à une lacune historiographique, et la volonté d'instaurer des institutions à même de conserver efficacement la mémoire des présidents, furent progressives. Et les décisions qui suivirent ne débouchèrent pas immédiatement sur un modèle unique et pérenne.

A l'origine d'un modèle nouveau

De fait, en parallèle à la volonté conjointe des bibliothèques ou des chercheurs, ce sont les présidents eux-mêmes qui prirent progressivement conscience de l'importance de la sauvegarde de leur patrimoine : ce passage d'un sentiment de propriété à un sentiment d'un devoir à l'égard de la nation fut à l'origine de l'accélération de la constitution d'institutions chargées de la protection des archives.

De nombreux contrastes

Il est difficile, dans ce domaine, de véritablement parler de tournant ou de déterminer une date charnière. En effet, si certaines archives ont été en grande partie perdues – nous avons noté les exemples de Grant et Harding plus haut –, certains présidents eurent une pratique très différente, et ce parfois dès le XIX^e siècle. La bibliothèque créée dans l'Ohio, en 1916, par Rutherford B. Hayes, qui séjourna à la Maison-Blanche de 1877 à 1881, la première bibliothèque construite exclusivement pour conserver des papiers présidentiels, fonctionna ainsi rapidement de manière largement similaire à celles que l'on connaît aujourd'hui, avec un budget alloué par l'Etat combiné à des fonds d'une fondation privée – nous reviendrons plus loin en détail sur les spécificités liées à ce fonctionnement. Dans les années 1930, c'est le président Herbert Hoover qui fit de même, en léguant ses archives à une fondation privée liée à l'université de Stanford.

²⁰ Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *op. cit.*, p. 76

²¹ Gernot U. Gabel, « Les bibliothèques des présidents américains. », *BBF*, 2001, n° 4, p. 98-102.

²² Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *op. cit.*, p. 76.

Si l'on cherche à faire un premier bilan, remarquons qu'en plus des treize bibliothèques aujourd'hui gérées par la NARA, de Hoover à Bush junior, et qui constituent l'objet d'étude principal de ce travail, on dénombre à l'heure actuelle seulement six bibliothèques présidentielles, pour trente présidents. De nombreux présidents, pris à n'importe quelle période de l'histoire des Etats-Unis, tels que Theodore Roosevelt ou Thomas Jefferson²³, n'ont de fait aucune institution dédiée. La situation est donc contrastée, mais tout n'était pas tout noir dans la conservation des papiers présidentiels avant la véritable constitution des bibliothèques présidentielles. Il faut simplement noter que tout dépendait du bon vouloir des premiers intéressés, qui n'avaient rien à craindre d'une éventuelle pression juridique.

Roosevelt en précurseur

Les bases du système actuel furent jetées progressivement, à partir de la fin des années 1930. En 1938, ce fut d'abord Franklin D. Roosevelt qui expliqua vouloir léguer à la nation un nombre important de documents liés à son mandat, en souhaitant qu'ils soient conservés dans l'Etat de New York, à Hyde Park, sur le lieu même de sa résidence personnelle. Il confirmait ainsi une habitude qui devait se perpétuer par la suite : le fait de privilégier pour la conservation de ses archives présidentielles un lieu lié à son histoire personnelle, soit le lieu de sa naissance soit son lieu de dernière résidence. De nombreuses bibliothèques ont ainsi été installées dans la ville de naissance des président, tandis que certains préféraient y associer un lieu marquant de leur vie d'adulte. En officialisant cette coutume, Roosevelt excluait définitivement la Library of Congress du processus de conservation, alors même qu'elle avait joué un rôle important dans la collecte de certains papiers présidentiels par le passé. C'est également le modèle de partenariat public/privé qui fut entériné à cette occasion : « FDR » usa en effet de sa fortune et de ses relations pour financer l'entretien de l'édifice et la création d'une fondation privée ; tout en manifestant sa volonté que les documents soient conservés sous la garde des Archives nationales²⁴. Le Congrès vota pour cela une résolution le 18 juillet 1939, qui officialisa l'ouverture du bâtiment de Hyde Park et le reconnut comme faisant partie du réseau des Archives nationales²⁵. C'était acter l'idée que les papiers présidentiels étaient désormais officiellement une partie importante du patrimoine national, et qu'ils devaient être accessibles au public. A côté de ces dispositions matérielles, Roosevelt inventa également le modèle moderne de la bibliothèque présidentielle, pensé à la fois comme une attraction touristique et comme un lieu de patrimoine. Du reste, il sut trouver les mots pour donner emphase et poids symbolique à ce « don » à la nation : son discours officiel lors de l'inauguration de la bibliothèque, le 30 juin 1941, soit quelques mois avant l'entrée en guerre des Etats-Unis suite à l'attaque japonaise de la base navale de Pearl Harbor²⁶, reste largement cité comme référence idéologique et morale. Légua sa bibliothèque aux « générations futures », il déclara notamment :

« L'inauguration d'une bibliothèque est en elle-même un acte de foi. Pour rassembler les archives du passé et les conserver dans des bâtiments où ils seront préservés pour les hommes et les femmes du futur, une nation doit croire en trois choses. Elle doit croire dans le passé. Elle doit croire en l'avenir. Elle doit, surtout, croire dans la capacité de sa population à apprendre du passé pour créer son propre futur²⁷. »

²³ L'exemple de Thomas Jefferson est du reste un peu différent, puisque ce dernier vendit sa collection personnelle de livres au Congrès en 1815. Cet achat permit un enrichissement conséquent de la Library of Congress.

²⁴ Gernot U. Gabel, « Les bibliothèques des présidents américains. », *BBF*, 2001, n° 4, p. 98-102.

²⁵ <http://www.archives.gov/presidential-libraries/faqs/#1> (page consultée le 24 octobre 2012).

²⁶ L'attaque, menée par l'aéronavale japonaise, eut lieu le 7 décembre 1941.

²⁷ « The dedication of a library is in itself an act of faith. A Nation must believe in three things. It must believe in the past. It must believe in the future. Above all, it must believe in the capacity of its own people to learn from the past that they can gain in

Résultant d'une étroite collaboration entre le public et le privé, mettant à la disposition de la recherche les documents légués par le président, tout en proposant un musée pour le « grand public », la bibliothèque Roosevelt constituait dès cette époque le modèle des bibliothèques présidentielles tel qu'il existe encore à l'heure actuelle.

Consolidation du modèle

En 1950, c'est le président Truman qui décida de lui aussi ériger sa bibliothèque. Mais à la différence de ses prédécesseurs, il encouragea le Congrès à le suivre dans cette voie, et à réfléchir à des clauses légales. Dès lors qu'il fut clair que son successeur, Dwight D. Eisenhower, avait l'intention de faire de même, la nécessité de clarifier le modèle dans une loi se fit sentir²⁸. L'apparition des bibliothèques présidentielles se fit donc à la suite d'une série de pratiques empiriques des présidents eux-mêmes, mais le législateur se mêla rapidement au processus pour apporter une série de dispositions légales qui achevèrent d'implanter ces bibliothèques dans le paysage national américain.

Le « Presidential Libraries Act », 1955.

C'est donc après l'élection d'Eisenhower, en 1953, que le congrès acheva d'établir le système. Le « Presidential Libraries Act » de 1955 tournait essentiellement autour d'une idée directrice, faisant cohabiter intérêts privés et intérêts publics.

En effet, à la manière de ce qui avait été instauré par Roosevelt, les bibliothèques présidentielles telles que décrites par la loi de 1955, relèvent d'une logique binaire, où la construction des bâtiments est assurée par des fonds privés – et donc levés par les fondations liées au président – tandis que la gestion et le fonctionnement quotidien est du ressort de l'Etat fédéral. La loi avait également pour vocation d'encourager les présidents à venir à donner leurs archives. C'était en réalité prendre acte du modèle instauré par Roosevelt afin de le généraliser et d'ainsi assurer une politique d'accès aux archives plus solide que « l'accord tacite » qui régnait jusqu'alors.

C'est sous le régime de cette loi que furent créés les bibliothèques présidentielles des successeurs de Roosevelt, Truman et Eisenhower. Le système fut à chaque fois respecté : des fonds privés levés grâce aux économies personnelles des présidents et aux dons extérieurs qu'ils réussissaient à mobiliser servaient à l'érection de la bibliothèque. Une fois achevée, la fondation « transmettait » la propriété des lieux et du contenu à la NARA, qui en assurait à partir de là la gestion et l'entretien, assurant ainsi un accès aux archives dans le giron étatique, dans le réseau des Archives nationales.

L' « Office of Presidential Libraries », 1964

La transcription du système dans les mentalités fut ensuite assez rapide. La NARA, en renforçant son le réseau des bibliothèques présidentielles, construisait un système de plus en plus complexe qui nécessitait une tutelle.

En effet, après Roosevelt, Truman et Eisenhower, c'est la bibliothèque Hoover qui fut ouverte, peu après l'inauguration de celle d'Eisenhower. Elle existait déjà auparavant, mais dépendait d'une université, et échappait de ce fait au contrôle fédéral. La NARA, avec désormais quatre bibliothèques sous sa responsabilité, créa le « Office of Presidential Libraries », ou « bureau des bibliothèques présidentielles », qui fut chargé

judgment in creating their own future. » Discours d'inauguration de la bibliothèque Roosevelt, 30 juin 1941, Hyde Park.

²⁸ National Archives and Records Administration, *Report on alternative models for Presidential Libraries issued in response to the requirements of PL 110-404*. Rapport au Congrès, 9 septembre 2009, p. 7.

de superviser les extensions éventuelles des bibliothèques existantes ainsi que les constructions des futurs bâtiments. C'est toujours cet « office » qui coordonne le réseau des bibliothèques à l'heure actuelle.

Le « Presidential Records Act », 1978

Contrairement aux dispositions légales que nous venons d'évoquer jusqu'à présent, la loi de 1978 ne concerne pas directement les bibliothèques présidentielles. C'est sur le plan du statut légal des archives elles-mêmes que cette loi se place. Il faut en effet rappeler que jusqu'à cette date, même après l'instauration officielle des bibliothèques présidentielles suite à la loi de 1955, la question de la propriété des archives créées par le président ou son équipe ne fut pas reposée. La théorie restait donc calquée sur celle défendue depuis George Washington, et que nous avons évoquée plus haut, faisant de ces archives la propriété personnelle du président, dont il pouvait disposer comme il l'entendait. Jusqu'à la loi de 1978, la NARA n'avait qu'un rôle *incitatif* dans le processus de récupération des archives présidentielles : elle persuadait avec succès les présidents de faire don de leurs papiers, et ceux-ci s'exécutaient de bonne grâce, à la fois par souci historique et souci de mimétisme avec leurs prédécesseurs, mais l'ensemble de l'édifice n'était pas soutenu par une théorie juridique sur un transfert de propriétés des archives vers l'Etat fédéral. Il s'agissait encore d'une idée de don à titre gracieux.

Cet ordre des choses devait donc être modifié par la loi de 1978, qui concerne non pas les bibliothèques en tant qu'institutions, mais bien leur contenu, à savoir les archives présidentielles. Cette loi intervint dans un contexte particulièrement explosif. Dès 1974, après que le scandale dit « du Watergate » ait poussé à la démission le président Richard Nixon²⁹, des critiques se firent entendre dans le monde de la recherche aux Etats-Unis, réclamant davantage de facilité dans l'accès aux archives présidentielles. De fait, puisque c'était la première fois que la question de la propriété des archives présidentielles reçut un tel écho parmi la population, cet émoi poussa le législateur à prendre certaines mesures³⁰.

La première tentative d'établir un contrôle législatif strict sur l'ensemble des archives présidentielles vit le jour avec le « Presidential Recordings and Materials Preservation Act », en 1974. Cette loi avait une visée précise : elle autorisait le gouvernement à saisir tous les documents produits sous la présidence de Nixon. Cela étant, la loi occasionna également la création d'une commission nationale dont le rôle était de suggérer au Congrès des ébauches pour une loi plus globale sur les règles à suivre pour établir une législation claire concernant l'ensemble des documents produits par tout employé fédéral. Les conclusions de cette commission étaient unanimes sur la question de la propriété des archives, mais achoppèrent sur celle de l'accès. Les choses furent davantage clarifiées dans la loi de 1978³¹.

Cette loi établit que les archives présidentielles émises après le 20 janvier 1981, à savoir les documents intéressant les devoirs constitutionnels, statutaires ou cérémoniels du président, seraient propriété du gouvernement fédéral et deviendraient communicables après un nombre d'années spécifique. Après qu'un président ait quitté ses fonctions,

²⁹ L'affaire dite du Watergate, d'après le nom d'un complexe immobilier à Washington, débuta en 1972 avec l'arrestation de deux cambrioleurs dans les locaux du Parti démocrate, situé dans un immeuble du complexe. Après une longue investigation menée notamment par des journalistes au *Washington Post*, l'affaire rebondit lorsqu'il fut établi que les cambriolages étaient liés à des pratiques d'écoute illégale menées par la Maison blanche. Réélu en 1972, Nixon tenta d'abord de s'opposer à la publication de certaines preuves, puis fut acculé à la démission après que le Congrès ait lancé contre lui la procédure d'*impeachment*, en 1974.

³⁰ Peter Sezzi, *Personal versus Private. Presidential Records in a Legislative Context : A Bibliographic Exploration*. Scarecrow Press, 2005, p. 4.

³¹ *Ibidem*.

l'archiviste des Etats-Unis serait chargé de la garde de ces documents, qu'ils transmettraient ensuite pour conservation aux bibliothèques présidentielles, que la loi de 1978 ne fait donc que confirmer dans leurs fonctions préexistantes.

Jusqu'à cette loi, malgré l'existence des bibliothèques présidentielles, et leur consolidation institutionnelle, les documents présidentiels continuaient à être considérés comme des papiers personnels, que le président sortant mettait à la disposition de sa bibliothèque sans qu'une disposition autre que l'usage ne l'y oblige. Avec cette loi, le Congrès décida que le droit au public d'avoir accès à ces documents était désormais inscrit dans le marbre. Cela n'alla pas forcément sans poser des problèmes et du ressentiment, notamment parce que le système choisi n'était pas valable dans les deux sens. En effet, le Congrès se trouvait désormais propriétaire des archives à partir du moment où elles étaient créées, alors que les archives des membres du Congrès restaient des papiers personnels. L'exécutif se sentit de fait lésé par cette mesure. D'autre part, l'application de la loi se révéla problématique dans la mesure où il était du ressort de l'archiviste des Etats-Unis de noter les manquements éventuels, ce qui revenait à lui demander de dénoncer les agissements de son supérieur, c'est à dire le président lui-même³²: on a déjà connu situation hiérarchique plus confortable...

D'autre part, des zones d'ombre persistent concernant l'accès du public aux archives. La loi de 1978 prévoyait, pour certains documents sensibles, une période de douze ans avant que les documents ne deviennent accessibles au public. Cette possibilité est laissée à la discrétion du président, qui possède ainsi encore un pouvoir important pour freiner la publicité des documents. En 2001, le président George W. Bush signa également un décret stipulant de nouvelles restrictions à la loi de 1978, permettant notamment au président de revenir sur la publication de documents émis par des administrations ayant précédé la sienne³³. Malgré plusieurs tentatives législatives, le pouvoir du président sur ses archives reste donc très large. C'est là un point important sur lequel nous reviendrons plus loin dans ce travail.

L'amendement du « Presidential Libraries Act », 1986

Concernant plus précisément le sujet qui nous intéresse ici, l'amendement de 1986 apporte de fait des changements significatifs dans les bibliothèques présidentielles. Résultant notamment des efforts du sénateur de la Floride Lawton Chiles, soucieux de freiner l'augmentation des coûts et de la taille des bâtiments, il imposa des limitations. Il stipula, plus précisément, que les donations privées devaient désormais être en rapport avec la taille des installations, et autorisait la NARA à utiliser une partie de ces donations pour faire face aux coûts d'entretien de la bibliothèque, qui restaient à la charge du gouvernement fédéral.

L'administration par la NARA

Les bibliothèques présidentielles sont donc gérées par le *Office of Presidential Libraries*, lui-même faisant partie de la *National Archives and Records Administration* (NARA).

³²*Ibid.*, p.5.

³³*Ibid.*, p.8.

Bref historique des Archives nationales américaines

Les « National Archives » furent créées en 1934, avec le statut d'institution indépendante, avant d'être rattachées au « General Services Administration » (GSA), sous le nom de « National Archives and Records Service », en 1950. Puis, en 1985, la « National Archives and Records Administration » redevint indépendante. Il résulte de ces changements administratifs que certaines bibliothèques présidentielles furent rattachées successivement au GSA ou à la NARA, en fonction du statut qu'avait cette dernière au moment dudit rattachement.

Avant de détailler les installations des bibliothèques présidentielles, il est intéressant de rappeler qu'elles font partie d'un réseau. Les Archives nationales américaines gèrent un certain nombre d'installations. Parmi elles, au premier chef, le « National Archives Building », à Washington D.C., incarne la solennité de l'institution. Situé sur Constitution Avenue, à proximité du National Mall et des grands « temples » de la République américaine, avec bien sûr le Capitole, le bâtiment de style néo-classique fait partie intégrante d'un discours étatique dont l'architecture est l'outil principal. Dans le même ordre d'idée, c'est là que sont conservés notamment les documents les plus fondamentaux de l'histoire américaine, à savoir la Déclaration d'indépendance, la Constitution et la Déclaration des droits (« Bill of Rights »). Ces trois documents majeurs sont d'ailleurs mis en scène collectivement dans une pièce réservée du bâtiment, très solennellement appelée la « Rotonde des chartes de la liberté » (ou « Rotunda for the Charters of Freedom »).

Outre ce bâtiment principal, il faut mentionner une deuxième antenne, située sur le campus de l'université du Maryland, à College Park, ouvert en 1994 pour faire face à la surcharge des magasins de Washington. En plus des deux bâtiments centraux, existent également dix bâtiments affiliés, spécialisés dans des types de documents particuliers (archives militaires à West Point, par exemple). De plus, un centre fédéral d'archives existe dans chaque Etat disposant d'installations appartenant à l'administration centrale³⁴. Ces centres régionaux ne sont pas ouverts à la recherche pour le public.

Les bibliothèques présidentielles s'inscrivent donc dans un réseau assez dense, dont elles sont considérées comme des membres à part entière. Sur le site de la NARA (www.archives.gov), si la page d'accueil ne donne pas de lien direct vers les bibliothèques présidentielles, elles sont en revanche mentionnées dans l'onglet renvoyant vers les différents sites gérés par les Archives nationales. Les différents sites internet des bibliothèques ne semblent pas uniformisés, certains sont directement hébergés sur celui de la NARA, d'autres semblent complètement séparés. Il n'existe pas de catalogue commun à toutes les bibliothèques, qui fonctionnent de fait, malgré leur appartenance commune, de manière assez autonome. De fait, le terme de « réseau » ou de « système » ne renvoie pas à une réalité qui saute immédiatement aux yeux. Plus qu'une véritable coopération, il faudrait davantage parler d'entente nationale. La réponse n'est pas univoque, mais il est possible de noter de très sérieuses différences entre les bibliothèques, pour le traitement de l'histoire, la muséographie ou simplement la communication externe, comme nous aurons l'occasion de nous en rendre compte. Cependant, il est tout aussi important de noter que l'Etat fédéral s'applique à donner une orientation commune à ses bibliothèques. C'est surtout visible à travers le rôle de la NARA, qui assure une gestion des archives sur la base d'un certain nombre de normes communes, basées sur les dispositions législatives que nous avons déjà observées. En terme de communication, de politique culturelle ou de traitement historiographique, les

³⁴ Encyclopédie en ligne Wikipédia, article « National Archives and Records Administration » (page consultée le 29 octobre 2012), et site de la NARA, <http://www.archives.gov/locations/> (page consultée le 29 octobre 2012).

bibliothèques jouissent, en tout cas d'après nos observations, d'une autonomie très marquée.

D'autres bibliothèques...

A côté des « NARA Libraries », et donc hors du réseau des Archives nationales, on trouve également des bibliothèques non rattachées à l'administration centrale. Ces dernières sont moins citées que leurs consœurs dans ce travail, mais méritent d'être mentionnées. L'exemple de la Lincoln Library, notamment, est remarquable. Situé dans l'Illinois, l'ensemble bibliothèque-musée Lincoln bénéficie d'une fréquentation plus importante que n'importe quelle autre bibliothèque rattachée à la NARA. Entre son ouverture en 2005 et 2011, le complexe a en effet attiré plus de 2,5 millions de visiteurs, et a mis en place une politique d'expositions très active³⁵. En comptant la bibliothèque Lincoln, six bibliothèques existent hors du réseau géré par la NARA. Le tableau ci-dessous les répertorie.

Président	Nom de la bibliothèque	Lieu	Organisme gestionnaire
John Quincy Adams	Stone Library at Adams National Historical Park	Quincy (Massachusetts)	National Park Service
Abraham Lincoln	Abraham Lincoln Presidential Library and Museum	Springfield (Illinois)	Etat de l'Illinois
Rutherford Hayes	Rutherford B. Hayes Presidential Center	Fremont (Ohio)	Ohio Historical society et Hayes Presidential Center
William McKinley	William McKinley Presidential Library and Museum	Canton (Ohio)	William McKinley Presidential Library and Museum
Woodrow Wilson	Woodrow Wilson Presidential Library	Staunton (Virginie)	Woodrow Wilson Presidential Library Foundation
Calvin Coolidge	Calvin Coolidge Presidential Library and Museum	Northampton (Massachusetts)	Forbes Library

Comme nous pourrions nous en rendre compte plus loin dans ce travail, les caractéristiques de ces bibliothèques recoupent largement celles des bibliothèques présidentielles gérées par l'Etat fédéral. C'est essentiellement cette question du rattachement qui constitue la principale différence : la gestion des bibliothèques listées ci-dessus repose quasi exclusivement sur des organismes privés, à l'exception des établissements dédiés à Adams et Lincoln.

³⁵ Intervention de Thomas Schwartz, historien alors responsable du service des expositions au Lincoln Presidential Museum, in « America's presidential libraries : their mission and their future... » (audition devant le Committee on Transportation and Infrastructure..., House of Representatives, 112^e Congrès, 1^{ère} session, 28 février 2011). Washington, 2011.

Il est en outre intéressant de noter que les relations semblent relativement restreintes entre les bibliothèques « indépendantes » et celles rattachées au gouvernement fédéral, même si leur fonctionnement est sensiblement égal – dans le cas de la Lincoln Library, le financement est ainsi partagé entre une fondation privée et l'Etat de l'Illinois³⁶. Ces relations se bornent à quelques échanges de documents en vue d'expositions, ou bien des réunions inter-services destinées à promouvoir certaines nouveautés ou expérimentations.

³⁶*Ibidem.*

« FROM CALIFORNIA TO THE NEW YORK ISLAND » : REGARD D'ENSEMBLE SUR UN MODÈLE ORIGINAL

Nous nous proposons, dans cette partie de notre travail, de dresser un tableau d'ensemble du système, et d'en analyser les spécificités les plus remarquables. Pour poser clairement les choses, le plus simple est de commencer par un bref résumé de la situation. Comme le disent les paroles de la chanson *This Land is Your Land* de Woody Guthrie, les bibliothèques sont dispersées, sur le territoire américain, « de la Californie à l'île de New York³⁷ », comme récapitulé dans le tableau ci-dessous³⁸. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de reparler de cette situation de dispersion.

Nom de la bibliothèque	Lieu	Année de rattachement au gouvernement fédéral	Surface (en m²)
Herbert Hoover	West Branch, Iowa	1964	47 169
Franklin D. Roosevelt	Hyde Park, New York	1940	108 750
Harry S. Truman	Independence, Missouri	1957	96 612
Dwight. D. Eisenhower	Abilene, Kansas	1964 (bibliothèque) et 1966 (musée)	109 254
John F. Kennedy	Boston, Massachussets	1979	134 293
Lyndon Baines Johnson	Austin, Texas	1984	134 695
Richard Nixon	Yorba Linda, Californie	2007	55 373
Gerald R. Ford	Ann Arbor, Michigan (bibliothèque) et Grand Rapids, Michigan (musée)	1980-1982	104 764
Jimmy Carter	Atlanta (Géorgie)	1986	85 592
Ronald Reagan	Simi Valley (Californie)	1991	147 400
George Bush	College Station (Texas)	1997	69 049
William J. Clinton	Little Rock (Arkansas)	2004	68 698
George W. Bush	Dallas (Texas)	NC	NC

Au delà de l'impression d'« éparpillement », on se rend compte avec ce tableau que le réseau des bibliothèques s'est enrichi progressivement et régulièrement au cours de la deuxième partie du XX^e siècle. A partir du rattachement de la bibliothèque Roosevelt, les autres établissements ont suivi à mesure que changeaient les présidents. Deux exceptions à cette croissance continue : la bibliothèque Hoover – qui existait déjà auparavant mais fut rattachée aux Archives nationales en 1964, année de création du

³⁷ Phrase tirée de la chanson de Woody Guthrie *This Land is Your Land*, de 1940.

³⁸ Tableau tiré du rapport « America's presidential libraries : their mission and their future... » (audition devant le Committee on Transportation and Infrastructure..., House of Representatives, 112^e Congrès, 1^{ère} session, 28 février 2011). Washington, 2011.

« Presidential Libraries Office » – et la bibliothèque Nixon, pour des raisons tout à fait différentes liées notamment aux suites du scandale du Watergate.

DES COLLECTIONS VARIÉES

Un panorama d'ensemble des collections des bibliothèques s'impose à ce stade de notre travail. Comme le lecteur le notera, ce panorama ne consistera pas en une liste exhaustive de contenus, mais plutôt à une comparaison sélective entre établissements, en essayant d'en tirer des tendances fortes.

Typologie des collections

On peut facilement établir un cadre général pour décrire le contenu des bibliothèques présidentielles. Ces contenus sont généralement regroupés en plusieurs sections ; les collections de manuscrits, les documents sonores, les documents vidéos, les collections du musée. Les missions des bibliothèques présidentielles, comme le rappelle Lynn Scott Cochrane dans sa thèse sur le sujet, sont les suivantes : conserver et garantir l'accès aux archives présidentielles ; et assurer des expositions et des programmes d'éducation destinés au grand public, afin de faciliter la découverte et la compréhension des présidents, de leur époque et des institutions³⁹. Ces deux missions sont permises par la présence de collections assez variées.

Un ordre de grandeur

Il serait peu intéressant de procéder ici à un inventaire complet des documents conservés dans chaque bibliothèque, une visite rapide sur un site internet étant largement suffisante pour ce faire. Les bibliothèques Kennedy et Roosevelt, que nous avons pu visiter pendant de la rédaction de ce mémoire, sont à peu près représentatives de la situation globale, et peuvent donc être observées à titre d'exemple.

La bibliothèque Kennedy conserve ainsi 180 000 photographies, 15 000 objets de musée, 32 millions de pages d'archives, et 5000 heures d'enregistrement sonore⁴⁰. La bibliothèque Roosevelt revendique pour sa part 17 millions de pages de manuscrits, réparties en 400 collections différentes (qui sont, dans un ordre de grandeur décroissant, les archives de Roosevelt, celles de sa femme Eleanor, puis celles de diverses personnes ayant collaboré avec lui). Contrairement à la bibliothèque Kennedy et à la majorité des autres établissements du réseau, la bibliothèque Roosevelt possède également une importante collection de livres anciens, composée en tout de 51 000 volumes, dont les 21 000 provenant de la collection personnelle de Roosevelt. 150 000 photographies sont également conservées à Hyde Park.

On le voit avec ces deux exemples, les collections des bibliothèques présidentielles sont conséquentes. De manière générale, il faut noter que les collections ont globalement augmenté avec les années, concomitamment à l'apparition du processus d'inflation documentaire qui caractérisa les administrations et les ministères au cours du XX^e siècle. L'administration Kennedy généra par exemple bien plus de documents que celle de Hoover, et moins que celle de Bush.

³⁹Lynn Scott Cochrane, *The Presidential Library System : A Quiescent Policy Subsystem*. Dissertation submitted to the Faculty of Virginia Polytechnic Institute and State University. 1998.

⁴⁰*Government Information Quarterly. An international Journal of Policies, Resources, Services and Practices*. « Symposium on Presidential Libraries Materials », Volume 12, n°1, 1995, p. 75.

Les archives

Les archives conservées par les bibliothèques présidentielles constituent une mine d'or pour la recherche historique. A l'exception notable de certains fonds particuliers, comme la collection Hemingway, léguée par la famille de l'écrivain à la bibliothèque Kennedy, les fonds d'archives sont largement comparables entre les différents établissements.

Ces archives sont évidemment de nature diverse, de même que les collections des musées, sur lesquelles nous reviendrons, mais on retrouve les mêmes caractéristiques d'une bibliothèque à l'autre. Il s'agit, de manière très sommaire, des papiers de travail des présidents, des collections iconographiques constituées lors de leurs présidences, ainsi que de certaines archives privées. A la Kennedy Library, les archives sont ainsi divisées en deux grands ensembles : « The papers of John F. Kennedy », et « Personal papers collection », sans que cette division ne renvoie d'ailleurs forcément à des documents foncièrement différents. Dans les deux cas, sont en effet mêlées des documents relevant de l'intimité du président et d'autres concernant directement son activité en tant que chef de l'Etat. De manière plus générale, pour tous les présidents, la base de ses archives, telle qu'elles seront ensuite transmises aux Archives nationales, est constituée de manière plus ou moins similaire. En effet, une partie de ses archives constitue ce que les Américains nomment les « President's public's papers », qui regroupent ses documents de travail routiniers, tous les documents qui ne touchent pas à des problèmes majeurs tels que la sécurité nationale par exemple. Traditionnellement, depuis la présidence Kennedy, l'archiviste des Etats-Unis remet d'ailleurs le premier volume relié de ses « public papers » au président en exercice lors d'une cérémonie à la Maison-Blanche. Ces archives, considérées comme publiques dès leur production, constituent une bonne part des collections immédiatement consultables dès l'ouverture d'une bibliothèque présidentielle⁴¹.

Les fonds d'archives se constituent ensuite progressivement. Nous l'avons vu plus haut, la loi de 1978, amendée depuis, laisse toujours une certaine latitude au président pour décider de ce qui pourra être ou non transféré immédiatement à sa bibliothèque. Des différences ont existé dans la constitution des fonds d'archives⁴². Roosevelt, dont la bibliothèque ouvrit en 1941, fut le seul à la voir fonctionner alors qu'il était toujours en exercice. Il assura du coup lui-même le transfert de dossiers classés depuis la Maison-Blanche, avant que d'autres archives ne suivent le même chemin après sa mort. Mais c'est là l'exception qui confirme la règle. Les présidents, dans la majorité des cas, firent progressivement parvenir leurs archives à leur bibliothèque une fois qu'ils avaient quitté leur poste.

La nature et la quantité d'archives dépendent largement des pratiques respectives des présidents. Si des archives de travail similaires se retrouvent d'un site à l'autre, il n'en est évidemment pas de même des archives personnelles. La bibliothèque Roosevelt est un bon exemple, extrêmement bien dotée en archives personnelles de toute sorte, allant de la correspondance privée – avec des cartes postales par centaines, par exemple – à des collections de figurines ou de maquettes. Roosevelt, qui, selon ses propres termes, « ne jetait rien⁴³ », n'est en cela pas nécessairement à l'image de ses successeurs, souvent moins généreux au moment où il s'agissait de léguer leurs biens à leur bibliothèque.

⁴¹*Government Information Quarterly. An international Journal of Policies, Resources, Services and Practicies.* « Symposium on Presidential Libraries Materials », Volume 12, n°1, 1995, p. 75.

⁴²L'emploi du terme « fonds d'archives » est problématique, dans la mesure où il sous-entend, dans son acception française, qu'il est constitué de dossiers tels quels furent utilisés par la personne physique ou morale qui en avait la charge, sans intervention ultérieure sur son classement. Ce n'est pas vraiment le cas ici.

⁴³Observations à la bibliothèque Roosevelt, 14 novembre 2012.

A côté de ces archives « classiques », les exemples d'archives plus exceptionnelles, et spécifiques à chaque bibliothèque, sont bien sûr légion. On peut trouver des archives sensibles – pensons à la Nixon Library sur le scandale du Watergate, ou à la Truman Library pour l'utilisation de l'arme atomique – aussi bien que des documents anecdotiques. A la bibliothèque Eisenhower, il est par exemple possible de trouver les notes manuscrites de celui qui était alors général en chef des armées alliées. A la Nixon Library, les admirateurs d'Elvis Presley pourront trouver une note du « King » adressée directement à Nixon en décembre 1970, lors d'un passage à l'improviste à Washington, où sont répertoriés les hôtels où il compte descendre pendant sa tournée ainsi que les pseudonymes qu'il utilise, au cas où le président voudrait lui rendre visite⁴⁴...

Les collections et expositions des musées

Les collections gérées par les musées sont très diverses, et souvent très importantes. Pour mémoire, Bill Clinton reçut plus de 50 000 cadeaux lors de sa présidence... Même si tout ne fut pas conservé, cela donne une idée de la quantité de documents, tous plus divers les uns que les autres, pouvant se retrouver dans les musées des bibliothèques présidentielles.

L'objectif recherché par les établissements est double, puisqu'il leur faut à la fois rendre compte de ce que fut la présidence et de qui était l'homme. Une partie des collections portent ainsi essentiellement sur le contexte historique de l'époque de la présidence, et ont pour but de constituer des rappels pour les visiteurs, dans une logique de voyage dans le temps.



⁴⁴<https://www.youtube.com/user/usnationalarchives?feature=watch> (page consultée le 2 novembre 2012).

« FROM CALIFORNIA TO THE NEW YORK ISLAND » : REGARD D'ENSEMBLE SUR UN MODÈLE ORIGINAL

Une vitrine de l'exposition au musée de la Bibliothèque Kennedy, Boston, Massachusetts (photographie personnelle).

Cette vitrine illustre parfaitement la tendance que nous évoquons, à savoir la volonté d'illustrer non seulement la vie et la personnalité du président, mais aussi l'époque de sa présidence. Les appareils électroménagers qui firent leur apparition dans les « sixties » ont ainsi toute leur place au musée Kennedy.

Un autre versant des collections porte davantage sur la personnalité du président lui-même. On trouvera ainsi des effets personnels, des objets représentatifs de sa présidence, etc. A cet égard, une large part des documents présentés dans les expositions sont de fait des documents d'archives : lettres manuscrites des présidents, documents iconographiques, etc. Le musée est donc, si l'on veut, la vitrine des archives, le lieu où les collections regroupées par la bibliothèque sont mises en valeur.



Une vitrine de l'exposition au musée de la Bibliothèque Kennedy, Boston, Massachusetts (photographie personnelle). Cette photographie est assez représentative des documents mis en valeur par les musées présidentiels. Coupures de presse, documents iconographiques, objets personnels du président – ici la machine à écrire de Kennedy – ou, parfois, des livres – ici, l'essai historique écrit par Kennedy sur la neutralité de l'Angleterre à l'égard de l'Allemagne dans les années 30.

D'autres exemples permettant d'illustrer ce propos pourront être trouvés en annexes⁴⁵. Si l'on s'intéresse plus précisément aux documents exceptionnels, les vidéos de présentation réalisées par les bibliothèques peuvent s'avérer très utiles pour se rendre compte de la diversité des objets que l'on peut y trouver. A l'occasion du cinquantième

⁴⁵Cf. annexes n°4 et n°5, p. 77- 83.

anniversaire de la bibliothèque Truman, en 2007, une conférence commune des bibliothèques présidentielles fut organisée à Abilene, au Kansas, dans la bibliothèque Truman. La NARA réalisa à cette occasion des vidéos de présentation que l'on peut retrouver en ligne, où chaque directeur de bibliothèque présente son « objet préféré » parmi les collections de son établissement. Au delà de l'aspect anecdotique et forcément réducteur de la démarche, cela permet de se faire une idée de la grande variété des documents, notamment dans les musées⁴⁶. Michael Devine, directeur de la bibliothèque Truman, présente ainsi deux automobiles Chrysler acquises par Truman en 1940, et dont la bibliothèque hérita après sa mort, accompagnées d'une copie de l'acte de vente. Betty Sue Flowers, de la bibliothèque Lyndon B. Johnson, présente quant à elle un dictaphone utilisé par Johnson pour enregistrer ses conversations téléphoniques, documents sonores aujourd'hui précieux pour la recherche et dont la bibliothèque réalise des copies numériques. Cynthia Koch, directrice de la bibliothèque Roosevelt, met en avant une spectaculaire caricature de « FDR », une statue en papier mâché de près de deux mètres le représentant en sphinx, cigarette à la bouche... Citons encore la bibliothèque Clinton, qui possède une sculpture venue de Biélorussie et offerte à Clinton en 1993, représentant un cheval de deux mètres sur deux, ou encore la bibliothèque Eisenhower dont le directeur Dan Holt présente une belle photographie de celui qu'on surnommait « Ike » en compagnie de ses soldats en 1944. Un dernier exemple, encore à la bibliothèque Kennedy, mais tiré cette fois-ci de nos observations personnelles, dont une photographie est présentée ci-dessous : il s'agit d'un cadeau fait à Kennedy par le chef d'Etat Joseph Nyerere.



⁴⁶<https://www.youtube.com/user/usnationalarchives?feature=watch> (page consultée le 2 novembre 2012).

Antilope en bois précieux offerte au président Kennedy par le président de la République du Tanganyika Joseph Nyerere. Bibliothèque Kennedy, Boston, Massachusetts (photographie personnelle).

Sur le modèle de la bibliothèque Truman, qui fut la première à en construire une, de nombreuses bibliothèques possèdent également dans leur musée une salle dédiée à la reproduction du bureau ovale, centre névralgique du pouvoir aux Etats-Unis. C'est par exemple le cas à la bibliothèque Kennedy. Contrairement à la bibliothèque Truman, le bureau ovale n'y est pas reproduit dans des proportions fidèles, mais l'idée est la même, tournant autour d'une certaine injonction participative. La visée est essentiellement didactique, et tournée vers le grand public: il s'agit de faire « comme si » l'on était à la Maison Blanche, comme si l'on se retrouvait avec le président célébré, à son époque et à ses côtés. A la bibliothèque Kennedy, en plus du « bureau ovale », une salle est réservée à l'épisode de la crise des missiles de Cuba de 1962, et entend là aussi faire « comme si l'on y était ». Dans les brochures du musée, c'est d'ailleurs ce qui est mis en avant, avec l'utilisation massive de verbes d'action tels que « revivre », « refaire », « expérimenter », etc⁴⁷. Toujours à la bibliothèque Kennedy, le visiteur peut trouver une reconstitution du bureau qu'occupait au début des années 1960 Robert Kennedy, lorsqu'il avait été nommé au poste de procureur général des Etats-Unis par son frère. Comme on s'en rend compte avec la photographie ci-dessous, il s'agit de mêler reconstitution et offre documentaire. La pièce, où un écran diffuse en continue des images d'archives des discours et visites de Robert Kennedy, propose également des vitrines regroupant des manuscrits, objets ou documents iconographiques. Ce phénomène a été analysé par Benjamin Hufbauer, qui l'appelle la « rhétorique de la réplique ». Il s'agit d'une volonté de replacer le visiteur « dans la peau » du président afin de privilégier l'*expérience* au discours critique⁴⁸. En plaçant ainsi les documents d'archives à l'intérieur d'un espace reconstitué – qui privilégie l'émotion et le ressenti – plutôt que dans un espace neutre, le document perd de sa valeur de témoignage historique au profit d'une vocation purement *illustrative*. Il s'agit, plus que de faire l'histoire, de la revivre.

⁴⁷ On pourra se reporter à l'annexe n° 4, P.p.80, our trouver des reproductions de ces brochures, afin d'illustrer notre propos.

⁴⁸ Benjamin Hufbauer, *Presidential Temples. How Memorials and Libraries Shape Public Memory*. University Press of Kansas, 2005, p. 44.



Reconstitution du bureau de l' « attorney general », occupé à l'époque par Robert Kennedy. Bibliothèque Kennedy, Boston, Massachusetts (photographie personnelle)

Et les livres ?

Nous venons de le voir, on trouve pour ainsi dire de tout dans les « Presidential Libraries ». De tout, sauf des livres ! Il est frappant de voir à quel point ces derniers sont absent au premier abord. Les brochures et sites internet mettent en avant les archives, De fait, les collections livresques ne sont pas mises en avant sur les sites internet, ou dans les documents utilisés pour la communication des bibliothèques. Pour trouver des livres, il faut un peu « creuser » en dessous de la surface. Et pour creuser, il faut se rendre sur place. Nous avons eu l'opportunité, comme nous l'avons déjà mentionné, de nous rendre dans les bibliothèques Kennedy et Roosevelt, respectivement situées à Boston, Massachusetts, et à Hyde Park, dans l'Etat de New York. En accédant directement aux salles de recherche, on se rend compte que les livres n'ont pas entièrement disparus...

L'exemple de la bibliothèque Kennedy de Boston est particulièrement intéressant. La salle de recherche est accessible sur rendez-vous. Située à l'étage du bâtiment, elle n'est donc pas visible pour la plupart des visiteurs, qui viennent davantage pour l'exposition du musée ou les conférences. Le lecteur pourra efficacement se reporter à l'annexe n°4, présentant un plan du bâtiment pour se rendre compte que la salle de recherche n'y est même pas mentionnée⁴⁹. Il s'agit d'une salle de recherche au sens classique du terme, où le chercheur trouve à sa disposition le catalogue afin de faciliter ses recherches dans les archives. Une belle collection de livres est également en libre accès dans la salle. Tous comptes faits, cette salle de recherche est donc une bibliothèque spécialisée sur plusieurs sujets : Kennedy, bien sûr, mais également les présidents des Etats-Unis quels qu'ils soient, dans la mesure où de nombreux ouvrages traitent de l'institution dans son ensemble. Plus précisément, on peut observer deux principaux champs de recherche : d'un point de vue purement historique, tout ce qui se rapproche de près ou de loin à

⁴⁹Annexe n°4, p. 79.

Kennedy mais aussi l'époque de sa présidence ; et d'un point de vue plus bibliothéconomique et institutionnel, il s'agit de regrouper des ouvrages et sources concernant les bibliothèques présidentielles, le legs historique des présidents, ainsi que leur rôle politique.

Si l'on essaye d'être plus précis, la collection livresque peut être détaillée ainsi :

- « *Kennedy material* » : cette ensemble de documents, qui n'est pas vraiment formalisé, comprend de manière générale tout ce qui a, de près ou de loin, un rapport avec le président. Ce sont bien sûr tout d'abord les ouvrages de Kennedy, et les ouvrages sur Kennedy. Cela peut comprendre des biographies au sens strict du terme, mais également tout type de document, allant de recueil de poèmes le concernant à des pamphlets plutôt hostiles. On trouve également des ouvrages sur la famille du président. La famille Kennedy ayant été particulièrement sujette à biographies ou autres type d'études, avec des figures telles que les frères de « JFK », eux-mêmes engagés en politique et ayant pour certains connu un destin similaire, on comprend que de nombreux ouvrages « périphériques » par rapport à la vie du Kennedy président soient présents dans « sa » bibliothèque.

- *Ouvrages historiques* : il s'agit ici de volumes portant sur le contexte de sa présidence, ouvrages traitant de différents moments de l'histoire américaine, pas seulement à travers le seul prisme des années Kennedy. Les années 1960 et les relations internationales sont bien sûr très présentes, mais ne constituent pas le seul domaine d'étude ; on note ainsi la présence de nombreux ouvrages consacrés aux prédécesseurs et successeurs du principal intéressé. A la Kennedy Library, nous avons ainsi pu remarquer en priorité des ouvrages sur Roosevelt, Eisenhower, Truman, Nixon, Carter, Ford, Johnson et Reagan.

- *Livres concernant les institutions* : enfin, quelques documents portent sur la présidence, le président, son rôle dans l'histoire et dans la société, mais également les autres institutions américaines, à savoir en priorité le Congrès, le Sénat, etc.

Le modèle de la Kennedy Library semble du reste être un bon exemple. Les salles de recherche des autres bibliothèques se présentent de la même manière, avec le même type de collections livresques. Nous avons pu nous en rendre compte avec la salle de recherche de la Roosevelt Library, organisée de manière sensiblement égale. Le livre est conçu, dans les bibliothèques présidentielles, comme un outil de travail, permettant d'entourer le document d'archives d'un contexte studieux et éclairant. Mais il n'est en aucun cas considéré comme l'élément central de la « bibliothèque », même si cela semble étrange lorsqu'on l'écrit.

Une nuance cependant : ces collections livresques – que nous n'avons pas chiffrées de manière précise, mais qui s'élèvent à quelques centaines d'ouvrages – constituent de facto un vivier important sur un président et son époque. La bibliothèque Kennedy est par conséquent bien un endroit où l'on peut trouver tous les ouvrages possibles et imaginables sur Kennedy, comme on peut s'y attendre en évoquant le nom de l'institution. Mais encore une fois, le livre n'y est pas considéré comme le document central. Un autre exemple permet d'illustrer ce constat : à la fin de l'exposition proposée par le musée de la bibliothèque Kennedy, deux petits espaces consacrés respectivement à Robert Kennedy, frère de l'ancien président, et à la rivalité américano-soviétique pour la conquête de l'espace, regroupent quelques livres en libre consultation. Comme on s'en rend compte sur la photographie ci-dessous, ces espaces de lecture sont assez modestes, et ne sont là qu'à titre de *complément* à l'exposition : le visiteur peut s'y arrêter un moment pour approfondir un élément déjà évoqué dans l'exposition, mais il ne s'agit pas là d'une véritable salle de lecture. Le livre, dans ces conditions, n'est finalement qu'un objet parmi d'autres.



Espace de lecture consacré à Robert Kennedy, à la bibliothèque J.F. Kennedy, Boston, Massachusetts (photographie personnelle).

En revanche, à titre de contre-exemple, on peut mentionner la bibliothèque Roosevelt, qui, comme nous l'avons noté plus haut, semble la mieux dotée en livres de tout le réseau. Sa collection atteint 44 000 ouvrages, provenant pour une bonne part de Roosevelt lui-même : sa bibliothèque personnelle était particulièrement fournie, et comprenait notamment une grosse collection de pamphlets, d'ouvrages militaires ou de classiques de la littérature⁵⁰, accessibles aujourd'hui dans sa bibliothèque au même titre que les documents d'archives.

Evolution des collections

Depuis leurs créations respectives, les bibliothèques présidentielles ont évidemment été confrontées à la question de l'évolution de leurs collections. Mais dans la mesure où lesdites collections n'ont pas grand chose à voir avec celles de bibliothèques « traditionnelles », les problématiques y sont sensiblement différentes. La conservation des documents et les questions d'actualisation recourent bien davantage des thématiques concernant en principe des centres d'archives ou des musées. Dans le domaine purement bibliothéconomique, la question de la politique documentaire ou des acquisitions d'ouvrages sont assez limitées : il s'agit pour les bibliothèques d'acquérir systématiquement les nouveaux ouvrages portant sur les champs d'études que nous avons listés plus haut. Ce travail reste somme toute assez modeste, et ne constitue pas le point le plus sensible, ni le plus visible.

De fait, le travail consistant à faire vivre les bibliothèques ne regarde pas que les nouveaux versements d'archives ou les acquisitions. Il s'agit davantage, et c'est encore

⁵⁰ *Government Information Quarterly. An international Journal of Policies, Resources, Services and Practices.* « Symposium on Presidential Libraries Materials », Volume 12, n°1, 1995, p. 107.

plus vrai pour les anciennes bibliothèques, de repenser certaines expositions, certaines installations. Il faut, c'est souvent le maître mot employé par les bibliothèques, se « réinventer ». C'est ce que met en avant la bibliothèque Hoover, depuis quelques années. Il s'agit d'ailleurs un exemple intéressant : consacrée à un président ayant déjà fait l'objet de nombreuses études, et dont les archives ont déjà été exploitées dans leur grande majorité, la bibliothèque Hoover a inévitablement dû envisager des solutions pour renouveler son attractivité, et plus fondamentalement, son approche critique. De nouvelles expositions ont notamment été mises sur pied⁵¹.

D'autres exemples de « renouvellement » peuvent être mentionnés : la bibliothèque Roosevelt a par exemple entamé en 2012 ses premiers travaux de rénovation depuis 1941, ce qui lui a permis de renouveler largement ses expositions. De nouvelles politiques mises en oeuvre aux bibliothèques Truman et Johnson leur ont permis de revoir l'ensemble de leur expositions, et de redorer leur image, qui étaient auparavant plutôt négatives au sein du réseau, en raison d'un manque de recul critique par rapport à l'action du président concerné⁵². Nous reviendrons plus en détail sur ces problèmes d'objectivité dans le traitement des présidences et plus largement dans le rapport à l'histoire dans la troisième partie de ce travail.

Peut-on vraiment parler de « bibliothèques » ?

Dans la lignée de ce que nous venons d'observer dans la sous-partie précédente, il faut bien se poser la question de la nature même des « bibliothèques » présidentielles. Cette question peut surprendre, mais mérite réellement d'être posée. En fait, il aurait même été plus juste de la poser plus tôt dans ce travail, tant les termes semblent sujets à caution. Comme on a pu s'en rendre compte tout au long des passages où nous avons rappelé la genèse de ces institutions, il serait à bien des égards plus juste de parler de « centres d'archives », tant il est vrai que l'on trouve peu de livres dans les bibliothèques présidentielles ! Il semble que « bibliothèque » doive dès lors être compris comme un synonyme de « temple de la connaissance », comme un lieu dédié à la mémoire d'une personnalité, un lieu et une architecture frappants.

Le site de la Roosevelt Library pose quant à lui très clairement les données du problème, dans un onglet intitulé « Qu'est ce qu'une bibliothèque présidentielle ? » Il ne s'agit pas, peut-on lire sur le site, de bibliothèques au sens où l'entend généralement. Il s'agit plutôt d'archives et de musées rassemblant les documents liés à un président pour les présenter au public et à la recherche⁵³. On peut également s'interroger sur le bien fondé du terme « bibliothèque » en observant les organigrammes des établissements. La Kennedy Library, par exemple, fait mention pour ses équipes de direction d'un « director », un « deputy director », un « chief archivist », un « museum curator » et d'un « director of Education ». Le rôle de director et de deputy director, peuvent à première vue recouper des tâches de bibliothécaires, mais essentiellement pour la visibilité de la bibliothèque, les expositions, les publications. Les autres désignations ne souffrent d'aucune ambiguïté. La réponse reçue au questionnaire que nous avons adressé au « Presidential Library Office » de la NARA, est très éclairante dans ce domaine⁵⁴. La personne ayant répondu à ce questionnaire a en effet confirmé que les bibliothèques présidentielles avaient par le passé employé des bibliothécaires, mais ne le faisaient plus aujourd'hui.

⁵¹*Ibid.*, p. 177.

⁵²Benjamin Hufbauer, *op. cit.*, p. 188.

⁵³« Presidential Libraries are not libraries in the usual sense. They are archives and museums, bringing together in one place the documents and artifacts of a President and his administration and presenting them to the public for study and discussion. » (<http://www.fdrlibrary.marist.edu/library/what.html> ; page consultée le 23 septembre 2012).

⁵⁴On pourra trouver ce questionnaire en annexe n°1, p. 72.

Même si certaines bibliothèques – et la bibliothèque Roosevelt au premier chef – ont de belles collections de livres, ce sont aujourd'hui des archivistes qui sont employés en tant que conservateurs des collections. De fait, comme nous l'avons vu, la majorité des documents sont bien des archives de nature textuelle ou audiovisuelle. Des professionnels des musées sont également employés pour s'occuper de l'évolution et de la conception des expositions.

Attachés aux « bibliothèques », nous l'avons déjà évoqué également, se trouvent donc des musées dédiés à la présidence, offrant au regard du visiteur des objets représentatifs de l'époque ou de la personnalité de celui qui était alors aux affaires, des cadeaux reçus par la Maison blanche, des répliques du bureau ovale... Il est dès lors intéressant de noter que l'on trouve des « centres d'archives » et des « musées » regroupés sous le mot « bibliothèque ». De fait, c'est précisément le bâtiment dans son ensemble qui justifie l'emploi du terme « bibliothèque », qu'il faut dans ce cas davantage prendre dans un sens symbolique que strictement professionnel. La bibliothèque, en ce sens, désigne un monument scientifique à la mémoire d'un homme, un pan de sa mémoire en tout cas, ainsi qu'un pan de la mémoire nationale, qu'elle incarne tant au niveau architectural que symbolique. Si l'on parle ici de « symbolique », c'est parce que c'est bien de cela qu'il s'agit. Pour désigner un bâtiment monumental regroupant des archives et des documents historiques, et ayant un fort rôle mémoriel, le fait que le terme « bibliothèque » ait été choisi est forcément chargé de sens. C'est le signe d'une vision quasi mythifiée de la bibliothèque comme lieu de savoir et de conservation diachronique, où la recherche et la connaissance se perpétuent. Plus que le musée ou le centre d'archives, la bibliothèque semble de ce fait vécue comme l'outil culturel le plus universel, le plus à même d'entrer en résonance avec les représentations mentales du public auquel on souhaite s'adresser. Ce constat n'est pas contradictoire avec le fait que les musées soient bien plus fréquentés que les « bibliothèques de recherche » en tant que telles. L'important est, encore une fois, de l'ordre du symbolique : on utilise la désignation « JFK Library » ou « Roosevelt Library » pour parler des bibliothèques aussi bien que des musées. Comme nous l'a indiqué une des archivistes de la bibliothèque Roosevelt, la volonté initiale de « FDR », en officialisant le terme « library », était de se placer dans une continuité par rapport aux grands temples de la connaissance, dont les grandes bibliothèques américaines citées au début de ce travail sont de bons exemples, au même titre que des établissements hautement représentatifs de l'idée de bibliothèque comme temple du savoir, tels que la bibliothèque d'Alexandrie⁵⁵. Roosevelt, bibliophile à ses heures perdues, tenait à signifier de cette manière la puissance symbolique de son institution. La bibliothèque prise comme lieu universel de culture et de connaissance, et comme lien pour la communauté : cette vision n'est d'ailleurs pas qu'américaine. Les bibliothèques nationales européennes se revendiquent d'un idéal similaire, où la bibliothèque est un lieu symbolique en même temps qu'un lieu de conservation et d'étude.

UN ÉTROIT PARTENARIAT ENTRE PUBLIC ET PRIVÉ

Un système à deux têtes

Nous l'avons déjà rapidement évoqué plus haut, dès l'inauguration des premières bibliothèques présidentielles, la collaboration entre public et privé était très visible. Revenons plus en détail sur ce système, qui constitue à coup sûr une de ses caractéristiques principales. Selon la direction de la NARA, le système est clair :

⁵⁵Entretien avec Kirsten Carter à la Roosevelt Library, 14 novembre 2012.

« Nous nous appuyons sur quatre piliers : d'abord les fonds privés utilisés pour construire les bâtiments; ensuite les fonds fédéraux (nationaux) qui permettent de les administrer et de les gérer; troisièmement le soutien privé que nous recevons des fondations, et finalement les revenus des musées et des commerces liés⁵⁶. »

Si l'on s'en tient aux déclarations de principe, tout semble en effet couler de source, et la cohabitation de deux types de financement n'entraîne aucune difficulté. On peut à cet égard citer également la présentation des bibliothèques sur le site de la Roosevelt Library. Il y est notamment établi que les bibliothèques présidentielles ont pour vocation de donner accès aux documents « sans préjugé idéologique ou affiliation politique », et qu'elles « appartiennent au peuple américain⁵⁷. » Les financements privés ne doivent donc pas, en principe, contrecarrer ce caractère « public » des bibliothèques et de leurs collections.

Mais revenons un peu sur la raison d'être de ce système. Le besoin de recourir à des financements privés pour suppléer les apports gouvernementaux se fit sentir assez rapidement. Roosevelt fit ériger sa bibliothèque en apportant lui-même une contribution financière, comme nous l'avons déjà évoqué. En 1957, dès l'ouverture de la bibliothèque du même nom, le « Truman Library Institute », crée au même moment, commença à lever des fonds afin de pouvoir organiser des expositions et des visites de la bibliothèque par des scolaires. Truman lui-même commença à investir régulièrement dans sa bibliothèque, puisant notamment dans sa fortune personnelle pour organiser des lectures ou des conférences. En 1958, l'Institut reçut un don conséquent de 48 700 dollars de la part la « Rockefeller Foundation⁵⁸». Cela étant, les dons et les apports extérieurs n'eurent qu'un impact limité, aussi bien dans le cas de la bibliothèque Truman que dans les trois autres qui existaient à l'époque (Hoover, Roosevelt et Eisenhower), dans la mesure où la quasi intégralité de ces sommes fut utilisée pour achever la construction des bâtiments⁵⁹.

Le fonctionnement actuel ne fut fixé que plus tard : c'est le président Lyndon Johnson qui décida que sa fondation serait chargée de pourvoir au financement des expositions et autres programmes destinés au grand public. Ce modèle s'imposa jusqu'à aujourd'hui. Il est intéressant de revenir sur les termes utilisés par les premiers intéressés, à savoir les professionnels travaillant dans les différentes bibliothèques présidentielles. Il est par exemple intéressant de noter, en anglais, l'emploi fréquent du terme « non partisan », en tant que synonyme du terme plus générique « public »⁶⁰. Les établissements gérés par la NARA sont présentés comme « non partisan », c'est à dire neutres – le terme est assez transparent –, et donc comme offrant des garanties quant au sérieux du traitement historiographique. Cela étant, le fait que le volet public côtoie des fondations dont le but assumé est de servir la mémoire d'un homme ne semble pas problématique aux yeux des intéressés. Ce système à deux têtes est-il le fruit d'une collaboration bénéfique, ou comporte-il un risque de tension ? Cette question est légitime, et fera l'objet de développements ultérieurs dans ce travail.

⁵⁶« We rest on four pillars: First, the private funds that are used to construct these buildings; second, the Federal funds that operate, maintain and administer them; third, the private support we receive from our respective library foundations; and finally, the revenue streams from our museums and related enterprises.» David S. Ferriero, in « America's presidential libraries : their mission and their future... » (audition devant le Committee on Transportation and Infrastructure..., House of Representatives, 112^e Congrès, 1^{ère} session, 28 février 2011). Washington, 2011.

⁵⁷ « (...) presenting them to the public for study and discussion without regard for political considerations or affiliations. Presidential Libraries and Museums, like their holdings, belong to the American people. » (<http://www.fdrlibrary.marist.edu/library/what.html> ; page consultée le 23 septembre 2012).

⁵⁸ Fondation caritative privée fondée en 1913 par John Davison Rockefeller.

⁵⁹NARA, *Report on alternative models for Presidential Libraries issued in response to the requirements of PL 110-404*. Rapport au Congrès, 9 septembre 2009.

⁶⁰On peut par exemple citer le discours de présentation de la bibliothèque Nixon par son directeur Timothy Naftali, dont on peut trouver une version en vidéo sur YouTube : <https://www.youtube.com/watch?v=p7YIWSmVWOI&feature=relmfu> (page consultée le 2 novembre 2012).

Des écarts considérables selon les bibliothèques

Si les bibliothèques présidentielles font partie d'un même réseau, au sein des Archives nationales, et présentent par conséquent un certain nombre de caractéristiques communes, il n'en reste pas moins que de fortes dissemblances existent, et notamment dans le domaine du partenariat public/privé. Le temps imparti pour la rédaction de ce mémoire ne nous a pas permis d'établir des comparaisons détaillées entre toutes les bibliothèques présidentielles, éparpillées aux quatre coins des Etats-Unis, mais quelques tendances ont pu être observées ou devinées au travers de nos quelques visites ou entretiens. Il n'est pas possible de mettre sur un pied d'égalité toutes les bibliothèques en ce qui concerne leur gestion des rapports entre volet public – géré par les archives nationales, et donc scientifiquement neutre – et volet privé – où entre en jeu les instituts ou fondations chargés de perpétuer la mémoire et les combats des différents présidents. Il nous a semblé plus judicieux, pour exposer les différences d'approches, de présenter rapidement deux exemples extrêmes, à savoir les bibliothèques Roosevelt et Reagan, qui, chacune pour des raisons différentes, sont à même d'illustrer certaines tendances.

Il est bien sûr potentiellement dangereux de ne s'appuyer que sur des témoignages oraux, a fortiori lorsqu'il s'agit de personnes elle-mêmes employées par l'institution dont elles parlent, mais nous n'avons en tout état de cause pas d'autre choix que de partir du principe que les différents témoignages que nous avons pu recueillir étaient sincères. Du reste, nous avons au maximum essayé de comparer ces témoignages à d'autres sources – articles, sites web, pour l'essentiel, afin de réduire les possibilités d'incompréhension et de mauvaise interprétation.

La bibliothèque Roosevelt, un partenariat clair

La bibliothèque Roosevelt, que nous avons pu visiter et observer en novembre 2012, constitue à bien des égards un exemple concret de ce que peut être un partenariat *a priori* positif, ou en tout cas neutre quant à son rapport avec l'héritage de son fondateur. Lors de notre visite à Hyde Park, dans l'ancienne demeure de Roosevelt désormais utilisée par la bibliothèque, le partenariat avec le « Roosevelt Institute », fondé en 1987, nous a été présenté par une archiviste comme dénué de toute pression ou même de présence excessive de la part de l'Institut en question⁶¹. Plusieurs raisons peuvent être mises en avant pour expliquer cela. Tout d'abord, même si l'Institut dispose de bureaux et de personnel à Hyde Park, dans des locaux mis à sa disposition par la bibliothèque, son adresse légale est à New York – c'est là que se situe son antenne principale – et il dispose d'autres bureaux à Washington D.C. On comprend mieux, dans ces conditions, que les actions de lobbying ou de soutien à des oeuvres caritatives menées par le « Roosevelt Institute » n'affecte pas directement la bibliothèque. Ces deux institutions apparaissent comme partenaires, sans que l'action de l'une ne gêne l'autre. D'autre part, comme nous l'avons mentionné, le « Roosevelt Institute » n'a été fondé qu'en 1987, soit quarante-six ans après l'inauguration de la bibliothèque, en 1941. N'étant pas intimement liés par une histoire commune, il est logique de constater que ces deux « partenaires » n'aient pas, à proprement parler, de politique commune.

Sur le site internet du « Roosevelt Institute », un onglet est dévolu à la « FDR Library ». Une court texte de présentation introduit la notion de séparation entre les deux institutions :

⁶¹ Entretien avec Kirsten Carter à la bibliothèque Roosevelt, 14 novembre 2012.

« La bibliothèque Roosevelt, première bibliothèque présidentielle d'Amérique, est gérée par les Archives nationales, et basée dans la maison de Franklin Roosevelt à Hyde Park, New York. L'Institut Roosevelt est son partenaire à but non lucratif⁶². »

L'onglet redirige ensuite l'internaute sur un lien vers le site de la bibliothèque, sans s'attarder davantage sur les contenus ou les expositions. De même, sur le site de la bibliothèque, un onglet renvoie vers l'Institut, avec mention de la possibilité de faire un don, mais sans qu'il n'y ait là non plus de volonté visible de « brouiller » les pistes ou de faire en sorte que l'internaute ne fasse pas la différence entre les deux institutions. Au contraire, tout est fait pour bien distinguer un site de l'autre : sur la page du lien renvoyant vers le site de l'Institut, il est précisé :

« Nous avons ajouté un lien vers ce site car des informations pourraient vous intéresser. Ce lien n'est pas un soutien par la bibliothèque Roosevelt des opinions, productions ou services présentés sur ce site (...). La bibliothèque Roosevelt n'est pas responsable (...) des coûts contractés pendant la visite de ce site⁶³. »

On peut bien entendu s'interroger sur l'honnêteté d'une telle affirmation, mais au moins a-t-elle le mérite d'exister.

La bibliothèque Reagan et le mélange des genres

Encore une fois, avant d'aller plus avant, il nous faut rappeler que certaines de nos conclusions méritent d'être prises avec des pincettes, dans la mesure où la plupart des bibliothèques présidentielles n'ont pas pu être visitées lors de la rédaction de ce mémoire. La bibliothèque Reagan, située à Simi Valley, en Californie, fait partie de ces « absentes ». Les remarques qui suivent sont le fruit de lectures, d'entretiens et de déductions, plus que d'observations *in situ*, d'où des lacunes potentielles.

Malgré ces remarques préalables, un certain nombre de questions soulevées par la Reagan Library peuvent être mentionnées. D'emblée, lorsque l'on visite le site internet de la bibliothèque, une différence saute aux yeux par rapport notamment à la bibliothèque Roosevelt, mentionnée plus haut : la distinction entre la bibliothèque et son partenaire privé, en l'occurrence ici la « Reagan Foundation », est totalement occultée⁶⁴. Le sigle officiel de l'établissement ne souffre d'ailleurs d'aucune ambiguïté : il présente sur le même plan les deux institutions, c'est donc un intitulé étrange, « The Ronald Reagan Presidential Foundation and Library », qui est mis en avant. Le mélange des genres n'est alors plus un risque, mais bel et bien une réalité. Contrairement à l'exemple de la bibliothèque Roosevelt, l'action de la « foundation » est ici présentée comme intimement liée à l'activité de la bibliothèque, pourtant gérée elle aussi par les Archives nationales. Il existe bien un autre site internet présentant la bibliothèque de manière plus neutre⁶⁵, hébergé par le portail de l'université du Texas, mais il manque manifestement de maintenance, et propose à chaque page un lien renvoyant vers le site mentionné plus haut. La « foundation » est de fait dans une situation de cohabitation avec la bibliothèque et le musée, dans les mêmes bâtiments. Nous reviendrons plus en détail sur

⁶² « The FDR Presidential Library and Museum, America's first presidential library, is managed by the National Archives and based at the homestead of Franklin Roosevelt in Hyde Park, NY. The Roosevelt Institute is its nonprofit partner. » (www.rooseveltinstitute.org, page consultée le 9 décembre 2012).

⁶³ « We have provided a link to this site because it has information that may interest you. This link is not an endorsement by the Franklin D. Roosevelt Presidential Library and Museum of the opinions, products, or services presented on this site, or any sites linked to it. The Franklin D. Roosevelt Presidential Library and Museum is not responsible for the legality or accuracy of information on this site, or for any costs incurred while using this site. » (<http://www.fdrlibrary.marist.edu/exit.html?link=http://www.rooseveltinstitute.org/donate>, page consultée le 9 décembre 2012).

⁶⁴ www.reaganfoundation.org (page consultée le 9 décembre 2012).

⁶⁵ www.reagan.utexas.edu (page consultée le 9 décembre 2012).

les risques et paradoxes véhiculés par cet éventuel « mélange des genres » dans les bibliothèques présidentielles.

PRÉSERVATION ET ÉDUCATION

Conservation et promotion patrimoniale

Il est frappant de constater combien les points communs sont nombreux entre l'exposé des missions des bibliothèques présidentielles et de celles des bibliothèques nationales telles qu'elles existent dans de nombreux pays. Nous l'avons déjà noté, le discours de Roosevelt du 30 juin 1941 est à ce titre particulièrement évocateur :

« Pour rassembler les archives du passé et les conserver dans des bâtiments où ils seront préservés pour les hommes et les femmes du futur, une nation doit croire en trois choses. Elle doit croire dans le passé. Elle doit croire en l'avenir. Elle doit, surtout, croire dans la capacité de sa population à apprendre du passé pour créer son propre futur⁶⁶. »

En plus du lyrisme du verbe, il est clair que la mission de préservation de la mémoire nationale est particulièrement mise en avant. Et dans la lignée de cet idéal, est affirmée en creux une forte volonté de promotion patrimoniale. Il semble inutile de s'attarder outre mesure sur ce point, tant ce que nous avons déjà exposé jusqu'ici montre que c'est la visée patrimoniale qui est au cœur de la mission des bibliothèques présidentielles. Outre les expositions temporaires, centrées sur les présidents et leur époque – comme nous avons pu le voir dans le chapitre précédent – il faut également noter que des expositions temporaires, elles aussi destinées à mettre en lumière certains volets du patrimoine et de l'histoire des Etats-Unis, sont fréquemment mises sur pied. Les bibliothèques présidentielles faisant partie du réseau des Archives nationales, il est somme toute logique de constater que des efforts en matière de mise en valeur de collections puissent se répartir d'un établissement à l'autre. Deux exemples peuvent être mentionnés ici. Dans le rapport au Congrès rédigé par la NARA en 2009, il est notamment fait référence à une exposition temporaire centrée autour de la Magna Carta, prêtée à la bibliothèque Reagan en 2009⁶⁷. Cette exposition, appelée « Magna Carta : l'essence de la démocratie⁶⁸ », est un exemple des possibilités qu'offrent les bibliothèques présidentielles d'accueillir des documents souvent difficilement visibles hors des musées de Washington D.C. Antennes officielles de la NARA, les bibliothèques présidentielles lui permettent d'assurer ponctuellement une promotion patrimoniale hors de la capitale fédérale. C'est un point important si l'on prend la mesure de l'immensité du territoire américain. La même remarque vaut pour une autre exposition, celle organisée par la Clinton Library en 2007 autour de la Proclamation d'émancipation⁶⁹, signée par Abraham Lincoln en 1863, et conservée en temps normal aux Archives nationales à Washington D.C.⁷⁰.

⁶⁶Franklin D. Roosevelt, discours d'inauguration de sa bibliothèque à Hyde Park, 30 juin 1941.

⁶⁷National Archives and Records Administration, *Report on alternative models for Presidential Libraries issued in response to the requirements of PL 110-404*. Rapport au Congrès, 9 septembre 2009.

⁶⁸<http://www.vcstar.com/news/2009/jan/14/reagan-library-welcomes-the-magna-carta-13th-to/> (page consultée le 30 novembre 2012).

⁶⁹http://www.uamont.edu/Organizations/TheVoice/5_5/proc.htm (page consultée le 30 novembre 2012).

⁷⁰NARA, *Report on alternative models*, op. cit., 2009.

Une visée éducative prégnante

Programmes d'éducation

La visée pédagogique est régulièrement affirmée par les bibliothèques présidentielles, et les partenariats avec les écoles et universités sont fréquents. Nombreux sont les sites internet des établissements proposant ainsi un onglet « éducation » sur leur page d'accueil, à destination essentiellement des enseignants désireux de programmer des visites avec leurs classes. La Kennedy Library propose ainsi des visites thématiques, assorties de présentations de certains documents représentatifs, ainsi que de projections de films suivies de débats avec des archivistes. Suivant les besoins, un enseignant peut ainsi programmer des visites sur des thèmes tels que la Guerre froide, le leadership américain dans les années soixante, le mouvement des droits civiques, ou la vie du président Kennedy⁷¹.

Certaines bibliothèques sont situées dans un environnement étudiant fécond – la Kennedy est incluse dans le campus de l'University of Boston, et les bibliothèques Johnson et Bush sont également situées sur des campus – et pratiquent à ce titre une coopération avec les programmes d'enseignement. A l'inverse, d'autres bibliothèques sont situées dans des zones peu pourvues en équipements culturels ou universitaires. Dans ce cas, plus qu'une action en coopération avec d'autres établissements, les bibliothèques sont plutôt à l'origine des partenariats, visites et conférences, et jouent à ce titre un rôle important en terme de médiation et d'action culturelle pour certaines régions « reculées ». La bibliothèque Roosevelt, située dans une zone rurale de l'Etat de New York, en est un exemple. C'est aussi le cas, avec de nombreuses différences, avec la bibliothèque Clinton, qui a joué à bien des égards un rôle moteur, pas seulement au point de vue culturel d'ailleurs, pour le dynamisme de la petite ville de Little Rock, dans l'Arkansas. Les bibliothèques Ford, dans le Wisconsin, ou Hoover, dans l'Iowa, recourent également ces problématiques.

De manière plus générale, le rapport de la NARA au Congrès, dont nous avons déjà tiré certaines observations, rappelle quelques exemples de programmations culturelles axées « grand public », mais visant aussi tout particulièrement les scolaires – nous utilisons le terme « scolaire » pour désigner indifféremment les écoles, lycées et universités. Ces programmes de coopération sont plus ou moins pérennes et fréquents selon les cas. Citons notamment le programme « National Student/ Parent Mock election » de la bibliothèque Kennedy, mis en place à chaque année d'élection (élections présidentielles, mais aussi sénatoriales et autres), qui revendique la participation de quelques 75 000 étudiants depuis sa création. Ce programme permet aux étudiants du Massachusetts de participer à des débats sur les partis politiques, de poser des questions à des hommes politiques – le rapport mentionne de nombreux ancien(ne)s ministres venu(e)s témoigner de leur rôle et de leur expérience du pouvoir lors des conférences organisées à cette fin. Un autre exemple est celui de la bibliothèque Hoover, qui comptabilise pour sa part 30 000 étudiants participant annuellement à ses programmes interactifs en ligne – aussi bien des vidéoconférences que des documents originaux numérisés⁷². Au delà des chiffres eux-mêmes, il est intéressant de noter que les bibliothèques présidentielles se montrent désireuses d'apparaître comme un interlocuteur régulier auprès des écoles, lycées et universités, et leur offrir la possibilité d'enrichir leur programmes d'enseignement.

⁷¹<http://www.jfklibrary.org/Education/Teachers/School-Visits.aspx> (page consultée le 23 septembre 2012).

⁷² NARA, *Report on alternative models for Presidential Libraries*, op. cit., p. 8.

Dans une approche d'instruction civique, toutes les bibliothèques présidentielles accueillent également des « National Issue Forums », forums de discussion organisés à échéance régulière – une fois par mois à la bibliothèque Kennedy, par exemple – portant sur des sujets de débat nationaux, tels que les assurances maladie, les orientations économiques, etc. Ces forums répondent à une volonté partagée de proposer des lieux de débat démocratique aux citoyens. Des événements plus ponctuels méritent également d'être cités, même si la liste n'est pas exhaustive : un colloque sur les droits civiques a notamment été organisé en 2007, sous la tutelle commune des bibliothèques Clinton et Eisenhower, et favorisa notamment la participation des lycées d'Abilene (Kansas), et de Little Rock (Arkansas), où sont situées les deux bibliothèques. Le programme prévoyait notamment des mises en situation et des discussions sur les droits civiques et le contexte historique des années 1960. Régulièrement, comme dans le cas de ce colloque favorisant les mises en situation et les « jeux de rôle⁷³ », une dimension ludique est mise en avant, couplée à une volonté de vulgarisation historique. Les programmes à destination des scolaires recoupent par conséquent largement les tendances à l'injonction participative dont nous avons déjà parlé en évoquant les expositions permanentes. On le constate également dans les bibliothèques Truman ou Reagan, où certains programmes d'éducation mettent l'accent sur l'« expérience » proposée au public. C'est ainsi le cas avec le « Truman Library's White House Decision Center » ou le « Reagan Library Air Force One Discovery Center » : il s'agit de placer le public « dans la peau » du président, et de faire naître le débat autour de la notion de prise de décision, et notamment les plus sensibles – on pense évidemment à l'utilisation de la bombe atomique dans le cas de Truman, et à l'organisation de la politique de défense avec Reagan⁷⁴.

Numérisation et présence en ligne

En plus de leur action à visée « éducative », les bibliothèques assurent également leur rayonnement intellectuel *via* des contenus numérisés. Rien de bien étonnant à cela, mais quelques informations méritent d'être appuyées. Il faut d'abord rappeler à quel point la numérisation et l'accès à distance sont des enjeux majeurs pour ces établissements, membres d'un même réseau mais dont les différentes antennes peuvent être parfois séparées de plusieurs milliers de kilomètres.

C'est sans doute cette contrainte majeure qui poussa rapidement les bibliothèques présidentielles à se lancer dans le processus de numérisation de leurs collections. Il faut préciser ici le rôle pionnier qu'elles jouèrent dans ce domaine. Comme le précise David S. Ferriero, archiviste des Etats-Unis, « Les bibliothèques présidentielles furent parmi les premières archives publiques et les premières au sein des Archives nationales, à développer des sites web interactifs, des archives numérisées et une offre de programmes éducatifs en ligne⁷⁵. » De nombreux exemples de projets assez novateurs en terme de numérisation des archives méritent d'ailleurs d'être signalés : par exemple le partenariat entre la bibliothèque Kennedy et EMC Corporation, une entreprise de logiciels et de systèmes de stockage et domiciliée dans le Massachusetts, comme la bibliothèque, qui permet la mise en ligne de nombreux documents. Un résumé – très

⁷³ Le rapport de la NARA utilise le terme de « role playing exercise ».

⁷⁴ NARA, *Report on alternative models for Presidential Libraries*, op. cit., p. 9. Dans le cas du « Decision Center » de la Truman Library, il s'agit de « faire comme si » le public avait à prendre la décision d'utiliser ou non la bombe atomique.

⁷⁵ « The Presidential libraries were among the first public archives and the first of the National Archives to develop interactive Web sites and online document based educational programming. » « America's presidential libraries : their mission and their future... » (audition devant le Committee n Transportation and Infrastructure..., House of Representatives, 112^e Congrès, 1^{ère} session, 28 février 2011, Washington, 2011).

romancé – de la genèse de ce projet a d'ailleurs été posté par la bibliothèque sur Youtube⁷⁶.

Les bibliothèques présidentielles affichent par ailleurs une forte présence sur les réseaux sociaux ou sites de partage de vidéos. Le système de « chaînes » de vidéos sur le site Youtube leur permet notamment de regrouper leurs contenus et de proposer une offre assez diverse, souvent par le biais de vidéos courtes et thématiques – comme c'est le plus souvent la règle sur ces sites –, ou au contraire des conférences en intégralité. On trouve ainsi, entre autres, des extraits de conférence d'hommes politiques sur les droits civiques, des extraits de concert donnés dans les bibliothèques par des artistes, ou, plus généralement, des présentations des bibliothèques par des archivistes⁷⁷.

FRÉQUENTATION ET POIDS ÉCONOMIQUE DU RÉSEAU

L'impact économique d'une bibliothèque présidentielle

Le poids d'une bibliothèque ne se résume pas qu'à son rayonnement symbolique ou intellectuel. À bien des égards, les retombées économiques et plus largement l'ancrage physique d'une institution dans un territoire constituent également un indice d'importance. Dans le cas qui nous intéresse, le rayonnement non seulement scientifique mais aussi économique des bibliothèques présidentielles est la preuve qu'elles jouissent dans le pays d'un prestige considérable, sinon identique, au moins comparable à celui des grandes bibliothèques américaines. Si l'impact ne saurait être au niveau de la Library of Congress ou de la Newberry de Chicago, par exemple, la place des « temples » présidentiels n'en reste pas moins à part.

Penchons-nous à cet égard sur l'inscription des bibliothèques présidentielles dans leur environnement. La construction d'une bibliothèque présidentielle représente sans conteste un atout pour la région qui l'accueille. Selon l'affirmation de David S. Ferriero dans son témoignage devant le Committee on Transportation and Infrastructure :

« La construction des bibliothèques présidentielles est un instrument de croissance économique régionale, qui revitalise des communautés et garantit des revenus continus, avec des flux de millions de touristes nationaux et internationaux⁷⁸. »

Il ajoute que selon les chambres de commerce locales, les visiteurs d'une bibliothèque présidentielle dépensent en moyenne entre 100 et 200 dollars dans les restaurants, hôtels ou boutiques situés à proximité. Il estime donc, sur la base de deux millions de visiteurs dans les différentes institutions en 2010, les gains réalisés à 15 millions de dollars à Abilene au Kansas (où se trouve la bibliothèque Eisenhower), à 43 millions à Boston (bibliothèque Kennedy) et à 55 millions à Austin, Texas (bibliothèque Johnson). Elles peuvent également jouer un rôle de vitalisation du tissu économique local, notamment par le biais de partenariat avec des entreprises. Ainsi, l'exemple que nous avons déjà cité du projet de numérisation des archives de la bibliothèque Kennedy, mené avec l'entreprise EMC Corporation, située dans le même État qu'elle, montre comment l'implantation d'une institution aussi importante peut favoriser l'activité économique. Cela étant, l'impact d'une bibliothèque ne se mesure cependant évidemment pas qu'en termes de retombées quantifiables. La présence d'une telle institution attire

⁷⁶http://www.youtube.com/watch?v=JoL61kZ_cms (page consultée le 2 novembre 2012).

⁷⁷http://www.youtube.com/watch?v=JoL61kZ_cms (page consultée le 2 novembre 2012).

⁷⁸ « The construction of Presidential libraries serves as an engine of economic growth in regional areas, revitalizing communities and guaranteeing continued revenue streams for millions of national and international tourists. » in « America's presidential libraries : their mission and their future... » (audition devant le Committee on Transportation and Infrastructure...), *op. cit.*

immanquablement nombre de professeurs, étudiants et chercheurs – nous nous sommes d'ailleurs penché sur cette question dans le chapitre précédent –, et les conférences qui y sont tenues drainent un public nombreux. Les expositions attirent chaque année des visiteurs, et ce sont bien l'institution et sa région dans son ensemble qui en bénéficient, d'autant plus que le public, composé parfois de journalistes, historiens ou hommes politiques, se rend ainsi dans des lieux qu'il n'aurait d'ordinaire pas fréquentés – ce point précis vaut surtout pour les bibliothèques situées dans des zones rurales. Comme nous avons pu le noter lors de notre visite à la bibliothèque Roosevelt, à Hyde Park, dans l'Etat de New York, un établissement de cette renommée est un argument touristique de poids, en même temps qu'un support important pour les activités et la vie locale. De nombreuses associations peuvent notamment trouver en elles un interlocuteur. La bibliothèque Roosevelt, comme le fait d'ailleurs la bibliothèque Kennedy, organise notamment des cycles de conférence pour les maisons de retraite⁷⁹. David Ferriero estime encore que la bibliothèque Eisenhower constitue le « centre de la vie de la communauté pour la ville d'Abilene, dans le Kansas⁸⁰. »

Avant de se traduire en termes économiques, l'impact de l'installation d'une institution de ce type peut être visible sur le plan de l'architecture et de l'urbanisme. La bibliothèque Clinton, ou plutôt le complexe comprenant la bibliothèque, et désigné en anglais sous le nom de « William J. Clinton Presidential Center and Park », ouvert en 2004, constitue à cet égard un exemple parlant. D'abord parce que le complexe, qui comprend la bibliothèque, le musée, la fondation Clinton et une antenne de l'Université de l'Arkansas, fut au cœur d'un véritable plan d'urbanisme. Les bâtiments s'étendent sur quelque 14 000 m², tandis que le parc attenant atteint les 113 000 m². L'ensemble a permis aux architectes – le projet a été mené par les cabinets James Polshek et Ralph Appelbaum – de promouvoir un ambitieux programme de réhabilitation du patrimoine industriel de la ville, puisque le « Clinton presidential park » a été installé sur un ancien site ferroviaire : l'antenne de l'université de l'Arkansas (la « Clinton School of Public Service ») a investi les locaux de l'ancienne gare, et le pont de chemin de fer au-dessus de la rivière Arkansas, menant au nord de la ville de Little Rock, a été transformé en passerelle piétonne⁸¹. L'exemple de la bibliothèque Clinton à Little Rock est souvent cité comme un modèle à suivre. De fait, elle combine beaucoup de réalisations notables, et constitua l'« acte de renaissance de la ville de Little Rock », pour reprendre les termes utilisés par David Ferriero⁸².

L'impact local des bibliothèques fut un des arguments mis en avant par John Fitzgerald Kennedy, lorsqu'on lui posa la question de la possibilité d'un seul bâtiment centralisant les différents legs des présidents, en 1962. Il estima que chaque bibliothèque « pourrait devenir un centre d'éducation vital pour la région, en la reliant avec le gouvernement national. » De fait, il est vrai que les bibliothèques présidentielles organisent fréquemment des conférences, des forums de discussion nationaux, des expositions, qui participent au potentiel attractif de la ville où elles sont installées⁸³.

⁷⁹ Observations faites aux bibliothèques Kennedy et Roosevelt, 12, 13 et 14 novembre 2012. Cet aspect est également développé dans *Government Information Quarterly. An international Journal of Policies, Resources, Services and Practices*. « Symposium on Presidential Libraries Materials », Volume 12, n°1, 1995.

⁸⁰ « For more than 50 years, the Eisenhower Library has been a center of community life in Abilene, Kansas. », *ibid.*

⁸¹ <http://www.clintonlibrary.gov/>; http://fr.wikipedia.org/wiki/William_J._Clinton_Presidential_Center_and_Park (pages consultées le 23 septembre 2012).

⁸² David Ferriero parle de « re-birth of downtown Little Rock », in « America's presidential libraries : their mission and their future... » (audition devant le Committee on Transportation and Infrastructure...), *op. cit.*

⁸³ Tom Putnam, directeur de la bibliothèque J.F. Kennedy, in « America's presidential libraries : their mission and their future... » (audition devant le Committee on Transportation and Infrastructure...), *op. cit.*

Fréquentation : les chiffres d'ensemble

Revenons ici sur quelques données chiffrées. Si l'on reprend les données de 2009, qui combinent l'ensemble des visiteurs, musées et bibliothèques compris, voici ce que donna la fréquentation des bibliothèques présidentielles.

Nom de la bibliothèque	Nombre de visiteurs en 2009
Herbert Hoover	96 324
Franklin D. Roosevelt	144 332
Harry S. Truman	120 348
Dwight D. Eisenhower	201 367
John F. Kennedy	329 766
Lyndon B. Johnson	274 253
Richard Nixon	82 906
Gerald R. Ford	134 276
Jimmy Carter	64 033
Ronald Reagan	444 240
George Bush	228 209
William J. Clinton	321 430
George W. Bush	NC

Les musées et les salles de recherche*Deux types de fréquentation...*

Ces chiffres globaux ne permettent toutefois pas de faire la distinction entre les visiteurs des musées et ceux des bibliothèques. Or, c'est là que se situe le point le plus intéressant. Il est particulièrement notable, sur l'ensemble de ces chiffres, que les musées jouissent d'une popularité largement supérieure. A travers ces chiffres, on touche du doigt la spécificité de ces établissements et la cohabitation entre une visée illustrative et une volonté d'investigation historique.

Ainsi, si l'on se reporte maintenant à des chiffres déjà un peu anciens, ceux de l'année 2000, on peut déjà relativiser quelque peu les conclusions. En 2000, donc, les salles d'exposition des musées attirèrent 1 200 000 personnes (des chiffres plus récents parlent d'une montée à deux millions), alors que seulement 4 100 chercheurs furent accueillis dans les salles de lecture des bibliothèques⁸⁴.

Les statistiques sur les publics fréquentant les bibliothèques peuvent donner plus d'indices à ce sujet. Des chiffres des dernières années parlent de deux millions de visiteurs, parmi lesquels on comptait « seulement » 10 000 chercheurs. Ce qui amène rapidement à la conclusion que l'écrasante majorité des publics est constitué de touristes

⁸⁴Gernot. U Gabel, *art. cit.*

ou de curieux⁸⁵. La bibliothèque Kennedy, en 1995, revendiquait 700 chercheurs par an⁸⁶, mais mentionnait également 1600 utilisateurs avec lesquels elle était en contact régulier à distance.

... Pour deux types de publics.

A un public assez large pour les musées, s'oppose un public de chercheurs bien plus restreint. La proximité d'universités peut parfois changer la donne, mais de manière générale les visiteurs les plus nombreux viennent aux bibliothèques pour les musées, largement privilégiés d'ailleurs dans les documents de base servant à la communication externe des bibliothèques – sites internet, brochures, etc.

Les observations que nous avons pu mener sur place ne nous ont pas réellement permis de déterminer si les deux publics pouvaient se croiser, mais quelques suppositions peuvent être faites cependant. De fait, il semble logique que les chercheurs puissent fréquenter les musées, mais l'inverse est moins évident. Le public des musées semble être plus volatile, plus demandeur d'expositions très « grand public⁸⁷ » et constitué d'une majorité de personnes vivant à proximité de la bibliothèque – on imagine difficilement un voyage de plusieurs milliers de kilomètres ayant pour seul but la visite d'une exposition. En revanche, les salles de recherche drainent un public bien plus éloigné, et potentiellement international, dans la mesure où les archives qu'elles contiennent sont uniques, et constituent à ce titre un matériau brut pour la recherche introuvable ailleurs. Les historiens, sociologues ou simples passionnés des présidents américains peuvent donc venir de loin pour avoir accès aux archives. Lors de notre passage à la bibliothèque Kennedy, nous avons ainsi noté, dans le registre recueillant les demandes de documents des chercheurs, la présence de cinq nationalités différentes pour le seul mois de novembre 2012 – sans compter la nationalité française de l'auteur de ce travail : espagnole, américaine, italienne, canadienne et britannique.

Pour finir, il ne faut pas oublier la fréquentation plus ponctuelle qu'entraînent les conférences, colloques et autres visites d'établissements. Quelques chiffres intéressants furent donnés par David Ferriero, archiviste des Etats-Unis, dans son allocution devant le Congrès en 2011 : 500 000 personnes ont suivi des conférences ou des programmations culturelles en 2010, 350 000 étudiants et 5 000 professeurs ont utilisé des ressources culturelles fournies par les bibliothèques présidentielles, cette même année 2010⁸⁸.

⁸⁵ Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *op. cit.*, p. 74.

⁸⁶ *Government Information Quarterly. An international Journal of Policies, Resources, Services and Practices*. « Symposium on Presidential Libraries Materials », Volume 12, n°1, 1995, p. 73.

⁸⁷ La présentation de la bibliothèque George Bush, postée sur le site de partage de vidéos Youtube, est particulièrement représentative de cette tendance. Un homme arborant fièrement un t-shirt « George Bush Library » y rappelle notamment le nombre de documents, en insistant la quantité plus que sur le contenu, le tout avec en arrière fond sonore l'hymne américain. <http://www.youtube.com/watch?v=PRZXIQUqX-k> (page consultée le 10 décembre 2012).

⁸⁸ « America's presidential libraries : their mission and their future... » (audition devant le Committee on Transportation and Infrastructure..., *op. cit.*).

« I SHALL WRITE THAT HISTORY MYSELF » : UN MODÈLE PROBLÉMATIQUE

Jamais avare d'un bon mot, Winston Churchill aurait prononcé, à la fin de la Seconde guerre mondiale, cette phrase pleine de morgue, d'assurance et d'ironie : « L'histoire me justifiera, en particulier parce que je l'écrirai moi-même⁸⁹. » En déclarant « I shall write that history myself », Churchill, bien involontairement, synthétisait de manière prémonitoire le problème moral qui se pose d'emblée pour quiconque étudie de près les bibliothèques présidentielles américaines.

Sans aller jusqu'à dire que le système, en permettant aux présidents de fonder eux-mêmes leur bibliothèque une fois leur mandat achevé, leur donne les moyens d' « écrire eux-mêmes leur histoire », on peut légitimement s'interroger sur l'honnêteté intellectuelle dudit système, et pointer certains paradoxes inhérents à la situation actuelle.

UNE VISION BIAISÉE DE L'HISTOIRE ?

La tension entre public et privé

Un système de financement opaque...

Au risque de paraître outrancier, on pourrait en effet être tenté de remplacer l'idée de « partenariat » entre public et privé au sein des bibliothèques et musées présidentiels par un terme plus polémique tel que « tension ». Ce terme est sans doute abusif, tant l'opposition entre public et privé ne recouvre pas la même réalité selon que l'on se trouve d'un côté ou l'autre de l'Atlantique. Aux Etats-Unis, l'idée d'une cohabitation entre service public et capitaux privés éveillera sans doute moins de soupçons qu'en France *a priori*. Pour autant, il serait faux de dire que la situation est parfaitement claire. La cohabitation de deux types de financements induit nécessairement celle de deux types d'approches et de logiques. Richard Cohen, journaliste au Washington Post, estime qu'un musée présidentiel « n'est rien de plus que le reflet de l'habileté du président à se faire de riches amis pendant son mandat⁹⁰. » Si la formule peut paraître excessive, elle a le mérite de poser clairement les termes du débat. Il paraît en effet très problématique qu'un musée d'une institution privée soit conçu à l'aide de deniers privés, liés qui plus est au président par le biais de fondations ou de cercles d'amis. Le plus choquant dans ce système est qu'il n'est absolument pas transparent, aucune information n'étant donnée par les bibliothèques sur les éventuelles contreparties accordées aux donateurs figurant sur de belles plaques commémoratives à l'entrée des bâtiments. Souvent, ces dons sont non-imposables. Pire, rien n'empêche des industriels, des groupes de pression voire des Etats, de faire bénéficier le président de leurs largesses en donnant de l'argent pour sa bibliothèque, et cela peut être fait même en prévision de l'ouverture de la bibliothèque, alors que le président est toujours en activité. On mesure alors l'effet pervers de la chose. Sous couvert de commémoration et de tradition, c'est tout simplement un risque de conflit d'intérêts qui peut se poser⁹¹. Dans un passé assez récent, le gouvernement

⁸⁹ « History will bear me out, particularly as I shall write that history myself. » Citation attribuée à Winston Churchill.

⁹⁰ Cité dans Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *op. cit.*, p. 83.

⁹¹ *Ibidem*.

d'Arabie Saoudite a ainsi versé quelques 10 millions de dollars pour aider à la construction des bibliothèques Bush et Clinton, preuve d'ailleurs que l'influence ne s'arrête pas à l'étiquette politique.

Les défenseurs du système mettent en avant le secret autour de ces opérations comme l'assurance que les donateurs continueront à affluer. Mais il semble délicat de défendre un tel schéma à l'heure actuelle.

... qui rejaillit sur la visée scientifique

La situation est parfaitement résumée par Benjamin Hufbauer dans son étude *Presidential Temples* :

« Puisque les bibliothèques présidentielles sont construites et partiellement financées par des fondations privées créées par les présidents et leurs soutiens, tout en étant géré par la NARA, il existe une tension entre authenticité et reconstitution, entre éducation et divertissement, entre histoire et patrimoine⁹². »

Il est intéressant de noter ici l'opposition faite par l'auteur entre « histoire » et le mot anglais « heritage », qui désigne ce que nous appelons le patrimoine. Il serait difficile de séparer ainsi ces deux mots en français : c'est que l'anglais accorde au mot « heritage » une connotation moins strictement scientifique. C'est en fait à l'aspect « grand public » du patrimoine que l'auteur fait sans doute référence ici, en l'opposant à la rigueur scientifique de l'histoire. Mais l'essentiel de la citation réside bien sûr dans l'explication du hiatus entre intérêt général et volonté hagiographique, hiatus qui caractérise l'ensemble des bibliothèques présidentielles. L'auteur va même plus loin, en avançant que les présidents conçoivent leur bibliothèque comme le lieu destiné à se « rappeler ce qui est flatteur, et à oublier le reste », paraphrasant l'historien Michael Kammen⁹³.

De fait, depuis Roosevelt, les présidents – et après leur mort, certains membres de leurs familles – se sont appliqués à jouer personnellement un rôle important dans la construction de leur bibliothèque, puis dans le regroupement et de transmission de leurs effets personnels ou de certaines archives. On peut à ce titre considérer qu'ils se comportent comme des conservateurs, considérant qu'ils sont eux-mêmes dépositaires de leur patrimoine⁹⁴.

Nous touchons alors du doigt le point central et problématique lié à l'existence même de ces bibliothèques présidentielles : conçues et construites sur la volonté des présidents eux-mêmes, érigées grâce à des fonds d'organismes ou de personnalités elles-mêmes liées aux anciens pensionnaires de la Maison-Blanche, il semble en effet difficile d'imaginer qu'elles puissent échapper à toute pression quant à la présentation de leurs collections ou de leurs expositions. Si on les considère du point de vue le plus neutre possible, les expositions, les conférences ou le rapport aux archives ne sont pas foncièrement différents des problèmes pouvant se poser à n'importe quel musée ou institution obligé de construire une *narration* autour de ses fonds pour les présenter efficacement. Mais la différence réside dans les conséquences de cette narration : les expositions présentées dans les musées sont considérées comme faisant partie d'une visée de service public, et concernent des épisodes historiques potentiellement sensibles, dont elles peuvent largement biaiser l'interprétation dans le sens le plus favorable à la mémoire de l'ancien président.

⁹² B. Hufbauer, *op. cit.*, p. 9.

⁹³ *Ibidem.*

⁹⁴ Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *op. cit.*, p. 75.

Dans le rapport présenté au Congrès en 2011 par la NARA sur la situation actuelle des bibliothèques présidentielles, sur lequel nous nous appuyons à de nombreuses reprises dans ce travail, il est à ce titre particulièrement intéressant de noter l'intervention d'Anna Eleanor Roosevelt, petite-fille de « FDR », homonyme de l'ancienne « First Lady », et travaillant dans la bibliothèque consacrée à son grand-père. Elle déclare notamment : « Notre mission est de préserver, de célébrer et de perpétuer l'héritage et les valeurs de mes grands-parents⁹⁵ », liant ainsi sa généalogie personnelle à son métier. Même si les « valeurs » évoquées peuvent être universelles et inattaquables, il est évident qu'une telle déclaration de principes pose clairement l'objectif de la bibliothèque : il s'agit de montrer une image positive, pour ne pas dire glorifiée, de l'ancien président.

Des « temples » présidentiels ?

Les bibliothèques comme éléments de « religion civile »

Les bibliothèques présidentielles américaines, comme le rappelle justement Benjamin Hufbauer, sont synonymes de *commémoration*⁹⁶. Cette commémoration a plusieurs facettes : c'est celle d'un homme, d'une époque, mais aussi d'une fonction, celle de président, en tant que puissant ferment d'unité nationale. Compte tenu de cette forte dimension symbolique, il n'est pas possible, comme nous l'avons d'ailleurs vu dans la sous-partie précédente, de ne voir dans ces bibliothèques qu'une simple institution de recherche. Il y a un aspect supplémentaire, un aspect commémoratif et très lié à une personnalité précise. Toujours selon Hufbauer, les bibliothèques se présentent comme des sites s'intégrant parfaitement à la « religion civile » américaine, qui possèdent ses héros reconnus – Washington, Lincoln, entre autres – ainsi que des lieux privilégiés, tels que le mémorial Lincoln ou la statue de la Liberté. Cette religion civile, dont nous pourrions trouver des équivalents dans l'imagerie républicaine française, peut avoir deux traductions, l'une positive tendant à cimenter l'union nationale, l'autre plus problématique pouvant mener à une propagande agressive. Les bibliothèques s'intègrent à cette « religion », car elles constituent des lieux de « pèlerinage », où sont conservées les reliques des présidents. Ce qu'il y a de problématique, ce n'est pas tant que ces présidents y soient valorisés pour leur assurer une postérité, c'est bien qu'ils soient valorisés selon un schéma qu'ils ont eux-mêmes souhaité.

Dans les descriptifs relatifs aux bibliothèques présidentielles, on ne s'étonnera d'ailleurs pas que les américains utilisent parfois le terme de « national memorial ». C'est toutefois la formule utilisée par Benjamin Hufbauer dans le titre de son étude, « Presidential Temples », qui semble la plus appropriée. En effet, les bibliothèques présidentielles s'inscrivent dans la lignée des bâtiments tels que les « memorials » ou autres constructions spectaculaires ou symboliques vantant la mémoire d'un homme – obélisques, statues etc. Les bibliothèques ont de fait marqué un tournant dans la manière de commémorer un président⁹⁷, et nous reviendrons sur cet aspect plus loin dans ce travail, mais elles répondent à une logique semblable.

Cet aspect quasi religieux, à la gloire d'un président, nous l'avons déjà évoqué, est fortement lié à une pratique de la politique renvoyant au concept de « storytelling » ainsi qu'à l'affirmation du lien charnel entre un peuple et l'homme qui doit le représenter. C'est

⁹⁵ « We understand our mission to preserve, celebrate and carry forward the legacy and values of my grandparents. » Intervention d'Anna Eleanor Roosevelt in « America's presidential libraries : their mission and their future... » (audition devant le Committee on Transportation and Infrastructure...), *op. cit.*

⁹⁶ Benjamin Hufbauer, *op. cit.*

⁹⁷ Benjamin Hufbauer, *op. cit.*, p. 1.

« la rencontre d'un homme et d'un peuple », pour reprendre une phrase répétée à l'envie par les politiques et journalistes français. Ces éléments d'attachement personnel sont parfois visibles dès le premier contact avec l'institution, sans avoir nécessairement à se rendre sur place. Sur le site web de la bibliothèque de John Fitzgerald Kennedy, une page d'accueil présente un diaporama comportant des photographies très « glamour » de Kennedy, en public ou en privé, parfois accompagné de son épouse ou de ses enfants⁹⁸. Le même sentiment domine lorsque l'on déambule dans l'enceinte des bibliothèques. A la bibliothèque Kennedy, l'exposition du musée démarre dans un auditorium avec la diffusion d'un film consacré aux premières années de « JFK », de son enfance à ses débuts en politique, jusqu'à son investiture par le Parti démocrate à la veille de l'élection présidentielle de 1960. L'accent est clairement mis sur le côté « glamour » de la vie de Kennedy, avec une insistance sur son enfance, sa vie amoureuse, son physique avantageux, etc., le tout étant soutenu par une musique très « dramatique ». Plus loin dans l'exposition, afin d'illustrer le moment de sa mort, le musée propose une salle dénudée, où figurent seulement des photographies de sa voiture, et une citation sur le mur. La salle ressemble fortement à un mausolée, et achève de donner l'impression que l'on se trouve dans un temple plus que dans un musée...

A ce stade, certaines remarques s'imposent. Il convient ainsi de préciser que des différences d'approche sont palpables suivant les bibliothèques. Si l'on peut estimer que la tendance à mettre en avant la mémoire du président, avec un résultat frôlant l'hagiographie, est assez largement partagée, tant cette tendance paraît consubstantielle à l'existence même des bibliothèques, il est indéniable que l'on peut observer des tentatives de mentionner les difficultés, hésitations ou crises ayant marqué une présidence... A la différence de la bibliothèque Kennedy, particulièrement propice à une vision « romancée » de l'histoire tant le destin dramatique de « JFK » s'y prête, la bibliothèque Roosevelt propose par exemple une exposition plus neutre, même si une réelle admiration pour l'ancien président y est palpable. Une différence de taille existe entre les deux exemples : pour le cas de Roosevelt, l'histoire est moins récente, et donc moins sensible. Le temps a, pour ainsi dire, fait son oeuvre. Mais au delà de cela, ce n'est pas tant l'admiration pour un homme qui est discutable – c'est là une tendance logique dans un établissement qui lui est consacré – que la sensation que rien n'est remis en cause dans son héritage. Il est difficile d'établir une vraie ligne conductrice commune, entre volonté historique et critique, et « ode » à la mémoire d'un personnage. Oscillant entre l'université et le « mémorial », les bibliothèques et musées présidentiels répondent à une impulsion première cherchant à raconter un récit plutôt flatteur, mais peuvent, même de manière inconsciente, raconter autant de choses sur les aspects négatifs d'une présidence que sur ses succès⁹⁹. Nous avons essayé de le montrer plus haut, ce que nous pourrions appeler la « tentation hagiographique » diminue logiquement à mesure que l'héritage devient moins immédiatement polémique, et c'est donc le temps qui apaise les choses et conduit une bibliothèque vers une vision plus dépassionnée de l'histoire. Les bibliothèques Hoover ou Roosevelt paraissent ainsi bénéficier d'un environnement plus serein, où le poids des fondations privées se fait moins sentir. Au contraire, les bibliothèques des présidents les plus récents, doivent souvent faire face à des critiques concernant leur gestion et leur traitement de l'histoire. De fait, dans ces quelques cas précis, ce n'est pas l'histoire et les historiens qui ont fait des présidents des personnages historiques, mais bien les présidents eux-mêmes qui ont décidé de manière unilatérale, au nom de l'usage passé, de se construire des bibliothèques, et de se présenter aux yeux de leurs contemporains comme dignes de leurs prédécesseurs. Si l'on ajoute à ce postulat de départ plus que discutable le fait que

⁹⁸<http://www.jfklibrary.org/> (page visitée le 30 octobre 2012).

⁹⁹ Benjamin Hufbauer, *op. cit.*, p. 2.

les dernières bibliothèques – celles de Clinton et Bush en sont les exemples les plus criants – sont souvent, comme nous l'avons vu plus haut, extrêmement coûteuses, on comprend qu'elles attirent un certain nombre de critiques.

« *Si la légende est plus belle que la vérité...* »

« Si la légende est plus belle que la vérité, imprimez la légende¹⁰⁰. » La phrase laconique qui sert de conclusion à *L'homme qui tua Liberty Vallance*, le western de John Ford, pose efficacement la question de la place de l'historique et de l'hagiographique, qui se trouve, nous l'avons déjà évoqué, être au cœur des problématiques soulevées par l'existence même des bibliothèques présidentielles.

Sharon Fawcett, archiviste adjoint au Archives nationale américaines, estime à ce sujet qu'« une exposition présidentielle donne à voir une histoire artificielle. C'est un aperçu de la vue qu'avait le président de son administration¹⁰¹. » La chose est habilement formulée : c'est bien la question du point de vue qui est ici sujette à caution. Les exemples pouvant illustrer ce propos ne manquent pas, mais c'est sans doute l'exemple de l'affaire du Watergate à la Nixon Library qui est le plus éloquent. Nous avons déjà eu l'occasion de mentionner l'exemple de la Nixon Library, qui constitua un exemple particulièrement douloureux d'accès problématique à des documents sensibles et volonté manifeste d'entraver les investigations historiques sur le scandale. Au musée de la Nixon Library, dont nous n'avons malheureusement pas pu observer autre chose que des photos ou des descriptions, une petite pièce avec un ordinateur et des écouteurs permet au visiteur d'accéder à la version du scandale tel que compris ou interprété par la bibliothèque : tout, selon eux, reposerait sur une mauvaise interprétation de quelques mots de Nixon, qui n'aurait donc pas voulu bloquer les investigations sur le scandale... Les disparités entre les différentes bibliothèques sont fortes, et particulièrement à ce niveau. Cet exemple de la Nixon Library pourrait ainsi avoir pour contrepoint celui de la Johnson Library, où un effort réel est fait pour essayer de pointer les erreurs de l'ancien président au moment de l'engagement au Vietnam. La Johnson Library constitue d'ailleurs un excellent exemple d'évolution : longtemps considérée comme trop liée à la fondation voisine et trop soucieuse d'embellir l'héritage de Johnson, elle a largement évolué, jusqu'à apparaître aujourd'hui dans nombre d'articles et témoignages comme un modèle à suivre en matière de recul critique¹⁰².

De même, alors que les bibliothèques Truman – qui a d'ailleurs suivi une évolution similaire à la Johnson – ou Eisenhower affichent une volonté certaine de rendre efficacement du fonctionnement et de la mémoire de l'administration fédérale¹⁰³ ; la bibliothèque de George Bush père est avant tout le lieu d'une ode à la famille Bush. Les exemples fourmillent pour pointer du doigt les insuffisances dans le traitement de certains épisodes historiques. A la Clinton Library, le génocide rwandais est ainsi traité très rapidement, sans que la question du désintéressement américain ne soit posé ; et dans un tout autre registre, le scandale Lewinsky est largement passé sous silence. De même, à la Reagan Library, c'est l'affaire dite « Iran – Contra », mettant en cause des ventes d'armes autorisées par l'administration Reagan en 1986, qui n'est qu'à peine mentionné¹⁰⁴.

¹⁰⁰« When the legend becomes fact, print the legend! ». *The Man Who Shot Liberty Valance*, John Ford, 1962.

¹⁰¹ Citée dans Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *op. cit.*, p. 75.

¹⁰² Dans l'ouvrage de Leonard Bernardo et Jennifer Weiss notamment, ainsi que dans les témoignages recueillis lors de nos visites.

¹⁰³ Benjamin Hufbauer, *op. cit.*, p. 153.

¹⁰⁴B. Hufbauer, *op. cit.*, p. 157.

On s'en rend compte très vite avec ces quelques exemples, la question de la transparence, qui est pourtant souvent mentionnée par les bibliothèques présidentielles, est assez problématique au sein de ces institutions. A ce sujet, il est possible d'affirmer que ce problème est somme toute logique. Dès lors que les présidents sont activement impliqués, ainsi que leurs descendants, dans la conception puis dans le fonctionnement des bibliothèques, il paraît difficile pour eux de ne pas infléchir, même inconsciemment, les contenus « problématisés » - nous entendons par là les expositions – vers une interprétation qui leur est plutôt favorable. Mais ces remarques concernent en priorité les musées : la situation est bien plus nuancée dès lors que l'on touche aux sources « brutes », dénuées de toute médiation, c'est à dire les archives. Mais encore faut-il que l'on puisse y accéder.

LA QUESTION DE L'ACCÈS AUX ARCHIVES

Un idéal de transparence

« Les bibliothèques présidentielles ont-elles des défauts ? Bien sûr, comme les Etats-Unis ont des défauts. Mais vous ne pouvez pas accéder aux archives de Churchill ou à celles de de Gaulle comme vous pouvez accéder à celle de Roosevelt. Hirohito, je crois qu'une seule personne a été autorisée à voir son journal¹⁰⁵. »

Cette citation de Stephen Ambrose, historien controversé et accusé plusieurs fois de plagiat, a le mérite de poser clairement la question du modèle américain comparé à celui en vigueur dans d'autres pays. Il est indéniable que le modèle américain de la bibliothèque présidentielle offre un exemple unique d'accès aux archives très contemporaines et très sensibles, celles du gouvernement fédéral au XX^e siècle. L'exemple de la bibliothèque Roosevelt est bien trouvé, dans la mesure où elle a constitué de fait un lieu privilégié de consultation des archives de la Seconde guerre mondiale, et cela dès les années 1950, à une époque où en effet les archives des autres grands protagonistes du conflit demeuraient inaccessibles. Plus largement, du fait même de leur statut de superpuissance, acquis au lendemain de la Première guerre mondiale, les Etats-Unis ont en effet eu à affronter un certain nombre de crises majeures, qui mirent parfois leurs dirigeants dans des situations périlleuses et sujettes à controverse. La question du traitement de ces crises au cours du XX^e siècle est nécessairement un enjeu historique et archivistique, et les bibliothèques présidentielles constituent depuis leur origine un modèle où la transparence est largement mise en avant. De fait, la transparence est bien réelle dès lors que les archives sont parvenues à la bibliothèque. C'est plutôt en amont du versement que peuvent se situer des remises en cause.

Si l'on observe plus en détail les dispositions légales concernant la communicabilité des archives présidentielles, un certain nombre d'idées sont à retenir. Nous l'avons évoqué dans la première partie de ce travail, c'est la loi de 1978 qui apporta un cadre légal et contraignant à la question, en faisant des archives présidentielles des documents publics appartenant de droit au peuple américain. Mais de nombreuses lacunes persistent dans le même temps. Le système à l'américaine, basé au départ sur la volonté des présidents, dans un cadre qui fut progressivement régi par la loi, comporte en effet un certain nombre de limites.

¹⁰⁵ Stephen E. Ambrose, historien et biographe, cité dans Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *op. cit.*

Limites à la transparence

L'impact du scandale du Watergate

Le modèle américain, pour employer une lapalissade, avait jusqu'en 1978, l'avantage de ses inconvénients. Fondé assez largement sur la bonne volonté des présidents ayant quitté le pouvoir – ils n'étaient pas tenus de léguer leurs archives, même si la « coutume » instaure une forte pression pour les pousser à le faire – le système a fait ses preuves pendant un temps. Cependant, le scandale du Watergate, avec les secousses politiques qu'il engendra, tendit à prouver que la seule incitation au don d'archives n'était pas suffisante. Confronté à une crise majeure, le système touchait à ses propres limites, et dès lors qu'un président devenait une entrave au cours ordinaire des choses, c'est toute la belle mécanique qui s'en trouvait affectée.

A bien des égards, le scandale du Watergate constitua un tournant dans l'histoire des bibliothèques présidentielles. Nixon, en quittant ses fonctions, brisa en quelque sorte le « gentlemanly agreement » qui était en vigueur jusque là : il ne légua pas ses archives à l'administration - the « General Services Administration », chargés d'assurer le transfert des dossiers vers les bibliothèques présidentielles – mais ne fit que les leur « confier », procédure différente selon le droit américain, qui l'assurait de reprendre contrôle sur ses archives après une période de trois ans¹⁰⁶. Cette démarche fut très mal perçue par l'opinion et le Congrès, dans une adresse officielle aux Archives nationales, réclama que ces dernières reprennent la main sur les papiers de Nixon. La Cour suprême décréta ensuite, en 1977, que cette saisie était conforme à la Constitution, mais ne se prononça pourtant pas sur la question de la propriété, qui apparut dès lors comme centrale¹⁰⁷.

C'est d'ailleurs en partie pour répondre à cette affaire que fut votée la loi sur les archives présidentielles de 1978, signe que le pouvoir législatif s'attaquait ainsi pour la première fois dans l'histoire américaine à la question sensible de la propriété intellectuelle des archives. Indéniablement, la volonté politique qui présida à la loi de 1978 est la preuve d'un sens de la transparence démocratique. Pour preuve, ce court extrait du Presidential Records Act, stipulant que « les Etats-Unis recevront et conserveront pleine propriété, possession et contrôle des archives présidentielles¹⁰⁸. » Les archives étaient dès lors clairement identifiées comme bien public. Pour autant, il serait faux de dire que tout fut réglé par la seule force du législateur.

Limites à la loi de 1978

Même si cette loi marqua un tournant décisif vers un transfert plus complet et plus rapide des archives vers le public, des insuffisances sont à noter. Comme nous l'avons rapidement évoqué dans la partie d'introduction historique de ce travail, des restrictions significatives aux règles initiales d'accès aux archives ont été apportées depuis les lois de 1978. Cette loi prévoyait, pour rappel, une période de douze ans avant que certains documents décrétés « sensibles » ne deviennent accessibles au public, et cette possibilité est laissée à la discrétion du président, ce qui renforce son pouvoir et limite la transparence du système. La plus fameuse illustration fut donnée par le président Ronald Reagan, qui mit ainsi un « embargo » de douze ans sur 68 000 documents produits par son administration. Cela donne la mesure des limites de la loi de 1978. En 2001, c'est le

¹⁰⁶En anglais, les deux termes renvoient à deux nuances très différentes : Nixon a eu recours à la procédure du « deposit », différente de celle du « deed ».

¹⁰⁷Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *op. cit.*, p. 79.

¹⁰⁸« The United States shall reserve and retain complete ownership, possession, and control of Presidential records. »

président George W. Bush qui porta un nouveau coup à cette volonté de transparence en signant également un décret stipulant de nouvelles restrictions à la loi de 1978, permettant notamment au président de revenir sur la publication de documents émis par des administrations ayant précédé la sienne¹⁰⁹.

L'exemple des archives de la présidence Nixon est également très révélateur des freins qui purent être mis au libre accès aux documents. Après le vote de la loi de 1978, Nixon s'empressa en effet de mettre lui aussi un « embargo » sur ses archives, puis il fit en sorte que sa bibliothèque n'entre pas dans le giron des Archives nationales : établie en 1991 à Yorba Linda en Californie, la « Richard Nixon Library and Birthplace » fut jusqu'à 2007 une bibliothèque privée, où, ironie de la situation, n'étaient conservées les archives de Nixon que pour les périodes précédant et suivant sa présidence ! En 2000, le ministère de la Justice américain accorda finalement 18 millions de dollars à la famille Nixon en « compensation » à la « prise » de certaines archives. Après quelques tâtonnements liés à certaines réticences dans la famille, la bibliothèque devint officiellement membre du réseau des Archives nationales¹¹⁰.

Beaucoup plus généralement, le contexte international dans lequel évoluent les Etats-Unis depuis les attentats du 11 septembre 2001 a largement favorisé l'émergence de lois sécuritaires et a encouragé les présidents à considérer toujours davantage d'archives comme potentiellement « à risque ». Le « Patriot Act », symbole de cette législation, a considérablement renforcé la place des budgets liés à la sécurité nationale. Il ne s'agit certes pas là de lois touchant directement les bibliothèques présidentielles, mais cela participe sans aucun doute d'un contexte tendu très peu favorable à la transparence archivistique qui constitue pourtant une des visées premières du système. En l'absence de véritable législation contraignante, certains aspects restent donc flous.

Regards croisés...

Afin de mieux cerner les enjeux, il est utile de procéder à une rapide comparaison du modèle des bibliothèques présidentielles avec le cas français. La situation française, largement remaniée depuis la loi sur les archives de 2008, permet en effet de dessiner en creux la spécificité américaine. Mais avant cela, il importe de noter les points communs entre les deux modèles : comme aux Etats-Unis, la question du statut des archives présidentielles n'a été posée que récemment en France : c'est sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing qu'a été votée la loi sur les archives de 1979, qui devait faire date dans la profession. Avec cette loi, les archives présidentielles furent officiellement reconnus documents publics, ce qui n'était pas le cas auparavant.

C'est avec la loi de 2008 qu'une nouvelle avancée a été réalisée dans l'accès aux archives. Assez largement critiquées avant 2008, certains délais de communicabilité ont été supprimés : la loi de 2008 met en avant le « principe de libre communicabilité des archives publiques¹¹¹ ». Cela s'est traduit dans les textes par la suppression du délai de trente ans précédemment admis, pour lui substituer le principe de la libre communicabilité pour les documents ne mettant « pas en cause l'un des secrets protégés par la loi ». Les délais, pour les documents suscités, ont été ramenés à vingt-cinq, cinquante et cent ans, et plus précisément :

¹⁰⁹ Benjamin Hufbauer, *op. cit.*, p.8.

¹¹⁰ Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *op. cit.*, p. 80.

¹¹¹ Loi n°2008-696 du 15 juillet 2008.

http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?jsessionid=2A2BC894FCABF7B56E833898D160A33A.tpdjo03v_2?cidTexte=JORFTEXT000019198529&dateTexte=20121211 (page consultée le 3 décembre 2012°.

- vingt-cinq ans pour les « secrets protégés par la loi » soumis auparavant au régime des trente ans (entrent dans cette catégorie les délibérations du Gouvernement, par exemple), et également les documents susceptibles de porter atteinte à la conduite des relations extérieures.
- cinquante ans pour les documents qui étaient soumis au régime des soixante ans avant 2008, ainsi que pour les archives juridictionnelles et les minutes notariales, dont le délai de communicabilité était auparavant de 100 ans.
- Des dispositions ont également assoupli les délais en ce qui concerne l'état civil : « (...) la libre communicabilité des registres de décès et des tables décennales est instaurée. Les registres de mariage relèveront quant à eux désormais d'un délai de cinquante ans. Seuls les registres de naissance, qui contiennent des informations relatives à la filiation, continuent de relever du délai de cent ans actuellement en vigueur pour l'ensemble des actes de l'état civil¹¹². »
- D'autre part, la procédure de dérogation, en cas de demande de consultation de documents privilégiés, a été facilitée et élargie. Sont par exemple maintenant susceptibles d'en faire l'objet les archives des enquêtes statistiques.

Le modèle français repose largement, on le voit, sur des dispositions légales contraignantes. C'est sans doute là qu'est observable la principale différence d'approche entre les deux côtés de l'Atlantique. Sans s'attarder davantage sur le sujet, précisons qu'il ne s'agit en aucun cas de donner une mention à un système au détriment de l'autre. Cette comparaison permet simplement de se rendre compte que les bibliothèques présidentielles américaines constituent un système unique d'accès aux archives publiques.

GIGANTISME ET VIABILITÉ DU SYSTÈME

Revenons ici aux bibliothèques en tant que bâtiments. Nous avons utilisé en titre de la partie précédente la phrase de la chanson *This Land is Your Land* de Woody Guthrie, datée de 1940, afin d'exprimer l'éparpillement géographique des bibliothèques à travers le pays. Il faut en effet littéralement traverser le pays d'est en ouest et du nord au sud pour visiter chacune d'elles.

Depuis la construction de la Franklin Delano Roosevelt's Library, en 1940, à Hyde Park, dans l'Etat de New York, tous les présidents se sont investis personnellement dans l'érection de leur monument, et ont décidé de le situer en fonction de leur région d'origine. Quelques zones présentent une concentration de bibliothèques : la Californie, la Côte Est, ou encore le Texas. Mais au total, c'est bel et bien une situation d'éparpillement qui caractérise le réseau. Dans le même temps, les bibliothèques constituent souvent des réalisations architecturales très ambitieuses.

« Bigger than the biggest » : la course au gigantisme

Depuis les origines des bibliothèques présidentielles tel qu'il existe aujourd'hui, bien du chemin a été parcouru dans le domaine de l'architecture. Bien sûr, l'idée de dédier des monuments grandioses aux dirigeants d'hier n'est pas nouvelle, pas plus aux Etats-Unis qu'ailleurs, mais l'histoire récente de cette institution est particulièrement significative. Que l'on se représente par exemple l'écart entre la bibliothèque Roosevelt, assez modestement installée dans l'ancienne demeure de « FDR » - si tant est que l'on puisse

¹¹²*Ibidem*.

trouver modeste une bâtisse répartie sur un terrain de plusieurs hectares – et la bibliothèque Clinton, par exemple, création architecturale spectaculaire ayant pour but ni plus ni moins que d'offrir une seconde vie à une gare de chemin de fer et de revitaliser une ville entière – nous avons étudié en détail ce projet dans la deuxième partie de ce travail. Avec le temps, le gigantisme des bibliothèques présidentielles a considérablement augmenté.

Revenons sur cette évolution. Nous avons évoqué plus haut la création, au sein de la NARA, d'un « bureau des bibliothèques présidentielles », en 1964. Dès son apparition, le bureau fut notamment chargé de superviser les constructions des nouvelles bibliothèques appelées à sortir de terre. Il ne fit aucune recommandation quant à la taille des futurs bâtiments, mais en 1964, les bibliothèques étaient de taille encore relativement modeste. Le tableau récapitulatif des bibliothèques, que le lecteur pourra retrouver en introduction de la deuxième partie de ce devoir¹¹³, ne rend compte qu'imparfaitement de cela, car la superficie indiquée comprend également les terrains entourant les bibliothèques, souvent importants. A la bibliothèque Roosevelt, par exemple, les bâtiments occupent des maisons de taille relativement modeste, mais sont compris dans un terrain de plusieurs hectares. En réalité, il semble possible de noter une rupture architecturale à partir de la construction de la bibliothèque Lyndon Baines Johnson, inaugurée sur le campus de l'université d'Austin, au Texas, en 1971. Plusieurs études insistent sur cette date, faisant de ce monument aux dimensions « pharaoniques » le prototype des bâtiments des années suivantes¹¹⁴.

Presque contemporaine à la bibliothèque Johnson, la bibliothèque Kennedy est elle aussi un édifice spectaculaire, ouvrant sur la baie de Boston, avec une immense verrière abritant un non moins immense drapeau américain¹¹⁵. Oeuvre de l'architecte sino-américain Ieoh Ming Pei, elle constitue l'exemple parfait d'un « geste architectural » d'importance – pour reprendre les termes à la mode – et symbolise la volonté d'associer à la commémoration des présidents une certaine empreinte dans le paysage. De fait, la bibliothèque Kennedy est aujourd'hui devenue une attraction touristique à part entière, statut justifié non pas par ses seules collections mais bien davantage par son aspect « spectaculaire », aussi bien en terme d'offre d'expositions qu'en terme purement architectural¹¹⁶.

Les bibliothèques présidentielles les plus récentes ont d'ailleurs ravivé le débat, en franchissant une nouvelle étape dans le gigantisme. Alors que la bibliothèque Clinton a longtemps été considérée comme un modèle de gigantisme – nous avons mentionné le projet de grande ampleur qui marqua sa construction, dans l'Arkansas –, le projet initial pour la bibliothèque George W. Bush, à l'université méthodiste de Dallas, au Texas, prévoyait un budget de 500 millions d'euros, ce qui pourrait en fin de compte représenter trois fois les coûts de celle de Clinton ! En prenant en compte l'inflation, elle pourrait, en terme de coûts, peser six fois celle de George Bush père, et cinquante fois celle de Truman¹¹⁷... Faut-il y voir une course au gigantisme, une sorte de concours entre les anciens résidents de la Maison-Blanche pour savoir qui laissera la plus grosse trace dans l'histoire ? Ce n'est pas interdit.

¹¹³ Cf. partie II, p. 25.

¹¹⁴ Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *op. cit.*, p. 78.

¹¹⁵ Le lecteur pourra trouver en annexe n°4, p. 77, des photographies de cette bibliothèque.

¹¹⁶ Gordon R. Mitchell et Jennifer Kirk, « Between Education and Propaganda : Public Controversy Over Presidential Library Design », *Argumentation and Advocacy*, n°44 (printemps 2008), Université de Pittsburg, p. 213-230

¹¹⁷ Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *Citizen-in-chief, The Second Lives of the American Presidents*. Harper Collins, New York, 2009, p. 74.

Une croissance exponentielle des coûts

Le système des bibliothèques présidentielles semble bien accepté à travers le pays, et contribue sans aucun doute à la cohérence nationale. Cependant, des critiques existent elles aussi. Une partie d'entre elles portent notamment sur l'aspect économique des choses. Consubstantielle à la question de l'architecture, que nous venons d'étudier, se pose en effet la question des coûts du système des bibliothèques présidentielles. Avec des bâtiments toujours plus grands, toujours plus chers, dans une course vers le gigantisme et l'innovation, le tout dans une situation économique peu reluisante, il est compréhensible que l'Etat fédéral américain s'interroge sur la viabilité du système à moyen et à long terme.

Les coûts de fonctionnement en 2008¹¹⁸

<i>Nom de la bibliothèque</i>	<i>Coût total (en dollars US)</i>
Hoover	2 210 900
Roosevelt	4 878 400
Truman	4 227 400
Eisenhower	3 369 200
Kennedy	6 068 500
Johnson	5 043 700
Nixon	3 869 600
Ford	4 067 800
Carter	4 967 400
Reagan	5 427 100
Bush	4 271 600
Clinton	4 438 400
Bush	3 546 800
Bureau NARA	4 606 200
Presidential materials staff	1 404 500
Nixon presidential materials staff	1 547 300
Total	63 944 800

Si l'on considère les choses avec un minimum de recul, on peut en effet rapidement être pris de vertige. Depuis les bibliothèques Johnson et Kennedy, qui constituent à bien des égards l'entrée dans une nouvelle dimension pour les bibliothèques présidentielles, l'idée d'une augmentation croissante des coûts s'est véritablement matérialisée, mais elle ne se manifeste bien sûr pas seulement qu'à travers ces exemples précis : la progression est constante, inexorable et exponentielle puisque chaque président est à présent « tenu » d'établir sa bibliothèque, comme l'ont fait ses prédécesseurs. Le coût de construction et de personnel vient alors s'ajouter aux coûts de fonctionnement précédents, comme on le voit sur le tableau ci-dessus. Même dans le cas où une nouvelle bibliothèque coûte

¹¹⁸Ces chiffres sont tirés du rapport de la NARA au Congrès en 2009, *op. cit.*

moins que celle qui l'a précédé, elle vient malgré tout s'ajouter à un réseau déjà existant. Tradition, pression mémorielle et volonté discutable d'auto-célébration – même s'il convient de ne pas partir du principe que c'est là la finalité de l'opération, il est en tout état de cause difficile d'y échapper – sont autant de raisons qui font qu'il paraît difficile d'envisager une auto-régulation du modèle dans les années à venir. D'où une volonté de légiférer sur la question, qui remonte d'ailleurs déjà à quelques décennies.

Réduire les coûts, pourquoi faire ?

La loi de 1986 – qui consistait en un amendement de la loi de 1978 – mentionnée plus haut, avait pour but d'encadrer la construction des nouvelles bibliothèques afin de freiner les ardeurs des présidents, souvent désireux de faire plus grand et plus spectaculaire que leurs prédécesseurs. Dans les faits, la course au gigantisme ne fut pas vraiment stoppée avec cette loi, et les compensations financières que le gouvernement fédéral pouvait trouver dans les dons s'avérèrent souvent insuffisantes pour faire face aux coûts de fonctionnement. La bibliothèque George W. Bush, construite en 2004, en fut la preuve : les 200 000 dollars de revenus annuels extérieurs aux fonds fédéraux couvrent une petite partie des coûts de fonctionnement et d'entretien, estimés à 3 millions de dollars annuels¹¹⁹.

On pourrait être tenté, arrivé à ce stade de la réflexion, de poser autrement les données du problème. A bien y regarder, les choses ne devraient pas être posées en des termes aussi crûment économiques, ou alors en essayant de les inclure dans une réflexion plus globale. A l'heure où les crédits publics en faveur des bibliothèques sont revus à la baisse – et cela peut paraître logique, dans un contexte économique tendu – il est *a priori* contradictoire d'en arriver à pointer du doigt des bibliothèques recevant au contraire des crédits toujours plus importants. Le raisonnement pourrait alors être le suivant : si le fonctionnement d'un Etat permet, de par sa tradition politique, d'assurer la marche d'institutions culturelles originales et ambitieuses, tant mieux ! Cependant, l'examen de la situation des bibliothèques présidentielles, que nous avons essayé de mener dans cette étude, nous pousse à avoir un regard plus critique des choses. Ainsi, plutôt que de remettre en cause le fait que des sommes considérables soient engagées dans une bibliothèque – on serait tenté de dire qu'il est préférable de voir des sommes engagées dans des établissements à vocation de transparence démocratique quels qu'ils soient plutôt que dans de nouveaux bâtiments militaires, comme c'est souvent le cas ces dernières années aux Etats-Unis¹²⁰ – il convient de renverser la perspective. Pourquoi ce volontarisme, lié il est vrai aux présidents eux-mêmes, n'est-il pas envisageable pour les bibliothèques dans leur ensemble ? A l'inverse, si ce modèle venait à corriger certains de ses défauts trop criants, il pourrait tout à fait constituer un moteur pour des réalisations bien plus défendables en terme d'éthique.

¹¹⁹ Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *op. cit.*, p. 81.

¹²⁰ Chase Madar, « Le président Obama, du prix Nobel aux drones », *Le Monde diplomatique*, numéro d'octobre 2012.

« MEND IT, DON'T END IT¹²¹ »

Des solutions alternatives ?

Le serpent de mer de la centralisation

Face à cette situation d'expansion des coûts, de nombreuses voix se sont élevées pour tenter d'évoquer des solutions de rechange. Cela n'est pas nouveau : Fritz Veit, dans son étude *Presidential Libraries and Collections*, parue en 1987, rappelle que des réflexions pour créer un modèle alternatif à l'existence de plusieurs bibliothèques disséminées à travers le pays, ont existé dès 1955, au moment où le Congrès écrivait la loi qui devait régir le système jusqu'à aujourd'hui. L'idée qui est semble-t-il revenue avec le plus d'insistance est celle d'un bâtiment unique, centralisé par exemple à Washington D.C. Cette solution a cependant toujours semblé impossible, tant d'un point de vue matériel – il semble délicat de centraliser tous ces documents, encore plus aujourd'hui qu'en 1955 – que du point de vue politique – les villes où sont situées les bibliothèques actuelles y sont attachées et en tirent largement bénéfice, comme nous avons pu le constater plus haut dans ce travail. L'éventualité d'une bibliothèque unique revient pourtant à intervalles réguliers. Un autre argument contre la création d'un bâtiment unique est d'ordre purement économique : l'argent nécessaire à la construction des bâtiments a souvent été levé par les fondations privées accolées aux bibliothèques. Dénoncer les bibliothèques présidentielles parce qu'elles représenteraient un coût pour l'Etat n'est donc pas très pertinent. D'autre part, les musées seraient perdants d'une solution privilégiant la centralisation – ils jouent en effet sur l'attache locale des présidents, et constituent des attractions touristique d'importance –, alors même que ce sont eux qui constituent le maillon fort du système, économiquement parlant...

Malgré ces nombreuses réserves, qui se sont accumulées jusqu'à aujourd'hui, le sentiment qu'un nouveau modèle doit nécessairement être trouvé semble assez prégnant lorsqu'on se penche sur les textes produits à ce sujet ces dernières années. Il est fort probable que le contexte économique ait renforcé cette volonté de trouver des solutions moins coûteuses. A plusieurs reprises, le Congrès s'est donc penché sur le modèle et évoqua l'idée de la concentration des archives sur un site unique. Il est indéniable que cela permettrait des économies considérables, et offrirait également une plus grande commodité de recherche. Le modèle actuel a certes le mérite de refléter la diversité des origines des différents présidents, tout en assurant une dissémination des bibliothèques sur tout le territoire, ce qui constitue un symbole non négligeable de cohérence nationale ; mais on mesure la difficulté matérielle que constitue pour un chercheur qui travaillerait sur l'histoire des Etats-Unis depuis Roosevelt ou Eisenhower de devoir traverser le pays d'Est en Ouest, de Boston à la Californie, en passant par l'Arkansas ou le Texas, pour trouver les documents dont il aurait besoin... Même sur une période plus restreinte, le problème se pose : une recherche sur les archives présidentielles pendant la guerre du Vietnam nécessite un passage par les bibliothèques de Kennedy, Johnson et Nixon, respectivement situées dans le Massachussets, le Texas et la Californie.

¹²¹ « Corriger, ne pas supprimer » : Cette citation est empruntée au chercheur Benjamin Hufbauer, qui estime que les politiques doivent réformer le système des bibliothèques présidentielles plutôt que le supprimer.

La numérisation comme réponse ?

La justification apportée par John F. Kennedy à la dispersion des bibliothèques à travers le pays, dont nous avons déjà parlé plus haut, mérite d'être à nouveau mentionnée *in extenso*. Elle est rapportée ainsi par Tom Putnam, directeur de la bibliothèque dédiée à « JFK » :

« Les années passant, il y eut des appels à la centralisation du système des bibliothèques présidentielles. En 1962, le président Kennedy répondit en deux points à la question de savoir s'il ferait ériger sa bibliothèque à Washington. Premièrement, il déclara que les nouvelles technologies feraient qu'en fin de compte il importerait peu de savoir où était située une bibliothèque. La bibliothèque Kennedy a récemment fait de cette vision une réalité en numérisant plus de 300 000 des documents et photographies les plus importants de sa présidence, ainsi que des enregistrements audio et vidéo de ses discours et conférences de presse, permettant ainsi d'y accéder n'importe où dans le monde via notre site Internet. Deuxièmement, JFK répondit en 1962 qu'en construisant ainsi les bibliothèques à travers le pays, chacune d'entre elles pourrait devenir un centre d'éducation vital pour la région, en la reliant avec le gouvernement national. En plus de solides partenariats locaux, les bibliothèques présidentielles collaborent souvent avec des initiatives telles que des forums de discussion nationaux, des expositions, des conférences diffusées au niveau national, ou des programmes interactifs en ligne¹²². »

Le réseau des bibliothèques présidentielles est par conséquent vécu à la fois comme une richesse et comme un handicap. La justification imaginée par Kennedy par le biais de la numérisation, pour remarquable qu'elle soit si l'on considère qu'elle fut évoquée en 1962, n'est en elle-même pas totalement satisfaisante. En effet, même si les bibliothèques parviennent à mettre au point une offre en ligne satisfaisante, elles devront pour cela investir dans de coûteux programmes de rétroconversion : le problème de la croissance des coûts n'est donc pas réglé. De plus, comme toujours dans ce cas-là, la solution numérique ne paraît pas en mesure de satisfaire toutes les demandes avant plusieurs années, avec des écarts selon les bibliothèques.

Vers un désengagement progressif de l'Etat fédéral ?

Dans le rapport de la NARA au Congrès, daté de 2009, l'agence expose une solution permettant d'envisager une refonte du système :

« Les économies les plus significatives peuvent être atteintes grâce à la suppression des musées et des programmes éducatifs, la NARA ne fournissant un support gouvernemental plus que pour la gestion et la mise en valeur des fonds d'archives et des objets de musée¹²³. »

¹²² « Over the years, there have been calls to centralize the Presidential library system. In 1962, President Kennedy was asked if he would locate his library in Washington, DC. He made two points in his reply. First, he stated that through the use of technology, it would eventually not matter where a library was located. The Kennedy Library recently made JFK's vision a reality by digitizing over 300,000 of the most important documents and photographs of his Presidency, and audio and video recordings of all his speeches and press conferences, providing worldwide access to them via our Web site. Second, JFK replied in 1962, that by locating these institutions throughout the country, each could serve as a vital education center connecting the residence of that region to their national government. In addition to our robust local planning, Presidential libraries often collaborate on initiatives like national issue forums, global traveling exhibits, nationally televised conference and interactive Web-based timelines. » Tom Putnam, directeur de la bibliothèque J.F. Kennedy, in « America's presidential libraries : their mission and their future... » (audition devant le Committee on Transportation and Infrastructure..., House of Representatives, 112^e Congrès, 1^{ère} session, 28 février 2011). Washington, US GPO, 2011.

¹²³ « The most significant cost savings are estimated to be achieved through the elimination of museum, public outreach, and educational programs, with NARA providing Governmental support only for the archival and collections management functions for both archives and artifacts », in NARA, *Report on alternative models for Presidential Libraries...*, *op.cit.*

Ces assertions tendent à prouver que la NARA considère que sa mission fondamentale est bien celle de gérer les archives et de garantir leur accès au public. Les bibliothèques de recherche prennent donc le pas sur les musées dans la logique fédérale de service public. Les musées, qui représentent le coût de fonctionnement mais aussi les recettes les plus importants, sont donc considérés comme secondaires dans cette optique. Seule la dimension de conservation des collections des musées seraient conservée par la NARA.

C'est donc une approche de celle évoquée jusqu'à présent qui est défendue ici : plutôt que de se concentrer sur des projets de mutualisation, toujours coûteux en temps, en argent et en personnel, la NARA met ici en avant un projet de désengagement progressif au profit d'organismes privés, en l'occurrence les fondations, qui ne généreraient alors plus que les musées. Si l'on pousse cette logique à terme, nul doute que l'écart entre l'aspect « recherche » des bibliothèques et la volonté de démocratisation historique à l'oeuvre dans les musées s'en trouverait accentué.

Cette solution pose toutefois quelques problèmes. Nous avons déjà pointé du doigt les paradoxes pouvant apparaître à diverses occasions du fait même de la cohabitation entre des institutions privées à visée laudative, et un organisme centralisé d'Etat devant assurer un service public neutre pour mettre à disposition de la recherche un certain nombre de documents historiques. Au premier abord, on pourrait alors se dire qu'une séparation de ces deux instances serait une solution satisfaisante. En réalité, cette solution soulèverait sans doute de nouveaux problèmes : comment imaginer un musée fonctionnant de manière totalement indépendante des archives, où seraient conservés les fonds textuels et iconographiques indispensables aux expositions ? De même, faudrait-il envisager deux bâtiments séparés, alors justement que la force d'attraction touristique du système à l'heure actuelle provient en grande partie de l'intérêt architectural des sites qui le composent ? Plus généralement, et même si le système actuel pose clairement des questions d'ordre éthique, il semble tout aussi périlleux de projeter un « détricotage » visant à clarifier la place du public et du privé.

Corriger les excès

Les difficultés à mettre en place de véritables modèles alternatifs pose question. Sans doute est-il préférable, avant de lister les réformes d'ensemble, de montrer que des excès inhérents au système peuvent trouver des réponses pragmatiques. Bien plus que des solutions par défaut, il peut s'agir simplement d'observations de bon sens.

Transparence et recul critique

On peut à nouveau citer ici l'exemple de la Nixon Library, où l'accès en ligne peut à terme avoir un effet bénéfique. Un exemple simple peut permettre de poser les données du problème. On le sait, l'essentiel du scandale du Watergate repose sur la question des « cassettes » enregistrées par l'administration Nixon. Pendant longtemps, ces cassettes ont alimenté les fantasmes des observateurs, presque autant que le rocambolesque épisode de « Deep throat », l'informateur des journalistes du *Washington Post*. Même si nous avons cité à plusieurs reprises la bibliothèque Nixon comme un contre-exemple, tant il est vrai qu'elle a longtemps illustré les possibles paradoxes et déviations du système, force est de constater que les choses peuvent tendre à davantage de transparence, sous l'effet conjoint du temps et des nouvelles possibilités techniques.

Le site internet de la bibliothèque Nixon propose ainsi un onglet consacré à l'affaire du Watergate intitulé « Ecouter les cassettes¹²⁴ », où il est possible de télécharger de nombreux fichiers numérisés des fameux enregistrements sonores. Même si le traitement laisse à désirer – l'affaire n'est évoquée que de manière très allusive, et aucune mise en contexte des extraits n'est proposée – on mesure le chemin parcouru depuis le temps où Nixon refusait de rendre ces documents publics. De fait, les progrès de la transparence sont ici notables.

Moins polémique, mais tout aussi représentative des améliorations sensibles pouvant être mises en oeuvre, la bibliothèque Truman a également été marquée par un changement d'approche dans un passé récent. Suite à un changement de directeur, c'est l'ancien archiviste de l'Etat de New York, Larry Hackman, qui fut nommé à la tête de l'établissement, en 1995. Sa première déclaration d'intention ne souffrait d'aucune ambiguïté :

« Peu m'importe Harry S. Truman, pas plus que n'importe quel président. Je veux créer des expositions de musée qui fassent réfléchir les gens, et qui les connectent à des problèmes contemporains¹²⁵. »

Hackman parvint à lever plusieurs millions de dollars pour mener à bien ses visées réformatrices, et notamment la nécessaire reprise en main du musée, peu rénové depuis l'ouverture de la bibliothèque. Les nouvelles installations furent inaugurées en 2001, avec notamment un tout nouveau volet « éducatif » aujourd'hui considéré presque unanimement comme une réussite, permettant aux scolaires de se confronter aux décisions prises par Truman, et de les remettre en perspective, avant de discuter de leur bien-fondé. La nouvelle exposition est quant à elle construite autour d'une volonté constante de montrer que l'histoire n'est pas univoque, et que les interprétations peuvent varier. Cette affirmation tombe sous le sens, mais n'est pas réaffirmée dans la majorité des autres bibliothèques, où l'histoire est souvent racontée à partir d'un seul point de vue. A cet égard, le message placée à l'entrée de l'exposition sur la présidence d'Harry Truman mérite d'être cité, tant il concentre ce que pourrait être la philosophie « à suivre » :

« Les années de la présidence d'Harry Truman sont remplies d'évènements significatifs et controversés. Aucun résumé universellement admis n'existe pour cette période. Les historiens et les profanes apportent une grande variété de point de vue pour l'étude de ces jours troublés. (...) Cette exposition présente une des interprétations de la présidence Truman. Il existe une autre façon d'aborder les sujets présentés ici. Au cours de votre visite, vous trouverez des dossiers soulignant quelques unes de ces interprétations alternatives. Ces différences de point de vue rappellent que l'histoire des années Truman n'est pas finie. (...) De nouvelles recherches apparaissent constamment (...). Une large part de ce travail est accomplie ici, à la Truman Library. Les différences de vue dans cette exposition affirment également une vérité importante : l'histoire ne parle jamais d'une seule voix. Elle est toujours sujette à débat – un manuscrit continuellement relu, et jamais achevé¹²⁶. »

Sans tomber dans l'excès qui consisterait à idéaliser outre mesure l'exemple de la bibliothèque Truman, on voit qu'il est possible d'envisager un modèle où serait ajoutée la dimension polémique, qui manque cruellement à beaucoup de bibliothèques présidentielles. Pour cela, le rôle d'un conservateur plus volontaire peut largement remédier à certains excès.

¹²⁴ « Listen Online to the Tapes », <http://www.nixonlibrary.gov/virtuallibrary/tapeexcerpts/index.php> (page consultée le 3 décembre 2012).

¹²⁵ Cité dans B. Hufbauer, *op. cit.*, p. 143.

¹²⁶ Message d'entrée de la bibliothèque Truman, cité in B. Hufbauer, *op. cit.*, p. 154.

Contre le culte personnel

A bien des égards, le système des bibliothèques présidentielles est unique. Il semble délicat d'imaginer un seul instant un système semblable ailleurs dans le monde. En France, qu'on se figure ce que provoquerait l'instauration d'une tradition de bibliothèques vouées à la préservation mémorielle d'un dirigeant... La tradition veut certes que les présidents de la V^e République aient essayé d'associer leur nom et leur mémoire à un musée ou un lieu culturel – du Centre Pompidou à la Pyramide du Louvre, par exemple – mais cela n'est jamais fait dans un but aussi ostensiblement personnel qu'avec les bibliothèques présidentielles. Les musées ou lieux culturels sont de fait toujours consacrés à des collections ou des symboliques qui ne sont pas liées au président. On peut bien citer la bibliothèque nationale François Mitterrand, mais seul le nom du site peut éventuellement prêter à confusion. Rien ne saurait s'apparenter à l'aspect hagiographique que l'on trouve dans les institutions américaines. De fait, le modèle repose essentiellement sur la spécificité et le poids symbolique de la présidence aux Etats-Unis, véritable clef de voûte du système politique mais aussi élément indispensable de lien entre le peuple et les élites politiques.

Comme l'avance Benjamin Hufbauer¹²⁷, la bibliothèque présidentielle en tant que telle est le symptôme de l'expansion spectaculaire du pouvoir des présidents américains, en particulier depuis la Deuxième guerre mondiale. Rien d'étonnant, dès lors, à constater que les bâtiments construits en leur mémoire inscrivent ce pouvoir dans le paysage. Hufbauer cite notamment l'expression de « présidence impériale », utilisée initialement par l'historien Arthur Schlesinger¹²⁸, pour signifier l'étendue des prérogatives des locataires de la Maison-Blanche au XX^e siècle. On mesure certes l'étendue de ce pouvoir dès lors que l'on voit à quel point les décisions des présidents américains ont pu avoir des conséquences aux quatre coins du globe au siècle dernier. L'utilisation de la bombe atomique, les guerres de Corée et du Vietnam, pour ne retenir que les exemples les plus évidents, sont là pour le prouver. Le problème qui interpelle le chercheur qui s'intéresse au modèle des bibliothèques présidentielles, ce n'est pas tant ce pouvoir en lui-même que le fait que ce pouvoir soit non seulement illustré mais aussi célébré par les bibliothèques.

Les bibliothèques présidentielles en tant que créations architecturales s'inscrivent pleinement dans la lignée des grands monuments commémoratifs qui jalonnent les avenues de Washington DC. Il s'agit, par un geste fort, de donner du poids symbolique à une gouvernance, à la mémoire d'un homme. Comme le note encore Benjamin Hufbauer, cet héritage est biaisé : il s'est produit selon lui une rupture entre l'ancien modèle de célébration de la figure présidentielle. Des monuments construits à Washington D.C. pour les présidents que l'histoire avait reconnus comme exceptionnels – et le mémorial Lincoln est à ce titre le plus remarquable –, on est passé aujourd'hui à une situation étrange, où l'auto-célébration prime, puisque ce sont bien les présidents eux-mêmes qui érigent leur bibliothèque, avec l'aide de l'Etat, depuis Roosevelt.

En réponse à ces excès, la solution pourrait passer par une simple « limitation », que s'imposeraient les présidents eux-mêmes. Il faudrait alors imaginer un président qui mettrait lui-même en avant une volonté de construire une bibliothèque désintéressée et peut-être plus « modeste », afin d'infléchir le système vers davantage de mesure. L'archiviste américain Richard Cox a ainsi parlé d'un « président éclairé » qui pourrait mettre en oeuvre un système plus mesuré, en léguant par exemple ses documents aux Archives nationales de Washington, accompagnées d'une mise en valeur modeste des

¹²⁷B. Hufbauer, *op. cit.*, p. 3.

¹²⁸Arthur M. Schlesinger, *The Imperial Presidency*, 1972.

moments marquants de sa présidence¹²⁹. C'est là tout ce qui fait la spécificité du système : dans la mesure où il repose sur une tradition plus que sur la contrainte, rien n'empêcherait un prochain président de le remettre en cause – sans renoncer à léguer ses archives, évidemment.

Pour des bibliothèques « nationales » présidentielles ?

Nous avons évoqué plus haut les coûts de construction et de fonctionnement conséquents, estimant que ce n'était pas tant l'argent qui constituait le problème que ce qui était fait avec, pour dire les choses trivialement.

En allant plus loin, peut-être serait-il envisageable d'imaginer des modèles alternatifs de bibliothèques présidentielles. En gardant un aspect mémoriel indispensable – il serait vain et illusoire de vouloir le gommer tant il paraît admis dans la conscience populaire américaine – on pourrait penser à le rendre moins sujet à caution et plus « universel », en faisant des bibliothèques présidentielles des lieux à vocation nationale et encyclopédique, qui s'apparenteraient alors à des bibliothèques nationales de taille modeste, tout en gardant un volet lié à une personnalité – à travers un musée ou des fonds spécifiques. Et bien entendu, le nom du président serait conservé.

¹²⁹Leonard Bernardo, Jennifer Weiss, *op. cit.*, p. 82.

Conclusion

La bibliothèque présidentielle telle qu'elle existe aux Etats-Unis est un modèle unique en son genre. Institution pluridimensionnelle, mêlant différents types d'approches et de collections, elle soulève nombre de questions, allant de l'accès aux documents au traitement de l'histoire.

Comme nous avons essayé de le montrer tout au long de ce travail, ces « bibliothèques » qui n'en sont pas symbolisent à bien des égards à la fois les aspects remarquables et les aspects problématiques du rapport des américains à la culture et à la politique. Le système assure indéniablement un accès rapide aux archives présidentielles dans la majorité des cas. En faisant intervenir des capitaux privés au moment de la construction des bibliothèques, le modèle américain permet des réalisations architecturales ambitieuses que les fonds publics seuls ne pourraient sans doute pas envisager. Cela étant, les inconvénients ne manquent pas. Les bibliothèques présidentielles, même lorsqu'elles mettent en avant une vision « problématisée » de l'histoire, ne parviennent pas à faire oublier le paradoxe inhérent à leur naissance, où intérêts de service public et volonté de célébration ne parviennent pas à cohabiter sereinement. Plus précisément, la tension existe entre musée et archives. Si ces dernières sont un matériau brut et impossible à « biaiser », elles sont conservées dans des salles de lecture constituant elles-mêmes une petite partie d'une institution qui, la plupart du temps, ne les met pas particulièrement en avant. Au contraire, ce sont les musées qui se taillent la part du lion, plus visibles et plus « parlant » que les archives. Or, compte tenu de leur promiscuité, les archives et les musées déteignent l'un sur l'autre, et le rapport de force semble pencher du côté du musée, dont la visée « divertissante » et laudative éclipsent la présence des documents d'archives, qui constituent pourtant la raison d'être des bibliothèques à l'origine. De fait, les bibliothèques présidentielles ne constituent pas un environnement de travail serein et neutre, mais bien un lieu de commémoration, avec tous les bémols que cela peut comporter pour la recherche historique et la réflexion.

Nous avons déjà eu l'occasion de le mentionner à plusieurs reprises dans ce travail, le fait même de consacrer un mémoire de sciences de l'information et des bibliothèques à un système tel que celui des bibliothèques présidentielles américaines peut sembler relever de l'oxymore. Après tout, si l'on s'en tient à un point de vue strictement étymologique, la bibliothèque, du grec ancien « bibliothêkê », est le lieu qui conserve une collection organisée de livres (« biblio » signifiant livre et « thêkê », place)¹³⁰. Les enjeux actuels qui traversent le monde des bibliothèques ont été remarquablement absents du travail de recherche et d'analyse qui a présidé à sa rédaction. En revanche, les « presidential libraries » sont des exemples tout à fait intéressants pour qui veut se pencher plus en détail sur ce que révèle *en creux* l'utilisation du terme de « bibliothèque ». Poids symbolique et historique, cathédrale du savoir, vitrine d'une époque et centre d'étude sur un homme, tous ces termes et concepts peuvent être utilisés pour répondre à l'apparent paradoxe faisant que l'on se retrouve à appeler bibliothèques des lieux qui de toute évidence n'en sont pas. Pour rattacher les bibliothèques présidentielles à une définition générique, il faudrait affirmer que la bibliothèque est finalement *le* lieu du savoir, de la construction d'un savoir. Tout lieu concentrant de l'information, des documents historiques, serait de ce point de vue là une bibliothèque potentielle. C'est en tout cas ce que tend à prouver l'appellation « Presidential libraries ». Par conséquent, plutôt que d'être comme trop souvent aujourd'hui le lieu où les présidents écrivent leur histoire eux-mêmes – même si ce constat doit être nuancé –,

¹³⁰ Dictionnaire en ligne Larousse, <http://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/biblioth%C3%A8que> (page consultée le 13 décembre 2012).

elles auraient tout à gagner à devenir des lieux de remise en cause de l'histoire, quitte à égratigner davantage les idoles. Car après tout, l'intérêt de l'histoire est de « célébrer le passé pour réveiller le futur », comme l'affirmait en 1960 un certain John Fitzgerald Kennedy¹³¹.

¹³¹ J.F. Kennedy, discours à la bibliothèque Roosevelt, le 14 août 1960.

Sources et bibliographie

Cette bibliographie est volontairement sélective. Compte tenu du temps imparti pour la rédaction de ce travail ainsi que de la nature quasi intégralement anglo-saxonne de cette bibliographie, nous n'avons pas pu consulter autant d'ouvrages qu'il aurait été souhaitable. C'est surtout le cas pour les articles de revues américaines.

Documents officiels et archives

« America's presidential libraries : their mission and their future... », Audition devant le Committee on Transportation and Infrastructure, House of Representatives, 112^e Congrès, 1^{ère} session, 28 février 2011. Washington, US GPO, 2011.

National Archives and Records Administration, *Report on alternative models for Presidential Libraries issued in response to the requirements of PL 110-404*. Rapport au Congrès, 9 septembre 2009.

« FDR Files », 1939 - 1952. Coupures de presse conservées à la bibliothèque Roosevelt, et classées par ordre chronologique, depuis sa création jusqu'à nos jours. Cette documentation est essentiellement consacrée à l'érection de la bibliothèque, à l'évolution de ses collections et de ses expositions.

Les bibliothèques présidentielles

Government Information Quarterly. An international Journal of Policies, Resources, Services and Practices. « Symposium on Presidential Libraries Materials », Volume 12, n°1, 1995.

COCHRANE, Lynn Scott, *The Presidential Library System : A Quiescent Policy Subsystem*. Dissertation submitted to the Faculty of Virginia Polytechnic Institute and State University, 1998.

GABEL, Gernot U., « Les bibliothèques des présidents américains. », *BBF*, 2001, n° 4, p. 98-102.

HYLAND, Pat, *Presidential Libraries and museums, an illustrated guide*. Congressional Quaterly Inc., 1995.

SMITH, Curt, *Windows on the White House : the story of presidential libraries*. South Bend, Diamond Communications, 1997. Assez hagiographique et descriptif.

HUFBAUER, Benjamin, *Presidential temples : how memorials and libraries shape public memory*. University Press of Kansas, 2005.

ECKERT, Astrid M., (dir.), *Institutions of public Memory : the legacies of German and American politicians*. German historical Institute, Washington DC, 2007.

SCHICK, Franck L., *Records of the presidency : presidential papers and libraries from Washington to Reagan*. Phoenix Arizona Press, Orxy Press, 1989.

HEDRICK, Lila F., *The history and development of presidential libraries*. Research paper, Texas Woman's University, 1979.

MARRIS, Alice *Franklin D. Roosevelt and the Franklin D. Roosevelt Library*. Research paper, State university of New York, Albany, 1971.

COCHRANE, James L., « US Presidential Libraries and the History of Political Economy », *History of Political Economy*, 8 : 3, 1976.

SEZZI, Peter, *Personal versus Private. Presidential Records in a Legislative Context : A Bibliographic Exploration*. Scarecrow Press, 2005.

KATZ, Stanley, « Museums in Presidential Libraries : A First Report on Policies, Practices and Performance. » Princeton University Center for Arts and Cultural Policy Studies, 2004.

LANTZER, Jason, « The Public History of Presidential Libraries : How the Presidency is Presented to the People. » *Journal of the Association for History and Computing*, n°6, I, 2003.

MITCHELL, Gordon R., KIRK, Jennifer, « Between Education and Propaganda : Public Controversy Over Presidential Library Design », *Argumentation and Advocacy*, n°44 (printemps 2008), Université de Pittsburg, p. 213-230.

Les bibliothèques américaines et les Etats-Unis

REBOUL, Jacqueline, *Les cathédrales du savoir, ou les bibliothèques universitaires de recherche aux Etats-Unis, étude d'organisation*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982.

KASPI, André (dir.), *La civilisation américaine*, Paris, Presses Universitaires de France, 2e édition, 2006.

VINCENT, Bernard (dir.), *Histoire des États-Unis*, Paris, Champs Flammarion, 1997.

BERTRAND, Anne-Marie, ORY, Pascal (dir.), *De la librairie publique, petit essai d'histoire culturelle sur les bibliothèques publiques en France et aux Etats-Unis depuis 1945*. Paris, SI, 2006.

BODNAR, John, *Remaking America : Public Memory, Commemoration, and Patriotism in the Twentieth Century*. Princeton University Press, Princeton, 1992.

Les présidents américains

BERNSTEIN, Irving, *Guns or Butter : The Presidency of Lyndon Johnson*. Oxford University Press, Oxford, 1996.

COKER, Jeffrey W., *Franklin D. Roosevelt: A Biography*, Greenwood Publishing Group, 2005.

DeCONDE, Alexander, *Presidential Maschismo : Executive Authority, Military Intervention, and Foreign Relations*. Northeastern University Press, Boston, 2000.

GOULD, Lewis L., *The Modern American Presidency*. University Press of Kansas, Lawrence, 2003.

BERNARDO, Leonard, WEISS, Jennifer, *Citizen-in-chief, The Second Lives of the American Presidents*. Harper Collins, New York, 2009.

SALMON, Christian, *Storytelling la machine à fabriquer des histoires et à formater les esprits*, La découverte, Paris, 2007.

Annexes

ANNEXE 1 : QUESTIONNAIRE ADRESSÉ AU PRESIDENTIAL LIBRARIES OFFICE, NARA.	72
ANNEXE 2 : TABLEAU DES COÛTS REPRÉSENTÉS PAR LES BIBLIOTHÈQUES EN 2008.....	75
ANNEXE 3 : LISTE DES CENTRES D'ARCHIVES LIÉS À LA NARA.....	76
ANNEXE 4 : PHOTOGRAPHIES DE LA BIBLIOTHÈQUE KENNEDY.....	77
ANNEXE N°5 : PHOTOGRAPHIES DE LA BIBLIOTHÈQUE ROOSEVELT.....	81

Annexe 1 : Questionnaire adressé au Presidential Libraries Office, NARA.

1. How many visitors did you have in the Presidential libraries / museums last year?

As an office within the National Archives and Records Administration (NARA) (an independent agency of the US Federal government) we administer the Presidential Libraries from Herbert Hoover through George W. Bush. As part of our agency's performance reporting, we measure and report statistics on a fiscal year basis (October 1 through September 30 of each year). For our visitor totals we count visits by researchers, museum exhibit visitors, attendance to our education and public programs, and visits to our web sites. Our totals for Fiscal Year 2011 can be found in a table on page 8 of the NARA Performance and Accountability Report.

2. I have read several articles about the Presidential libraries, and many of them insist on the fact that they have to fulfill two goals: they have to be neutral in the way they give access to historical documents, but in the same time they could be tempted to present a positive image of the presidents.

Do you think this could be a problem?

Presidential Libraries and Museums do fill two roles. As archival repositories, it is our obligation to preserve and make accessible the holdings entrusted to our care. As a result, the Libraries provide equal and impartial access to the many researchers who seek access to our holdings.

Our second role is to produce engaging exhibits, programs, and online content that provide visitors with insight into the life and times of a President and the American experience. The creation of exhibits and programs requires some degree of interpretation in every instance, and with many focusing on contemporary (or at least very recent) issues and events there is the potential for the perception that a particular depiction of an issue is skewed to a particular perspective, be it too positive (or, in some cases, too negative) for a President.

An additional dynamic is the support role that the Presidential Library foundations provide through the public-private partnerships which are at the heart of every Presidential Library. The Foundations, very appropriately, take an active interest in the legacy of their Presidents. Through our partnerships and collaborations, we strive to create engaging, informative exhibits that are received positively by our visitors. Because of the broader role of many of the Presidential Foundations, we try to discern those activities or programs which are specifically partisan and presented exclusively by the Foundation.

3. This question have much in common with the previous one : do you think that the Presidential are more public libraries or foundations ? Do they feel like public institutions or private ones ?

There is no malice in this question, it is just that we in France often have a strict séparation between public and private, and allways have the impression that private foundations will be tempted to give a positive image of the ones that put money in it. Maybe the US system does not see it the same way.

NARA's Presidential Libraries are public institutions. We provide access to our holdings, our exhibits, our programs, and our web-based content in a manner consistent

with the US Federal government. The vast majority of staff at any Library are Federal employees, and our facilities are Federal facilities. Because our Libraries place an emphasis on the biography of the Presidents we are vulnerable to assertions that our operations are designed to burnish the legacies of these Presidents, but our goals are as I described in the previous response – to provide impartial access to our holdings and engage the public to learn more about the life and times of the Presidents and about US history in general.

The foundations (private, non-profit support organizations) raise the funds and construct the Presidential Library facilities, pay for the core exhibits in each Library's museum, provide significant funding (and, in many cases, staff) for public programs and education programs, and (for George H.W. Bush, Clinton, and all future Presidential Libraries) provide an endowment to the government to offset maintenance costs for the facilities.

Because the exhibits and programming at a Library are produced through this public-private partnership we work to ensure our offerings are as balanced as is possible given our close, but not identical, goals.

4. Each and every president had to face very sensible issues in the time they were in charge, and it sometimes raised questions about their personal involvement in different scandals.

Is it not complicated to remain neutral in the treatment of sensible cases like the Watergate or the Vietnam war (among other examples) ?

You have identified a key challenge that we face with our exhibits. The depiction of contemporary, or nearly contemporary, events in an exhibit comes with different challenges than the portrayal of events and personalities from a more distant time frame. Exhibits in the Presidential Libraries evolve as the themes transition from contemporary to historical. Where the Truman Library and Museum's exhibit today can rightfully be lauded for its content, it is worth noting the modern exhibit bears little resemblance to the original exhibit in the Library when the issues of Truman's era (the decision to drop the atomic bomb, as one example) were much more contentious.

In all our exhibits, regardless of their age, we strive to present engaging exhibits of the President and the American experience to the broadest audience possible.

5. The Presidential libraries are a typically US institution, it seems to be very complicated to imagine a similar system in any other country. But still, do you think that they have some things in common with the « national » libraries (in the sense that they are keepers of a part of the memory of the nation) ?

We do consider ourselves a keeper of a part of the nation's memory. Our holdings, a significant percentage of which are government records created at taxpayer expense, document the actions of members of the US government at its highest levels. Through our archival programs we preserve these holdings and make them broadly available to the public – academic researchers, journalists, members of the general public, etc. Through our exhibits and programming largely based on our holdings we seek to illustrate the life and times of the Presidents – and the issues, both historic and contemporary, that confront Presidents and our society.

6. Do the Presidential libraries have a link with the Library of Congress ?

While NARA and its Presidential Libraries have engaged in various partnerships and initiatives over the years with the Library of Congress, we have no formal or sustained link to the institution.

7. There are more and more libraries as the presidents come and go. Do you think this system could last forever, or will you have to think of a new solution, maybe to put some resources in common in one location or one website ?

The US government has long been mindful of the costs associated with a growing system of Presidential Libraries. The Presidential Libraries Act of 1986 placed a limit on the size of the facilities that the support organizations who build our Library facilities can give to the government, and required these organizations to raise an endowment to offset the costs of operating and maintaining the facility. The most recent update to this law raised the required endowment to an amount equal to 60 percent of the construction cost of a new facility.

These limits and requirements reduce the rate of cost increases, but the amount of funding required for the Libraries inevitably rises with every new Presidential Library. NARA's management has considered a number of alternatives to the current system. You can read a report NARA prepared for Congress on potential alternatives for the Presidential Library system.

8. What are the relations between the different Presidential libraries across the country ? Is there a real cooperation, or common resources ? Do you, at the NARA, organize meetings with the librarians or curators of the PL network ? Do you feel like this is a centralized system ?

Our NARA system is comprised of the Presidential Libraries from Herbert Hoover through George W. Bush. As such, these institutions are staffed and managed by NARA employees and are administered by a central office staff located in NARA's headquarters in the Washington, DC metropolitan area. However, these Libraries also receive support from their corresponding nongovernmental organizations, typically foundations. These foundations provide support at various levels and in various forms (some even provide archival or other programmatic staff to their corresponding Library).

Our central office facilitates communication among all staff common to the Libraries, whether archivists, curators, education specialists, etc. Through communication we ensure that NARA and other Federal policies are applied consistently and that the staff holding similar positions across NARA's Presidential Library system are able to share best practices and other resources whenever possible.

9. The Presidential libraries are very original institutions : they are both archives and museums. Do you employ both librarians and archivists, for example ?

While we have employed very small numbers of librarians in the past, at the present we have only archivists to serve as custodians of our documentary materials. A number of Presidential Libraries (with the Franklin D. Roosevelt Library as the best example) have significant book collections, but the vast majority of our documentary holdings are collections of textual or audiovisual materials best cared for by archivists. We also employ museum professionals as registrars and curators to care for our artifact collections and to support the development and production of museum exhibits.

Annexe 2 : Tableau des coûts représentés par les bibliothèques en 2008

Ce tableau est tiré du *Rapport* de 2009 adressé par la NARA au Congrès, dont nous avons déjà tiré de nombreuses informations dans ce travail. Il prouve le poids financier considérable du réseau des bibliothèques présidentielles.

FY 2008 PRESIDENTIAL LIBRARY ACTUAL COSTS					
	O&M (Including Security)	Program Including Salary	Minor R&R	Major R&R ¹	Total
Hoover	899,000	1,269,800	21,200	20,900	2,210,900
Roosevelt	2,847,300	1,597,800	55,300	378,000	4,878,400
Truman	1,969,200	1,879,600	36,200	342,400	4,227,400
Eisenhower	1,159,600	2,004,800	23,900	180,900	3,369,200
Kennedy	3,846,600	2,206,100	14,200	1,600	6,068,500
Johnson	2,880,600	2,159,200	900	3,000	5,043,700
Nixon ²	1,513,100	2,298,600	10,600	47,300	3,869,600
Ford	1,973,800	1,874,200	38,300	181,500	4,067,800
Carter	1,578,500	2,941,900	24,800	422,200	4,967,400
Reagan	3,082,000	2,013,600	57,800	273,700	5,427,100
Bush 41	2,595,500 ³	1,662,500	12,700	900	4,271,600
Clinton	2,261,700 ⁴	1,936,200	7,700	132,800	4,438,400
Bush 43 ⁵	460,600	3,086,200	0	0	3,546,800
Central Office ⁶	0	4,606,200	0	0	4,606,200
Presidential Materials Staff ⁷	0	1,404,500	0	0	1,404,500
Nixon Presidential Materials Staff ⁸	0	1,547,300	0	0	1,547,300
Totals	26,706,900	34,488,500	303,600	1,985,200	63,944,800

Annexe 3 : liste des centres d'archives liés à la NARA

Services d'archives affiliés¹³²

- Service des parcs nationaux, Washington D.C.
- Société historique de l'Oklahoma, Oklahoma City, Oklahoma.
- Archives de l'Etat de Pennsylvanie, « Bureau of Archives and History », Harrisburg, Pennsylvanie.
- Département des imprimés et des photographies, Bibliothèque du Congrès, Washington D.C.
- Centre d'archives de l'Etat du Nouveau-Mexique, Santa Fe, Nouveau-Mexique.
- « U.S. Government Printing Office », Washington D.C.
- « U.S. Military Academy Archives », West Point, New York.
- Bibliothèques de l' « University of North Texas », Denton, Texas.
- « William W. Jeffries Memorial Archives », U.S. Naval Academy, Annapolis, Maryland.
- Yellowstone National Park Archives, Wyoming.

Bâtiments régionaux de la NARA¹³³

- Anchorage, Alaska, région Alaska-Pacifique.
- Atlanta, Georgia, région Sud-Ouest.
- Boston, Massachusetts, région Nord-Est.
- Chicago, Illinois, région des Grands lacs.
- Denver, Colorado, région des Montagnes rocheuses.
- Fort Worth, Texas, région Sud-Ouest.
- Kansas City, Missouri, région des Grandes plaines.
- Lenexa, Kansas, aire urbaine de Kansas City. Fermé au public.
- New York City, New York, région Nord-Est.
- Philadelphia, Pennsylvanie, région Nord-Est.
- Riverside, Californie, région Pacifique.
- San Bruno, California), région Pacifique.
- Seattle, Washington, région Alaska-Pacifique.
- St. Louis, Missouri, Centre national des archives personnelles.
- Valmeyer, Illinois, Centre national des archives personnelles.

¹³² Ces centres sont liés par des accords avec la NARA. <http://www.archives.gov/locations/affiliated-archives.html> (page consultée le 9 décembre 2012).

¹³³Les « régions » sont des regroupements d'Etats. Nous avons choisi de traduire leur nom en Français.

Annexe 4 : photographies de la bibliothèque Kennedy



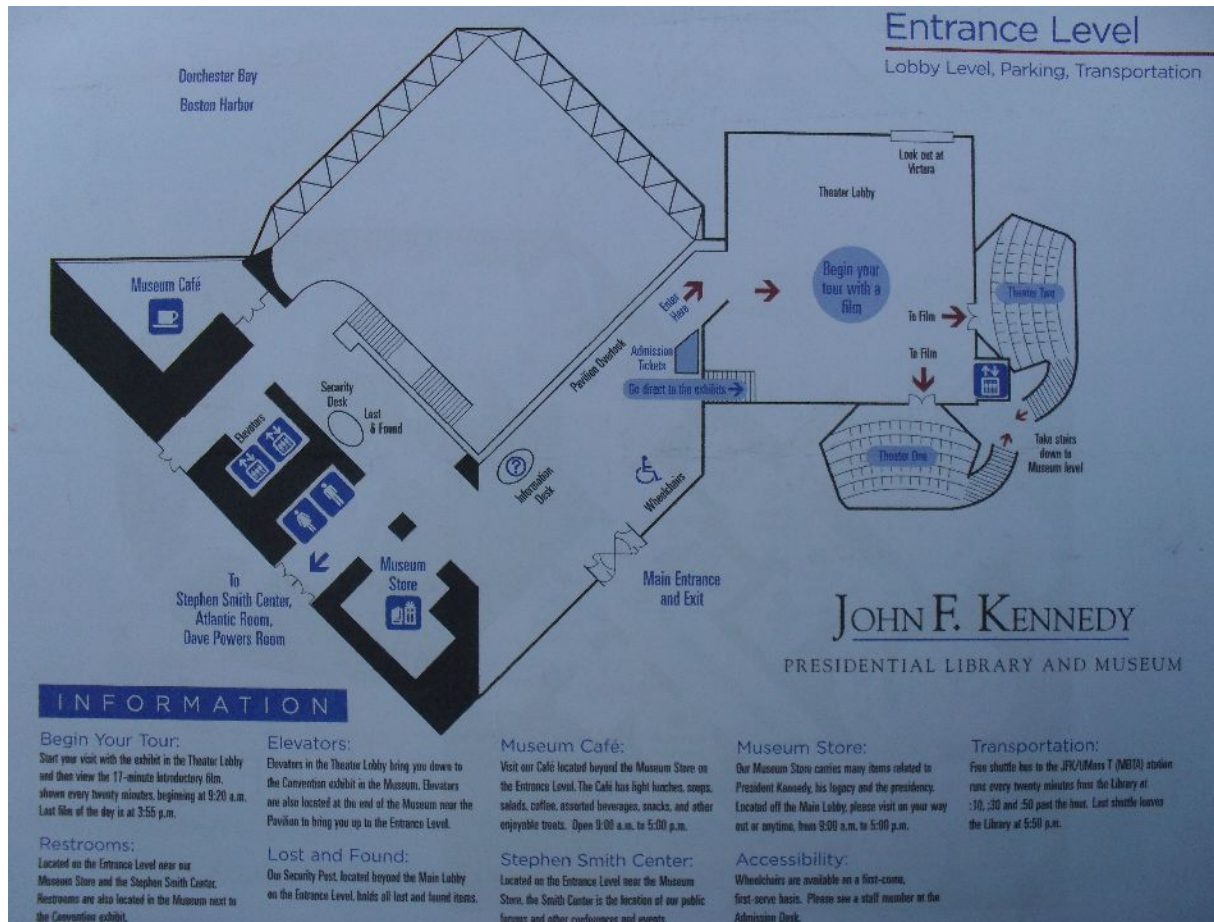
Vue extérieure de la bibliothèque Kennedy, Boston, Massachussets (photographie personnelle).

Le bâtiment, conçu par l'architecte I. M. Pei, est une parfaite illustration de l'évolution des bibliothèques vers le gigantisme, que nous avons pointé dans la troisième partie de notre étude.



Vue intérieure de la bibliothèque Kennedy, Boston, Massachusetts (photographie personnelle).

Cette immense baie vitrée abritant la « star-splanged banner » et donnant sur la baie de Boston est un bon exemple de la volonté, autant architecturale que symbolique, de placer les bibliothèques présidentielles dans la lignée des grands bâtiments commémoratifs des héros de la nation, afin d'en faire des démonstrations spectaculaires d'appartenance commune et de patriotisme.



Plan du premier niveau de la bibliothèque Kennedy, Boston, Massachusetts.

On notera sur ce plan que la salle de recherche n'est pas mentionnée. Ainsi, seul le musée est mis en avant. C'est la preuve de ce que nous développons dans la troisième partie de ce travail, à savoir que la grande majorité des visiteurs des bibliothèques présidentielles se déplacent pour les musées.



Brochure de la bibliothèque Kennedy, Boston, Massachusetts (photographie personnelle).

Comme nous l'avons noté dans la deuxième partie de cette étude, les bibliothèques présidentielles insistent largement sur une approche « participative » de l'histoire, en encourageant les visiteurs à devenir eux-mêmes acteurs de l'époque revisitée. On s'en rend bien compte ici avec l'utilisation de verbes d'action, « rejoignez », « revivez », « découvrez », etc.

Annexe n°5 : Photographies de la bibliothèque Roosevelt



La bibliothèque Roosevelt à Hyde Park, New York (photographie personnelle).

Installée dans l'ancien domaine personnel de Roosevelt, la bibliothèque fait partie d'un ensemble plus large, incluant une zone préservée, et d'autres bâtiments historiques, comprenant la demeure de Roosevelt – séparée de la bibliothèque – et le « Vanderbilt Mansion », manoir du XVIII^e siècle, lui-même entouré d'une zone naturelle protégée et dépendante du domaine des Parcs nationaux américains.



Statue de Franklin et Eleanor Roosevelt sur le site de la Roosevelt Library à Hyde Park, New York (photographie personnelle).

Cette statue est inspirée d'une photographie très célèbre du couple Roosevelt, prise d'ailleurs à Hyde Park, dans ce qui n'était à l'époque que le domaine du président, et pas encore sa bibliothèque. Cette statue opère une sorte de mise en abyme et recoupe largement la dimension « participative » de la lecture historique proposée par les bibliothèques présidentielles, et que nous avons essayé d'analyser dans la deuxième partie de ce devoir. Invité à faire « comme si », à revivre l'époque et la vie du président, le visiteur est ainsi aidé dans sa démarche par la présence d'une statue à taille humaine, dont la présence a pour objectif de suggérer la « présence » de Roosevelt à la place qu'il occupa des années auparavant.



L'exposition du musée de la Bibliothèque Roosevelt, Hyde Park, New York (photographie personnelle).

De la même manière qu'à la bibliothèque Kennedy, une large part des archives mises en valeur dans l'exposition sont des documents iconographiques. De plus, c'est avant tout l'homme qui est à l'honneur, bien davantage que le contexte historique de sa présidence, par exemple.



Brochure de la bibliothèque Roosevelt, Hyde Park, New York (photographie personnelle)

Plus sobre que pour l'exemple de la bibliothèque Kennedy, le choix des photographies que l'on voit ici fait tout de même sens : le choix est de mettre en avant l'intimité de Roosevelt, ainsi que sa vie de famille,

Table des matières

SIGLES, ABRÉVIATIONS ET CITATIONS.....	9
INTRODUCTION.....	11
SUBSTRAT HISTORIQUE.....	13
Avant-propos : la bibliothèque et le président.....	13
<i>La bibliothèque de recherche aux Etats-Unis.....</i>	<i>13</i>
Des bibliothèques universitaires à vocation internationale.....	13
La Library of Congress, une bibliothèque nationale de facto.....	13
Une forte place accordée aux bibliothèques « privées ».....	14
<i>Le président des Etats-Unis, entre rôle institutionnel et poids mythologique.....</i>	<i>15</i>
Au centre de la vie politique.....	15
Du l'homme politique au personnage historique	17
Les bibliothèques présidentielles : Origine et évolution.....	18
<i>La pratique antérieure aux bibliothèques présidentielles.....</i>	<i>18</i>
<i>Une prise de conscience progressive.....</i>	<i>19</i>
<i>A l'origine d'un modèle nouveau.....</i>	<i>19</i>
De nombreux contrastes.....	19
Roosevelt en précurseur.....	20
<i>Consolidation du modèle.....</i>	<i>21</i>
Le « Presidential Libraries Act », 1955.	21
L' « Office of Presidential Libraries », 1964.....	21
Le « Presidential Records Act », 1978	22
L'amendement du « Presidential Libraries Act », 1986	23
<i>L'administration par la NARA.....</i>	<i>23</i>
Bref historique des Archives nationales américaines.....	24
D'autres bibliothèques.....	25
« FROM CALIFORNIA TO THE NEW YORK ISLAND » : REGARD D'ENSEMBLE SUR UN MODÈLE ORIGINAL	27
Des collections variées.....	28
<i>Typologie des collections.....</i>	<i>28</i>
Un ordre de grandeur.....	28
Les archives.....	29
Les collections et expositions des musées.....	30
Et les livres ?	34
Evolution des collections.....	36
<i>Peut-on vraiment parler de « bibliothèques » ?.....</i>	<i>37</i>
Un étroit partenariat entre public et privé.....	38
<i>Un système à deux têtes.....</i>	<i>38</i>
<i>Des écarts considérables selon les bibliothèques.....</i>	<i>40</i>
La bibliothèque Roosevelt, un partenariat clair	40
La bibliothèque Reagan et le mélange des genres.....	41
Préservation et éducation	42
<i>Conservation et promotion patrimoniale.....</i>	<i>42</i>
<i>Une visée éducative prégnante.....</i>	<i>43</i>
Programmes d'éducation.....	43
Numérisation et présence en ligne.....	44
Fréquentation et poids économique du réseau.....	45
<i>L'impact économique d'une bibliothèque présidentielle.....</i>	<i>45</i>

<i>Fréquentation : les chiffres d'ensemble</i>	47
<i>Les musées et les salles de recherche</i>	47
Deux types de fréquentation.....	47
... Pour deux types de publics.	48
« I SHALL WRITE THAT HISTORY MYSELF » : UN MODÈLE	
PROBLÉMATIQUE	49
Une vision biaisée de l'histoire ?	49
<i>La tension entre public et privé</i>	49
Un système de financement opaque.....	49
... qui rejaillit sur la visée scientifique.....	50
<i>Des « temples » présidentiels ?</i>	51
Les bibliothèques comme éléments de « religion civile ».....	51
« Si la légende est plus belle que la vérité... »	53
La question de l'accès aux archives	54
<i>Un idéal de transparence</i>	54
<i>Limites à la transparence</i>	55
L'impact du scandale du Watergate.....	55
Limites à la loi de 1978.....	55
Regards croisés.....	56
Gigantisme et viabilité du système	57
<i>« Bigger than the biggest » : la course au gigantisme</i>	57
<i>Une croissance exponentielle des coûts</i>	59
Les coûts de fonctionnement en 2008	59
Réduire les coûts, pourquoi faire ?.....	60
« Mend it, don't end it »	61
<i>Des solutions alternatives ?</i>	61
Le serpent de mer de la centralisation.....	61
La numérisation comme réponse ?	62
Vers un désengagement progressif de l'Etat fédéral ?	62
<i>Corriger les excès</i>	63
Transparence et recul critique.....	63
Contre le culte personnel	65
Pour des bibliothèques « nationales » présidentielles ?.....	66
CONCLUSION	67
SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE	69
TABLE DES MATIÈRES	85